

**Contrat de capitalisation**

Mis à jour le 24 oct. 2023

Le contrat de capitalisation est un produit à durée déterminée (généralement entre 8 et 30 ans éventuellement prorogeable) avec possibilité de procéder à des rachats. Il permet :

* de réaliser, sans risque, une opération d’épargne à moyen ou long terme ;
* d’investir sur des supports financiers diversifiés, en euros ou en unités de compte, dans un cadre fiscal privilégié.

En cas de rachat, au terme prévu ou lors d'un remboursement anticipé, la fiscalité qui s'applique au contrat de capitalisation est celle de l'assurance-vie. Le régime fiscal applicable aux produits est déterminé en fonction non seulement de la date de versement des primes sur le contrat mais aussi de son ancienneté. En pratique, la fiscalité sur les produits est particulièrement avantageuse après 8 ans.

Lorsqu'une sortie en rente viagère a été prévue dans le contrat, les produits et intérêts acquis sont exonérés d'impôt sur le revenu.

## **1. Présentation**

On emploie indifféremment les termes *"contrat de capitalisation"*, "*titre de capitalisation"*, *"bon de capitalisation"* ou *"assurance capitalisation"*.

Historiquement, un bon de capitalisation est un contrat qui a été émis, c’est-à-dire matérialisé par un titre au porteur. Aujourd'hui, les souscriptions sont nominatives et la mise en place d’un bon au porteur n’est plus pratiquée.

Le contrat de capitalisation n’est pas un contrat d’assurance-vie (car il ne repose pas sur la couverture d’un risque et il ne dépend pas de la durée de vie du souscripteur) mais est régis par le code des assurances (C. Ass. art. L 132-1 et suivants) et dispose des mêmes atouts que l'assurance-vie (hormis la clause bénéficiaire et la fiscalité décès).

Complément patrimonial au contrat d'assurance vie, le contrat de capitalisation peut s'avérer intéressant notamment :

* pour faire face aux évolutions familiales en donnant le contrat à une personne de son choix en pleine propriété, en nue-propriété ou encore avec réserve d'usufruit stipulé successif. Malgré le changement de détenteur du contrat, les avantages fiscaux initiés par le donateur sont maintenus. Voir notre stratégie client : [Souscrire un contrat de capitalisation (personne physique)](https://api.fidroit.fr/document/38917)
* pour le remploi de fonds démembrés, le contrat de capitalisation pouvant être souscrit en démembrement par une personne au titre de l'usufruit et une autre au titre de la nue-propriété. Par ce biais, l'usufruitier peut disposer des fonds rapidement en réalisant des rachats autonomes à hauteur des revenus du contrat. Voir notre Doc. pratique : [Comparatif contrat de capitalisation et contrat d'assurance-vie](https://api.fidroit.fr/document/49004)
* pour répondre à une stratégie de long terme via une société. Voir notre stratégie client : [Souscrire un contrat de capitalisation dans une société soumise à l’IS](https://api.fidroit.fr/document/51855), voire par une société familiale à l'IR dont les parts seraient démembrées.

## **2. Souscripteur**

Le souscripteur signe le contrat, choisit les caractéristiques du contrat et s’engage à régler les primes d'assurance.

La prise d’effet du contrat est la date d’encaissement de la première prime par la compagnie d’assurances.

### **2.1. Personne physique**

Toute personne physique peut souscrire un contrat de capitalisation, sans limitation d'âge (il n'y a pas de notion d'aléa contrairement à l'assurance-vie).

#### **2.1.1. Mineurs non émancipés**

Le mineur ne peut pas, *a priori,* souscrire seul un contrat de capitalisation (par analogie au contrat d'assurance-vie) :

|  | **Contrat libellé en euros** | **Contrat multi-supports** |
| --- | --- | --- |
| En présence des deux parents | Accord des deux parents C. civ. art. 382-1  C. civ. art. 387  En cas de désaccord entre eux, l'autorisation du juge des tutelles est nécessaire et le juge retiendra le placement offrant toute sécurité à l'enfant sur le long terme avec notamment une garantie en capital, quand bien même la rémunération paraîtrait moins intéressante. [CA Bordeaux, 8 juin 2016](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/jurisprudence/CA-Bordeaux-8.07.2016.pdf), n° 15/06749  Voir notre Actu : [Placement des fonds d’un mineur : la garantie en capital doit être privilégiée (CA Bordeaux 08/06/2016)](https://api.fidroit.fr/document/46158) | A notre sens : l'autorisation du juge des tutelles est nécessaire  **Avis Fidroit :**  La souscription d'un contrat de capitalisation pour le compte d'un mineur n'est pas expressément visée par l'article 387-1 du code civil comme étant un acte de disposition nécessitant l'autorisation du juge des tutelles. Cependant, à notre sens, la souscription d'un contrat multisupports constitue indirectement un acte portant sur des valeurs mobilières ou des instruments financiers au sens de l'article L. 211-1 du CMF. C. civ. art. 387-1, 8°  Certains assureurs acceptent toutefois la souscription de contrats multisupports pour des mineurs sans demander l'autorisation du juge des tutelles. |
| En présence d’un seul parent | Accord du parent C. civ. art. 382 |

[Décret 22 déc. 2008](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/autres/Decret_du_22_decembre_2008.pdf), n° 2088-1484, ann. 1  
Pour plus d'informations, voir notre Doc Expert : [Administration légale (régime unique à compter du 01/01/2016)](https://api.fidroit.fr/document/38237)

Les parents bénéficient d’un droit de jouissance des biens de leur enfant, mais doivent également apporter à leur gestion des soins prudents, diligents et avisés, dans le seul intérêt du mineur. Ils commettent ainsi une faute, engageant leur responsabilité s’ils ne s’assurent pas de la sauvegarde des capitaux décès reçus par leur enfant.  
[Cass. civ. 2, 9 juin 2016, n° 14-27043](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/jurisprudence/cass-9-juin-2016.pdf)

#### **2.1.2. Majeurs protégés**

Majeur sous sauvegarde de justice

Un majeur sous sauvegarde de justice peut souscrire seul un contrat de capitalisation, procéder à des rachats, des avances ou des versements complémentaires.  
C. civ. art. 435

Majeur sous curatelle

Uu majeur sous curatelle peut souscrire un contrat d’assurance avec l’assistance de son curateur, procéder à des rachats, des avances ou des versements complémentaires.  
Il s'agit, *a priori,* d'un acte de disposition (comme portant sur des valeurs mobilières ou sur un compte de gestion de patrimoine).  
C. civ. art. 467 al. 1   
[Décret 22 déc. 2008](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/autres/Decret_du_22_decembre_2008.pdf)

Majeur sous tutelle

Un majeur sous tutelle ne peut souscrire un contrat de capitalisation, procéder à des rachats, des avances ou des versements complémentaires, qu’avec l'autorisation du juge des tutelles ou du conseil de famille s'il a été constitué.

Il s'agit, *a priori,* d'un acte de disposition (comme portant sur des valeurs mobilières ou sur un compte de gestion de patrimoine).  
C. civ. art. 473 et s.   
[Décret 22 déc. 2008](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/autres/Decret_du_22_decembre_2008.pdf)

Mandat de protection future

Mandat de protection future sous seing privé

Si un mandat de protection future sous seing privé est mis en oeuvre, le mandataire ne peut accomplir que les actes qu'un tuteur peut faire seul sans autorisation. Ainsi, la souscription d'un contrat de capitalisation, procéder à des rachats, des avances ou des versements complémentaires, constitutifs d'actes de disposition, nécessiteront l'autorisation préalable du juge des tutelles.  
C. civ. art. 493  
[Décret 22 déc. 2008](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/autres/Decret_du_22_decembre_2008.pdf)

Mandat de protection future authentique

Si un mandat de protection future notarié est mis en oeuvre, le mandataire peut accomplir tous les actes patrimoniaux qu'un tuteur peut accomplir seul ou avec une autorisation. Par conséquent, il pourra souscrire seul un contrat de capitalisation, procéder à des rachats, des avances ou des versements complémentaires, au nom et pour le compte du mandant.  
C. civ. art. 490   
[Décret 22 déc. 2008](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/autres/Decret_du_22_decembre_2008.pdf)

Habilitation familiale

L'habilitation familiale peut être générale ou spéciale. Elle peut porter sur un ou plusieurs des actes que le tuteur a le pouvoir d'accomplir seul ou avec une autorisation. Ainsi, la personne habilitée pourra souscrire un contrat de capitalisation, procéder à des rachats, des avances ou des versements complémentaires, pour le compte de la personne représentée, si l'habilitation est générale ou l'habilite en ce sens.  
C. civ. art. 494-6  
[Décret 22 déc. 2008](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/autres/Decret_du_22_decembre_2008.pdf)

#### **2.1.3. Démembrement**

Le contrat de capitalisation peut être souscrit en démembrement ou faire l'objet d'une donation en nue-propriété (ou en usufruit) après sa souscription.

Lorsque la donation en nue-propriété est réalisée après la souscription, la donation doit en principe être réalisée devant notaire (le contrat de capitalisation étant une créance, il ne peut pas faire l'objet d'un don manuel) et être notifiée à la compagnie d'assurance ou être formalisée par un avenant pour intégrer le nouveau souscripteur.  
Cependant, certaines compagnies admettent le don manuel (en raison de la pratique autour du bon de capitalisation).

Lorsque le contrat est souscrit en démembrement, il est nécessaire que les fonds utilisés pour la souscription doit déjà démembrés (remploi du prix de vente d'un bien immobilier démembré par exemple). Il faut impérativement anticiper le remploi en amont de la vente du bien démembré (par le versement du prix de vente sur un compte démembré), afin d'éviter la répartition du prix de vente entre le nu-propriétaire et l’usufruitier.

Voir notre Doc. pratique : [Comparatif contrat de capitalisation et contrat d'assurance-vie pour le remploi de capitaux démembrés](https://api.fidroit.fr/document/49004)  
Concernant la fiscalité : voir §  Fiscalité - Transmission à titre gratuit

**Attention :**

Il n'est pas envisageable de souscrire un contrat en démembrement en procédant à des versements en pleine propriété par le nu-propriétaire et l'usufruitier, ni de constituer un quasi-usufruit sur le contrat de capitalisation puisqu'il ne s'agit pas d'un bien fongible.

**Avis Fidroit : Convention de démembrement**

En présence d'un démembrement sur contrat de capitalisation, il est impératif de signer une convention de démembrement, afin de déterminer les pouvoirs du nu-propriétaire et de l'usufruitier (spécialement en matière d’arbitrage, de rachat et d’avance). A défaut de convention, usufruitier et nu-propriétaire sont co-souscripteurs du contrat de capitalisation (chaque opération devra faire l'objet d'un commun accord).

Les compagnies d’assurance proposent des conventions prérédigées, ce qui garantit leur bonne exécution. Mais il est possible de rédiger sa propre convention (notariée ou sous seing privé), à condition qu'elle soit réaliste afin que les compagnies puissent techniquement et informatiquement les gérer.

### **2.2. Personne morale**

Voir § 12. Contrat de capitalisation et société à l’IR  
et  § 13. Contrat de capitalisation et société à l'IS ou entreprise relevant des BIC, BNC ou BA

## **3. Fonctionnement**

### **3.1. Souscription**

Le souscripteur verse une prime unique. Il peut également verser une ou plusieurs primes pendant la durée du contrat.

**Remarque :**

La souscription d’un bon ou d’un contrat de capitalisation (et l’application de sa fiscalité avantageuse sur les rachats) n’est pas remise en cause lorsque le souscripteur est âgé ou que la souscription a été faite à une date proche de son décès (sauf en cas d’incapacité) ni du fait de primes manifestement exagérées (puisque le contrat intègre la succession).

### **3.2. Renonciation**

#### **3.2.1. Personnes physiques**

Tout comme en matière d’assurance-vie, les personnes physiques peuvent renoncer à la souscription en se prévalant :

* d’un délai de rétractation de 30 jours à compter du moment où elles sont informées que le contrat est conclu (C. Ass. art. L 132-5-1)
* d’un défaut de respect du formalisme (C. Ass. art. L 132-5-2)

Pour plus de détails, se reporter à notre fiche - [Assurance-vie : Caractéristiques générales](https://api.fidroit.fr/document/38023),  § Renonciation à la souscription

#### **3.2.2. Personnes morales**

La loi n'accorde pas aux entreprises et sociétés (qu'elles soient à l'IR ou à l'IS) les mêmes protections qu'aux personnes physiques  
C. ass. art. L.132-5-1

Cependant, la plupart des conditions générales intègrent une faculté de renonciation dans les 30 jours sans restrictions expresses pour les personnes morales : "*le souscripteur peut renoncer…*" ou "*vous disposez d’un délai de 30 jours…*".

Au contraire, la renonciation pour défaut de respect du formalisme ne peut *a priori* pas être revendiquée par les personnes morales car les compagnies d’assurance n’étendent pas le champ d’application de ce dispositif aux personnes morales au sein de leurs conditions générales.

### **3.3. Supports (fonds euros, unités de compte, supports diversifiés)**

L'économie du contrat de capitalisation est identique à celle d'un contrat d'assurance-vie. Il peut être mono-support, en unités de compte ou en fonds euro-diversifiés.

[BOI-RPPM-RCM-10-10-100-10](http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/6831-PGP.html?identifiant=BOI-RPPM-RCM-10-10-100-10-20130107), § 20 et s.

#### **3.3.1. Contrats en euros**

Le contrat ne propose qu’un seul support : le fonds euros (ou fonds général).

Sur les contrats investis en euros, l’établissement gestionnaire place à sa guise les primes versées, c’est-à-dire que l’assureur gère directement le fonds pour le compte de ses assurés. Le souscripteur n’a pas de droit de regard sur sa gestion.

Or, l'établissement gestionnaire du contrat doit, à l'échéance, rembourser les primes nettes de frais de gestion et augmentées des produits capitalisés. Ainsi, afin de garantir les sommes dues, l’établissement gestionnaire réalise la plupart du temps des placements sans risque et notamment sur des obligations.

En contrepartie, même si le souscripteur bénéficie d’un taux de rendement minimum garanti, le rendement est souvent limité par rapport aux contrats investis en unités de compte.

Les produits financiers générés sur ces contrats sont ajoutés chaque année à l’épargne déjà constituée et deviennent donc eux même productifs d’intérêts. On parle d’un "effet de cliquet".

Le taux d’intérêt minimum garanti est construit autour de 2 composantes :

* le "taux d’intérêt technique" calculé et plafonné selon un pourcentage du taux moyen des emprunts d’Etat (TME).
* la "participation aux bénéfices" correspondant à l’obligation pour l’assureur de faire participer les souscripteurs à une partie des bénéfices : au minimum 90 % des bénéfices techniques (bénéfices de gestion et bénéfices de mortalité) et au minimum 85 % des bénéfices financiers.

La compagnie d’assurances peut mettre en "réserve" une partie de ses bénéfices (= provision pour participation aux excédents (PPE)) afin de lisser ses performances peut-être moins favorables des années suivantes. Cependant, cette réserve appartient aux assurés et doit leur être distribuée en totalité sous 8 ans.

#### **3.3.2. Contrats en unités de compte**

Le capital est investi sur des unités de compte qui peuvent être un fonds en euros, des parts d’OPCVM, des parts ou actions de FCP, SICAV, SCPI, OPCI, et depuis la loi PACTE des parts de fonds d'investissement alternatifs ouverts à des investisseurs professionnels (un décret doit préciser les conditions et les fonds concernés). Ces contrats en unités de compte peuvent être "mono-support"ou "multisupports". Ils sont "mono-support" lorsqu’ils proposent un seul fonds ou une seule action ou part. Ils sont "multisupports" lorsqu’ils proposent plusieurs fonds ou plusieurs actions ou parts.

Le capital investi évolue à la hausse (rendement important) ou à la baisse (risque de perte élevé) en fonction de l’évolution du support lui-même. De ce fait, l'assureur ne peut pas garantir au souscripteur un montant (le capital versé peut être inférieur au montant des primes versées) ou la valeur des unités de compte, mais peut seulement garantir un nombre d’unités de compte. Ainsi, et contrairement aux contrats investis en euros, le souscripteur assume seul le risque de placement.

L’assureur doit informer chaque année le souscripteur de l’évolution des valeurs des unités de compte. Parallèlement, le souscripteur peut décider de gérer ou non ses unités de compte :

* la gestion directe : le souscripteur peut effectuer lui-même des arbitrages en fonction de l’évolution des unités de compte choisies ;
* la gestion déléguée : le souscripteur peut demander à la compagnie d’assurances ou à une société de gestion de réaliser les arbitrages pour son compte en fonction de son "profil" sécuritaire, prudent, équilibré ou dynamique.

Afin de prévenir les risques de pertes importantes, certaines compagnies proposent des garanties supplémentaires :

* garantie plancher (versement d’un capital au moins égal au montant des primes versées) ;
* garantie indexée (versement d’un capital égal au montant des primes versées majoré chaque année à partir d’un indice déterminé à la souscription) ;
* garantie cliquet (versement d’un capital égal à la plus forte valeur de rachat atteinte pendant la vie du contrat).

Les contrats investis en unités de compte sont rémunérés selon deux éléments :

* les fruits des unités de compte qui peuvent être des dividendes d’actions, des intérêts ;
* les plus ou moins-values générées lors de la cession des unités de compte.

**Remarque :**

Les produits dits "structurés", ce type de supports ayant été validés comme supports éligibles aux contrats d'assurance vie ([Cass. civ. 2, 23 nov. 2017, n° 16-22620](https://www.legifrance.gouv.fr/juri/id/JURITEXT000036093508)). Les produits structurés prenant la forme d'un "Euro medium term note" (EMTN) sont notamment éligibles aux contrats d'assurance-vie et peuvent être proposés à la souscription ([CA Grenoble, 21 juin 2022, n° 19/0296](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/7154/download)5 ; [CA Bordeaux, 28 juin 2018, n°16/03921](https://admin.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/2737/download)).

#### **3.3.3. Contrats euro-diversifiés**

Les contrats diversifiés sont des contrats en unités de compte avec des garanties. Tout ou partie du capital est garanti à une échéance fixée, ce qui représente des garanties inférieures à celles d'un fonds en euros.  
C. ass. art. L. 142-1

Ceci permet de s'exposer de façon plus importante aux risques, et ainsi d'augmenter l'espérance de rendement du placement.

Une impossibilité de rachat temporaire peut être prévue.  
C. ass. art. R. 148-2

Pour plus de précisions, consulter le doc expert  [Assurance-vie : Principes généraux](https://api.fidroit.fr/document/38023), section 11.4 Contrats euro-croissance

### **3.4. Au cours du contrat**

Les fonds placés génèrent des intérêts tout au long de la vie du contrat.

En cours de contrat, le souscripteur peut exercer sa faculté de rachat. Le rachat intervient pendant la vie du contrat, c'est-à-dire avant l’arrivée du terme prévu au contrat. Le rachat peut être total ou partiel. Des pénalités de remboursement anticipé peuvent être demandées.  
Pour plus d'informations, concernant les conditions liées aux rachats et avances, voir notre Doc expert. [Assurance-vie : Caractéristiques juridiques générales](https://api.fidroit.fr/document/38023)

Le contrat de capitalisation peut être donné en nantissement à un organisme prêteur en garantie d’un prêt. Le contrat de capitalisation ne bénéficie pas de l'insaisissabilité applicable au contrat d'assurance-vie (seuls les contrats prévus au profit d'un bénéficiaire bénéficient du principe d’insaisissabilité).  
C. Ass. art. L 132-14

### **3.5. Au terme du contrat**

Au terme du contrat, l'assureur verse la valeur du capital acquis au souscripteur. On parle d’un remboursement. Le remboursement intervient au terme prévu au contrat. L’assureur verse le capital acquis au souscripteur c’est-à-dire le montant des primes additionné du montant des intérêts capitalisés et diminué du montant des frais de gestion (le versement peut également être réalisé en nature par la remise des titres selon les conditions précisées à l'article L. 131-1 du Code des assurances).

**Dans la pratique**

Les conditions générales des contrats prévoient majoritairement qu'au terme prévu, le contrat est prorogé tacitement d'année en année, sauf dénonciation par l'assureur ou le souscripteur.

Le contrat de capitalisation ne contient pas de clause bénéficiaire, à la différence du contrat d’assurance-vie.

Au décès du souscripteur, avant l’arrivée du terme, le contrat de capitalisation ne se dénoue pas. Le contrat est traité comme n’importe quel autre actif du patrimoine du défunt. Il fait partie de la succession de ce dernier. Les héritiers et/ou les légataires du souscripteur se substitueront à lui. Ils pourront racheter le contrat ou le maintenir jusqu’au terme.

**Remarque :**

Le tirage au sort, permettant à certains de sortir avant le terme du contrat n'est plus utilisé actuellement.  
  
Cette pratique permettait, si le bon ou le contrat été tiré au sort, d'obtenir un remboursement immédiat sans attendre la fin du contrat. La bon ou contrat été alors taxé l'année du tirage au sort au la différence entre le montant qui aurait dû être versé en cas de rachat anticipé et les primes versées. En revanche, le gain de loterie était exonéré (il s'agit de la différence entre le montant effectivement remboursé et le montant qui aurait dû être versé en cas de rachat anticipé).

### **3.6. Impacts loi Sapin II**

La loi relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique dite "[Sapin II](https://api.fidroit.fr/document/50964)" du 9 décembre 2016 comporte des dispositions relatives à l’assurance-vie et produits assimilés.

Ces dispositions sont entrées en vigueur le 11 décembre 2016.  
  
Voir notre [analyse de la loi Sapin II](https://api.fidroit.fr/document/50964)

#### **3.6.1. HCSF et compagnies d'assurance**

Le HCSF est une autorité chargée de la surveillance du système financier dans son ensemble dans le but d’en préserver la stabilité. Il peut limiter les opérations pour l’ensemble des compagnies d’assurance ou organismes assimilés

CMF. art. L 631-2-1, 5° ter - article 49 de la loi

Contrairement à l’ACPR, il influence l’ensemble des acteurs du système des banques et assurances et a une couleur politique plus marquée (il est présidé par le ministre de l’économie).

##### **3.6.1.1. Champ d'application**

Les nouvelles compétences octroyées au HCSF sont prises sur proposition du Gouverneur de la Banque de France, Président de l’ACPR, et après avis du collège de supervision de l’ACPR.

Il s’agit de mesures :

* conservatoires et de prévention des risques ;
* temporaires, pour une durée de 3 mois, renouvelables si les conditions ayant justifié la mise en place de ces mesures n’ont pas disparu et après consultation du comité consultatif de la législation et de la réglementation financière (par hypothèse les mesures peuvent donc s’appliquer pour une durée déterminée.)  
  Les rachats ne peuvent toutefois pas être limités plus de 6 mois consécutifs ;
* justifiées par des circonstances exceptionnelles : une menace grave et caractérisée pour la situation financière de l’ensemble ou un sous-ensemble d’institutions, ou pour la stabilité du système financier (crise financière, hausse brutale des taux d’intérêt, etc.).

Le HCSF doit veiller non seulement à la protection de la stabilité financière mais également aux intérêts des assurés, adhérents et bénéficiaires. Ces intérêts respectifs seront donc mis en balance par le HCSF lors de l'adoption de ces mesures (le texte initial prévoyait seulement “la prise en compte” des intérêts des épargnants)

Les mesures prises par le HCSF sont rendues publiques et susceptibles de recours en annulation devant le Conseil d’Etat.

**Remarque:**

Le HCSF peut prendre des mesures impactant les contrats de capitalisation (unités de compte et fonds euros), détenus par les compagnies d’assurance, les compagnies de réassurance dont le siège social est situé en France, ou des organismes assimilés (mutuelles et institutions de prévoyance).

Les contrats d’assurance-vie de droit luxembourgeois ne sont pas concernés. Toutefois, seront impactés les fonds euros souscrits au sein de ces contrats de droit luxembourgeois auprès de filiales luxembourgeoises des compagnies d’assurance françaises. En effet, en cas de blocage du fonds euros en France, la liquidité du fonds euros au sein du contrat luxembourgeois sera affectée.

##### **3.6.1.2. Mesures concernées**

Pour remplir ses missions et prévenir tout risque systémique, le HCSF dispose d’instruments d’influence (communications, avis,…), intermédiaires (recommandations) et contraignants. La loi “Sapin II” renforce les prérogatives coercitives du HCSF.

En ce qui concerne les distributions, le HCSF peut limiter temporairement la distribution :

* de dividendes aux actionnaires ;
* de rémunération des certificats mutualistes ou paritaires ;
* de rémunération des parts sociales aux sociétaires.

En ce qui concerne les mouvements opérés sur les contrats, le HCSF peut limiter ou restreindre dans son montant certaines opérations ou activités (non listées par la loi) notamment les versements, la libre disposition des actifs, les arbitrages, les avances ou encore les rachats.Il peut également retarder dans le temps les arbitrages et les avances.

**Avis Fidroit :**

Le HCSF dispose désormais de prérogatives pour contenir les mouvements de panique (décollectes et de désinvestissements massifs) en cas de crise financière ou remontée des taux.

Il détermine l’étendue de ses mesures et peut notamment les limiter à une partie du portefeuille (pour certains actifs notamment) ou pour certaines opérations (faculté de renonciation, etc.). Le versement du capital en cas de dénouement du contrat par décès (assurance-vie) ne serait, a priori, pas concerné.

Les dérogations permettant de débloquer par anticipation les dispositifs d’épargne salariale (décès du conjoint, rupture du contrat de travail, surendettement, acquisition d’une résidence principale, etc.) ne s’appliqueraient pas en cas de blocage décidé par le HCSF.

Le HCSF dispose de pouvoirs plus étendus que l’ACPR :

* sur l’ensemble du marché (l’ACPR n’intervenant qu’au titre d’un organisme identifié en difficulté) ;
* sur un ensemble d’opérations et activités (l’ACPR n’intervenant que sur des opérations déterminées : rachats, arbitrages, avances et faculté de renonciation)

#### **3.6.2. HCSF et fonds euros**

Les entreprises d'assurance sur la vie et de capitalisation doivent faire participer leurs assurés aux bénéfices techniques et financiers qu’elles réalisent. Cette participation est octroyée sous la forme de rémunération des contrats mono-supports ou des fonds euros des contrats multi-supports.

CMF. art. L 631-2-21, 5° bis - article 49 de la loi

L’établissement détermine annuellement le rendement du fonds euros compte tenu des données comptables et financières. Le résultat financier obtenu est ainsi distribué, soit :

* immédiatement, il s’agit de la participation aux bénéfices (PB) ;
* de manière différée dans la limite de 8 ans, il s’agit de la provision pour participation différée.

La provision différée est une réserve permettant à l’établissement de lisser la rémunération des contrats (notamment pour doper la performance les années plus difficiles).

##### **3.6.2.1. Champ d'application**

Sur proposition du Gouverneur de la Banque de France, Président de l’ACPR, et après avis du collège de supervision de l’ACPR, le HCSF peut décider de moduler la constitution et la reprise de la provision différée.

Ces mesures impactent les fonds euros détenus au sein des placements souscrits auprès de compagnies d’assurance ou organismes assimilés (mutuelles et institutions de prévoyance).  
Ces mesures peuvent être prises pour un ensemble ou un sous-ensemble de ces organismes (les compagnies de réassurances ne sont pas concernées)

Le texte n’impose pas au HCSF de motiver ou justifier sa décision.

##### **3.6.2.2. Mesures concernées**

Le HCSF peut moduler, par hypothèse à la baisse, la performance des fonds euros afin :

* d’augmenter la constitution de la provision et par conséquent réduire la rémunération immédiatement versée ;
* de limiter la reprise de la provision et donc empêcher l’organisme de prélever dans la provision pour booster la performance annuelle du fonds.

**Avis Fidroit :**

L’objectif immédiat est d’encadrer, mais surtout de réduire, le rendement des fonds euros considéré comme trop élevé compte tenu de la conjoncture actuelle. En effet, les rendements servis n’ont pas suivi la courbe descendante des taux obligataires (la différence de rendement ayant été recherchée par prélèvement sur la provision pour participation différée.

La supervision des rendements déjà appliquée dans le secteur bancaire (livret A, PEL, etc.) est donc étendue aux produits d’assurance et assimilés.

L’objectif à plus long terme est de forcer les assureurs et organismes assimilés à augmenter la provision pour participation différée et renforcer ainsi leur solidité financière et protéger les épargnants en cas de défaillance.

Actuellement les fonds garantis offrent une garantie du capital net de frais de gestion (c’est-à-dire sur le montant effectivement versé, frais inclus), les rendements des fonds euros étant, pour le moment, supérieurs au montant des frais. 

**Illustration :**

Toutefois, en cas de baisse du taux de rendement des fonds euros, la situation deviendrait délicate pour l’assureur.

Prenons l’hypothèse d’un contrat investi à 100 % en fonds euros rémunéré à 0,30 % et des frais de gestion de 0, 75 %, soit un rendement net de frais de gestion de - 0,45 %.  
L’assureur devrait alors prendre sur ses fonds propres afin de préserver la garantie du capital net (frais inclus).

En pratique, il devra immobiliser des fonds propres afin de provisionner la perte fictive (car non décaissée immédiatement) et sur le long terme (jusqu’à 8 ans).

En raison de la chute des rendements obligataires, certains assureurs ont modifié les conditions générales pour les souscriptions réalisées depuis le début d’année 2016 et garantissent dorénavant le capital brut (versements déduction faite des frais de gestion). Dans ce cas, il y a alors un risque de perte en capital en raison des frais de gestion appliqués.

Cette pratique pourrait se généraliser compte tenu de l’alourdissement potentiel de la garantie supportée par les assureurs en cas de baisse des rendements des fonds euros en deçà du montant des frais de gestion.

#### **3.6.3. Limitation des rachats des titres d’OPC**

L’AMF peut suspendre, provisoirement, les rachats ou émission de titres d’OPC lorsque les circonstances exceptionnelles l’exigent et si l’intérêt des actionnaires ou du public le commande.

CMF. L 621-13-2 - C. Ass. L 131-4 – article 118 de la loi

Désormais, et dans ces mêmes circonstances,  le rachat de titres de SICAV, FCP et FIA, peut être plafonné à titre provisoire par les compagnies d'assurance quand des circonstances exceptionnelles l'exigent et si l'intérêt des porteurs ou du public le commande. (le règlement général de l’AMF encadre les cas et conditions dans lesquelles les statuts peuvent prévoir ces plafonnements). Sont concernés les titres détenus en directs ou au sein de contrats d’assurance-vie ou contrats de capitalisation commercialisés par les compagnies d’assurance, mutuelles ou institutions de prévoyance.

En cas de suspension ou plafonnement des rachats de titres détenus via des unités de compte, l’assureur peut également suspendre ou restreindre les rachats, les arbitrages, les versements, le paiement des prestations en cas de vie ou de décès et les conversions en rentes.  
CMF. art.  L. 214-8-7 ;  L. 214-24-33 ; L. 214-24-41 ; L. 214-77  
C. ass. art. L. 131-4  
C. mutualité art. L. 223-2  
Css. art. L. 932-15-1  
  
Ainsi, lorsqu'une ou plusieurs unités de compte sont constituées de parts ou actions d'OPC qui fait l'objet d'une suspension de rachat ou d'émission de ses parts ou actions et qui est en mesure de publier une valeur liquidative ou, qui fait l'objet d'un plafonnement temporaire du rachat de ses parts ou actions, l'assureur peut alors décider (toujours sous contrôle de l'ACPR) :

* de proposer au contractant ou bénéficiaire de procéder, outre le règlement en espèces, sur cette partie du contrat, au règlement de tout ou partie des rachats et des prestations en capital en cas de vie et en cas de décès sous forme de remise de parts ou actions de cet OPC ;
* ou, de suspendre ou restreindre, sur cette partie du contrat uniquement, les facultés d'arbitrages, de versement de primes, de rachat ou de transfert, ainsi que le paiement des prestations en cas de vie ou de décès et les conversions en rentes.

Un [décret du 23 juin 2017, n°2017-1104](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/1581/download), a précisé les modalités d'application de ce système de suspension ou de plafonnement des opérations par les entreprises d'assurance, mutuelles et autres institutions de prévoyance. La décision de suspendre ou de restreindre certaines demandes d'opérations du contractant ne peut concerner que celles formulées postérieurement à la dernière date de centralisation des ordres de rachat par l'OPC concerné précédant sa décision de suspension ou de plafonnement temporaire des rachats de ses parts ou actions. L'entreprise d'assurance doit informer par tout moyen écrit et sans délai le souscripteur, l'adhérent ou le bénéficiaire du report ou de l'annulation de la part de sa demande d'opération non exécutée. D'une manière générale, elle doit tenir à leur disposition, par tout moyen et au moins par une mention sur son site Internet, une information comprenant les éléments suivants :

* la dénomination des unités de compte concernées ;
* la description des mesures prises et leur durée prévue ou estimée ;
* les modalités de report et de révocabilité de la demande d'opération qui serait non exécutée en tout ou partie ;
* les modalités de règlement des opérations sur le contrat.

L’ACPR peut remettre en cause les décisions prises par les assureurs.  Elle statue dans un délai de 30 jours à compter de la date de début de cette suspension ou de cette restriction. Si la décision est remise en cause par l'ACPR, les demandes de rachats, de transferts, d'arbitrages, de versements de primes, de paiement de prestations en cas de vie ou de décès et de conversion en rentes reçues pendant la période de suspension sont exercées sur la base d'une valeur de rachat dont le calcul est fondé sur la valeur liquidative des parts ou actions de l'OPC concerné qui aurait été retenue sans l'exercice de cette faculté de suspension ou restriction par l'entreprise d'assurance.

Malgré la limitation des rachats, la société de gestion doit continuer de calculer et publier la valeur liquidative.  
Règlement AMF modifié par [l'arrêté du 1er fév. 2023](https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000047120337)

### **3.7. Contrats en déshérence**

La loi n° 2014-617 du 13 juin 2014 a institué, à compter du 1er janvier 2016, le dépôt obligatoire à la Caisse des dépôts et Consignations (CDC) des sommes inscrites sur des comptes bancaires inactifs et des sommes dues au titre de contrats d’assurance-vie ou de capitalisation non réclamés (Voir notre [actualité correspondante](https://api.fidroit.fr/document/45200)).

[BOI-DJC-DES](http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/10615-PGP.html?identifiant=BOI-DJC-DES-20160701)

Un site internet dédié aux comptes inactifs et aux contrats en déshérence est mis en place. Ce site comprend deux espaces :

* le premier est un site sécurisé qui permet aux établissements bancaires et aux entreprises d'assurances de transférer les avoirs non réclamés ;
* le second, ouvert depuis le 1er janvier 2017, est à destination du grand public : [https://ciclade.caissedesdepots.fr](https://ciclade.caissedesdepots.fr/)

Voir notre [actualité correspondante](https://api.fidroit.fr/document/45200)

### **3.8. Perte, vol ou destruction des bons de capitalisation**

En cas de perte, destruction ou vol des bons de capitalisation, une opposition au paiement doit être adressée par le titulaire (*"opposant"*) à la compagnie d'assurance par LRAR.

Si un tiers demande le remboursement du bon dans les 2 années suivant l’opposition, l’assureur doit demander au porteur son identité et son domicile afin de lui délivrer un "récépissé". Si le tiers porteur refuse de donner ces informations alors le contrat est restitué à l’opposant.

L’assureur dispose d’un délai d’un mois pour informer l’opposant, par LRAR, de la détention du bon par le tiers. L’opposant doit, dans le mois, introduire en justice une "action en revendication". A défaut, la banque ou la compagnie procèdera, de plein droit, à la mainlevée de l’opposition.

#### **3.8.1. Demande d'opposition**

En cas de perte, destruction ou vol des bons de capitalisation, une opposition au paiement doit être adressée par le titulaire (*"opposant"*) à la compagnie d'assurance par LRAR.

Si un tiers demande le remboursement du bon dans les 2 années suivant l’opposition, l’assureur doit demander au porteur son identité et son domicile afin de lui délivrer un "récépissé". Si le tiers porteur refuse de donner ces informations alors le contrat est restitué à l’opposant.

L’assureur dispose d’un délai d’un mois pour informer l’opposant, par LRAR, de la détention du bon par le tiers. L’opposant doit, dans le mois, introduire en justice une "action en revendication". A défaut, la banque ou la compagnie procèdera, de plein droit, à la mainlevée de l’opposition.

#### **3.8.2. Délivrance d'un duplicata**

Au terme du délai de 2 ans suivant l'opposition, l'opposant peut formuler une *"demande d'autorisation de délivrance de duplicata"* du bon de capitalisation. Cette demande est obligatoirement formée par un avocat devant le TGI.  
C. ass. art. R 160-6  
NCPC. art. 813  
[Cass. 23 mars 1998](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/autres/avis_23_mars_1998_Cass_bon_de_capi.pdf) (Avis)  
  
Tant que l'opposant n'a pas demandé l'autorisation de se faire délivrer un duplicata du contrat, un tiers peut se manifester.  
[Cass. civ. 2ème 14 juin 2006](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/autres/Cass_civ_2_14_juin_2006_bon_de_capi.pdf)

Le duplicata obtenu, celui-ci prévaut sur le bon original détenu par un tiers porteur (qui ne peut pas invoquer la possession non équivoque pour revendiquer la propriété du bon).  
C.civ. art. 2276  
[Cass. civ. 2ème 29 mars 2006](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/autres/Cass_29_mars_2006_bon_de_capi.pdf)  
[Cass. civ. 1ère 22 mai 2008](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/autres/Cass_civ_1_22_mai_2008_bon_capi.pdf)

## **4. Impôt sur le revenu**

Les produits des bons ou contrats de capitalisations sont capitalisés en franchise d'impôt (notamment en cas d'arbitrage, d'avance), contrairement à un compte : Voir notre stratégie client : [Souscrire un contrat de capitalisation - fiche argumentaire - Comparatif contrat de capitalisation / compte titre](https://api.fidroit.fr/document/38917)).  
  
Ces produits sont taxés dans 3 cas :

* au dénouement du contrat, c'est-à-dire au terme prévu par le bon ou le contrat,
* suite à un rachat anticipé, total ou partiel,
* lors d'un tirage au sort (anciennement pratiqué).

[BOI-RPPM-RCM-20-10-20-50](http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/3951-PGP.html)

Dans ce cas, seule la part d’intérêt comprise dans le rachat est taxable.  
La fiscalité du contrat de capitalisation nominatif est identique à celle des contrats d'assurance-vie : Voir le doc pratique [Fiscalité de l'assurance vie et du contrat de capitalisation en cas de rachat réalisé en 2018](https://api.fidroit.fr/document/48959).

### **4.1. Tableaux récapitulatifs**

Pour les contrats souscrits depuis le 1er janvier 1990

| **Durée écoulée depuis la souscription du contrat** | **Produits des primes versées avant le 27 septembre 2017 (rachat avant ou après le 1er janvier 2018)** | | **Produits des primes versées depuis le 27 septembre 2017 (rachat effectué après le 1er janvier 2018)** | |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Principe  (de plein droit)** | **Sur option** | **Principe  (de plein droit)** | **Sur option (\*)** |
| Moins de 4 ans | Barème progressif | PFL à 35 % | 12,8 % (PFU) | Barème progressif (\*\*\*\*) |
| Entre 4 et 8 ans | PFL à 15 % |
| Égale ou plus de 8 ans | Primes versées après le 25 septembre 1997 : Barème progressif après abattement de 4 600 € ou 9 200 € | PFL à 7,5 % après abattement de 4 600 € ou 9 200 € | Après abattement de 4 600 € ou 9 200 € :   * si primes nettes **< 150 000 €** : 7,5 % * si primes nettes **> 150 000 €** (\*\*) : fraction à 7,5 % et fraction à 12,8 % (\*\*\*) | Barème progressif (\*\*\*\*) après abattement de 4 600 € ou 9 200 € |
| Primes versées avant le 25 septembre 1997 : Exonération | |

(\*) *Attention* : l'option est globale pour tous les revenus soumis de plein droit au PFU  
​(\*\* )Total des primes nettes versées par l’assuré sur l'ensemble de ses contrats d'assurance-vie et contrats de capitalisation (avant ou après le 27 septembre 2017)  
(\*\*\*) Détermination des produits (P) imposables à 7,5 %  = P total x (150 000 € - primes versées avant le 27/09/2017/primes nettes versées à compter du 27/09/2017)  
(\*\*\*\*) L'acompte retenu au moment du rachat, s’impute sur le montant définitif d’impôt à payer, soit il est restitué pour le surplus soit un impôt complémentaire est dû lors de la réception de l'avis d'imposition.

Pour les contrats souscrits avant le 1er janvier 1990

| **Durée écoulée depuis la souscription du contrat** | **Produits des primes versées avant le 27 septembre 2017 (rachat avant ou après le 1er janvier 2018)** | | **Produits des primes versées depuis le 27 septembre 2017 (rachat effectués depuis le 1er janvier 2018)** | |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Principe  (de plein droit)** | **Sur option** | **Principe  (de plein droit)** | **Sur option\*** |
| Moins de 2 ans | Barème progressif | PFL à 45 % | 12,8 % (PFU) | Barème progressif (\*\*\*\*) |
| Entre 2 et 4 ans | PFL à 25 % |
| Entre 4 et 6 ans | PFL à 15 % |
| Égale ou plus de 6 ans | Primes versées après le 25 septembre 1997 : Barème progressif | PFL à 7,5 % | Après abattement de 4 600 € ou 9 200 € :   * si primes nettes **< 150 000 €** : 7,5 % * si primes nettes **> 150 000 € (\*\*)** : fraction à 7,5 % et fraction à 12,8 % (\*\*\*) | Barème progressif (\*\*\*\*) après abattement de 4 600 € ou 9 200 € |
| Primes versées avant le 25 septembre 1997 : Exonération | |

(\*) *Attention* : l'option est globale pour tous les revenus soumis de plein droit au PFU  
​(\*\*) Total des primes nettes versées par l’assuré sur l'ensemble de ses contrats d'assurance-vie et contrats de capitalisation (avant ou après le 27 septembre 2017)  
(\*\*\*) Détermination des produits (P) imposables à 7,5 %  = P total x (150 000 € - primes versées avant le 27/09/2017/primes nettes versées à compter du 27/09/2017)  
(\*\*\*\*) Le prélèvement à la source, opéré au moment du rachat, s’impute sur le montant définitif d’impôt à payer, soit il est restitué pour le surplus soit un impôt complémentaire est dû lors de la réception de l'avis d'imposition.

**Attention :**

Pour les contrats souscrits avant le 1er janvier 1983 :

* Les produits afférents primes versées avant le 10 octobre 2019 sur un contrat souscrit avant le 1er janvier 1983 sont exonérés d’impôt sur le revenu (mais soumis aux prélèvements sociaux).
* Les produits afférents primes versées après le 10 octobre 2019 sur un contrat souscrit avant le 1er janvier 1983 ET en cas de rachat après le 1er janvier 2020, sont soumis au régime fiscal classique de l’assurance-vie de plus de 8 ans :
  + au taux de 7,5 % ou 12,8 % (selon le montant des primes versées : + ou - de 150 000 €) après application des abattements de 4 600 et 9 200 € ;​ après application des abattements de 4 600 et 9 200 € ;
  + et aux prélèvements sociaux.

[BOI-RPPM-RCM-20-10-20-50 § 195](https://bofip.impots.gouv.fr/bofip/3951-PGP.html/identifiant%3DBOI-RPPM-RCM-20-10-20-50-20220630)  
CGI art. 125‑0 A

[Loi de finances pour 2020 du 28 décembre 2019, n°2019-1479](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/4383/download), art. 9

Pour les contrats souscrits entre le 1er janvier 1983 et le 1er janvier 1990, le taux de prélèvement libératoire est fonction de la durée moyenne pondérée du contrat.  
Voir Doc. expert [Assurance-vie : Fiscalité en cas de vie](https://api.fidroit.fr/document/38018)§ Imposition - Impôt sur le revenu (cas particuliers)

### **4.2. Assiette taxable**

#### **4.2.1. Rachat total ou dénouement du contrat**

L’assiette taxable est constituée par*"la différence entre les sommes remboursées au bénéficiaire et le montant des primes versées."*CGI. art. 125-0 A, I 1°

**Remarque :**

Il faut prendre en compte le montant des primes versées frais inclus.

La formule est la suivante : PI = MR - MP

PI = Part d’Intérêt = Intérêts compris dans le rachat total  
MR = Montant total du rachat  
MP = Montant total des primes brutes versées à la date du rachat

**Remarque :**

lorsqu’un ou plusieurs rachats partiels ont déjà été effectués, il convient, afin de déterminer l’assiette taxable, de retrancher au montant des primes brutes, la fraction correspondante aux primes qui ont été remboursées à l'occasion des précédents rachats,

lorsqu’une avance a été consentie avant le rachat et que celle-ci n’est pas encore remboursée alors il ne faut pas en tenir compte dans la détermination de l’assiette taxable.

#### **4.2.2. Rachat partiel**

Tout rachat partiel est composé d'une fraction de capital et d'une fraction d’intérêts. Les proportions en capital et en intérêts contenues dans le rachat partiel doivent être les mêmes que celles du contrat à la date du rachat. Ainsi, pour la détermination de l’assiette taxable, la formule reste la même que pour le rachat total mais*"les primes versées ne sont retenues qu'au prorata des sommes remboursées au titre du rachat partiel sur la valeur de rachat de la totalité du contrat à la même date."*Inst. adm. n°5 I 3-84

La formule est la suivante : PI = MR - (MP x MR/VR)

PI = Part d’Intérêt = Intérêts compris dans le rachat partiel  
MR = Montant total du rachat  
MP = Montant total des primes brutes versées à la date du rachat  
VR = Valeur de rachat total du contrat à la date du rachat  
[BOI-RPPM-RCM-20-10-20-50](http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/3951-PGP.html), § 80

**Remarque :**

lorsqu’un ou plusieurs rachats partiels ont déjà été effectués, il convient, afin de déterminer l’assiette taxable, de retrancher au montant des primes brutes, la fraction correspondante aux primes qui ont été remboursées à l'occasion des précédents rachats.

lorsqu’une avance a été consentie avant le rachat et que celle-ci n’est pas encore remboursée alors il ne faut pas en tenir compte dans la détermination de l’assiette taxable.

#### **4.2.3. Rachat sur un contrat en perte**

Lorsque la valeur de rachat du contrat est inférieure au montant des primes versées, le rachat ne contient aucun intérêt mais seulement du capital. Ainsi, aucune taxation n’est due.

La part des primes rachetées est plafonnée au montant du rachat.

Pour les contrats qui ont déjà donné lieu à un rachat partiel, l’assiette taxable est déterminée comme si la règle de plafonnement des primes avait été appliquée.  
[BOI-RPPM-RCM-20-10-20-50](http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/3951-PGP.html), § 100  
[Rescrit du 10 août 2010](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/rescrit/rescrit-du-10-aout-2010.pdf)

**Exemple :**

[Rachat partiel sur un contrat en perte](https://api.fidroit.fr/document/49203)

Les pertes constatées, lors d'un rachat, sur un contrat de capitalisation ne sont pas imputables sur des intérêts réalisés sur un autre contrat d'assurance ou encore sur un autre type de revenu.  
CAA Bordeaux 06 nov. 2008  
CAA Lyon 25 janv. 2011  
CE 20 mars 2013 [n°347881](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/jurisprudence/ce20mars2013347881.pdf) et [n°347882](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/jurisprudence/ce20mars2013347882.pdf)

#### **4.2.4. Imputation des pertes**

 Le BOFiP (issus de la mise à jour du PFU le 20 décembre 2019) permet depuis le 1er janvier 2018, de neutraliser l’imposition de certains produits issus d’un rachat (partiel ou total) réalisé sur un contrat de capitalisation (ou d'assurance-vie) par la cession ou apport d’un contrat de capitalisation en perte.

En effet, les moins-values matérialisées lors de la cession à titre onéreux d’un contrat de capitalisation peuvent fiscalement s’imputer sur les produits (intérêts : rachat sur contrat d'assurance-vie ou contrat de capitalisation  par exemple) et gains de cession (plus-values : cession en plus-value d'un contrat de capitalisation par exemple) de contrats de capitalisation ou placements de même nature, réalisés au cours de l’année et des 5 années suivantes et soumis au même régime d'imposition.  
[BOI-RPPM-RCM-20-10-20-50](http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/3951-PGP.html?identifiant=BOI-RPPM-RCM-20-10-20-50-20191220) § 430 et suivants

Pour plus d'éléments sur la notion de *"même régime d'imposition"*, voir § 7.1 (remarque)  
Voir notre question / réponse : [Que faire de ses pertes et moins-values de 2020 sur titres, PEA, contrat d’assurance-vie, de capitalisation et contrat d’épargne retraite (PER, PERP, Madelin) ?](https://api.fidroit.fr/document/48670)

**Attention :**

Il faut bien différencier le rachat et la cession :

* Rachat total ou partiel : il peut s’opérer sur des contrats d’assurance-vie ou de capitalisation et génère des *"produits "*ou des intérêts. Un rachat permet au souscripteur de percevoir, de façon anticipée, tout ou partie de la provision mathématique de son contrat. C’est un remboursement de créance.
* Cession à titre onéreux de contrat de capitalisation (vente, apport, dation en paiement, etc.) : elle matérialise un gain (plus-value) ou une perte (moins-value) de cession. C’est une cession de créance. Une cession nécessite la présence d’un tiers acquéreur (personne physique ou morale) avec changement du souscripteur du contrat de capitalisation.

À noter : seules les cessions à titre onéreux génèrent ces moins-values. La transmission à titre gratuit (par donation ou succession) d’un contrat de capitalisation en perte ne génère pas de moins-values (et n'est pas une bonne opération puisque la perte ne pourra alors être utilisée ni par le donateur ou défunt ni par le donataire ou héritier), alors que sur un contrat en gains, il entraîne une *"purge"* fiscale des produits qu’il recèle. ​​  
[BOI-RPPM-RCM-20-10-20-50](http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/3951-PGP.html?identifiant=BOI-RPPM-RCM-20-10-20-50-20191220) § 225, voir [notre actualité.](https://api.fidroit.fr/document/52129)

En revanche l’inverse n’est pas vrai : les *"pertes"* constatées lors de rachats (total ou partiel) sur contrats d’assurance-vie ou de capitalisation ne s’imputent sur aucun produit ou gains de cession.  
CAA Bordeaux 06 nov. 2008  
CAA Lyon 25 janv. 2011  
CE 20 mars 2013 [n°347881](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/jurisprudence/ce20mars2013347881.pdf) et [n°347882](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/jurisprudence/ce20mars2013347882.pdf)

La compensation s'effectue sur les rachats d'assurance-vie ou de capitalisation avant application des abattements de 4 600 € ou 9 200 € sur les rachats et en priorité sur la fraction soumise à 7,5 % (lorsque le contrat de plus de 8 ans).  
[BOI-RPPM-RCM-20-10-20-50](http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/3951-PGP.html?identifiant=BOI-RPPM-RCM-20-10-20-50-20191220)[§](http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/3742-PGP.html?identifiant=BOI-RPPM-RCM-30-20-30-20191220)[460](http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/3951-PGP.html?identifiant=BOI-RPPM-RCM-20-10-20-50-20191220)  
  
Cette perte, potentiellement imputable, n'a pas d'incidence sur l'acompte de 12,8 % prélevée à la source en cas de rachat (puisque cet acompte s'applique sur l'assiette brute).  
[BOI-RPPM-RCM-30-20-30 § 138](http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/3742-PGP.html?identifiant=BOI-RPPM-RCM-30-20-30-20191220)  
  
Cette perte, potentiellement imputable, n'a pas d'incidence sur le prélèvement à la source des prélèvements sociaux : l’exigibilité des prélèvements sociaux est autonome de la fiscalité appliquée aux produits concernés. Ainsi, l’imputation d’une perte sur un rachat neutralise uniquement l’impôt ; les prélèvements sociaux retenus à la source restent dus.  Le fait que ces produits soient ou non imposables, soumis ou non à un prélèvement libératoire, n’aura qu’une incidence éventuelle sur la déductibilité partielle de la CSG.

### **4.3. Calcul durée de détention**

Le mode de calcul de la durée de détention des contrats dépend de la date de souscription du contrat, c’est-à-dire avant ou après le 1er janvier 1990.

#### **4.3.1. Contrat souscrit depuis le 1er janvier 1990**

La durée de détention à prendre en compte est la durée effective du contrat c’est-à-dire la durée courue entre la date du premier versement et la date de dénouement ou de rachat partiel du contrat.  
[Doc. adm. 5 I-1226](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/administrative/DB5I1226.pdf), n° 108

#### **4.3.2. Contrat souscrit avant le 1er janvier 1990**

La durée de détention à prendre en compte est la durée moyenne pondérée du contrat. Afin de calculer cette durée, une formule complexe doit être appliquée.  
[BOI-RPPM-RCM-20-10-20-50](http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/3951-PGP.html), § 190

#### **4.3.3. Conséquences**

Cette différence de calcul entraîne 2 principales conséquences :

* l’exonération accordée pour durée de détention est acquise au bout de 8 ans pour les contrats souscrits après le 1er janvier 1990 et au bout de 6 ans pour les contrats souscrits avant le 1er janvier 1990.
* les taux d’imposition au PFL sont différents selon la date de souscription du contrat, avant ou après le 1er janvier 1990 (voir tableau récapitulatif des taux).

### **4.4. Taux d'imposition**

La fiscalité des contrats de capitalisation (nominatifs) diffère selon la date d'ouverture du contrat ainsi que la date de versement des primes.  
Voir notre Doc Pratique : [Fiscalité de l'assurance-vie](https://api.fidroit.fr/document/48959)

Selon les cas, le rachat peut être :

* exonéré d'impôt sur le revenu ;
* ou taxé, de plein droit ou sur option, au barème progressif de l'impôt sur le revenu ;
* ou taxé, sur option, au prélèvement forfaitaire libératoire (PFL) de 35 %, 15 % ou 7,5 % selon l'ancienneté du contrat (uniquement pour les produits afférents à des primes versées avant le 27 septembre 2017) ;
* ou taxé au prélèvement forfaitaire unique non libératoire (PFU) de 12,8 % ou 7,5 % selon la durée du contrat et selon que le total des primes versées est inférieur ou supérieur à 150 000 € (uniquement pour les produits afférents à des primes versées après le 27 septembre 2017).

[BOI-RPPM-RCM-20-10-20-50](http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/3951-PGP.html?identifiant=BOI-RPPM-RCM-20-10-20-50-20140211)

Afin de déterminer les règles fiscales applicables, il convient de compartimenter dans les contrats, et dans chaque rachat, les produits en fonction des primes auxquelles ils se rapportent. Aucune précision ni méthode particulière n'est donnée à ce titre. A notre avis, les assureurs appliqueront une méthode similaire à celle déjà utilisée pour distinguer les produits attachés aux primes versées entre le 1er janvier 1983 et le 25 septembre 1997 ou entre le 26 septembre et le 31 décembre 1997 (méthode non reprise totalement au BOFiP).

Les revenus de capitaux mobiliers versés suite au dénouement de contrats d’assurance-vie peuvent bénéficier du système du quotient s'ils sont exceptionnels :

* par leur nature : ils ne sont pas susceptibles d’être recueillis annuellement ;
* par leur montant : ils excèdent la moyenne des revenus nets d’après lesquels le contribuable a été imposé à l'impôt sur le revenu au titre des 3 années précédentes.

[CAA Lyon, 13 déc. 2016, n° 15LY03073](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/864/download)

En l'espèce le contribuable avait racheté la totalité de ses deux contrats, sur lesquels il n'avait jamais fait de rachat. Ainsi, de tels rachats ne pouvaient pas relever de la gestion courante (ils sont donc exceptionnels) dans la mesure où de nouveaux rachats n'auraient pas été possibles à l'avenir.

**Avis Fidroit :**

L’arrêt a été rendu dans l’hypothèse d’un dénouement d’un contrat d’assurance-vie (clôture du contrat suite à un rachat total) mais semble s’appliquer également en cas de rachat partiel si ces rachats sont significatifs par leur montant et ne sont pas réalisés de manière régulière.   
  
L'intérêt du système du quotient reste toutefois limité à de rares cas : personnes aux revenus imposables très faibles et/ou contrats de faible antériorité (moins de 4 ans).

#### **4.4.1. Produits des primes versées depuis le 27 septembre 2017**

##### **4.4.1.1. Au moment du rachat (année N)**

Un prélèvement (acompte) est effectué par  l'établissement payeur au moment du rachat :

* de 7,5 % pour les contrats d’une durée égale ou supérieure à 8 ans (ou 6 ans pour les contrats souscrits avant 1990) ;
* ou de 12,8 % pour les contrats d’une durée inférieure à 8 ans (ou 6 ans pour les contrats souscrits avant 1990) ;
* et aux prélèvements sociaux sur les produits pour lesquels les prélèvements sociaux n'ont pas fait l’objet d’une taxation annuelle au fil de l'eau (c'est-à-dire sur les produits issus des unités de compte, sur toute la période du contrat, et sur les produits issus des fonds euros, du 1er janvier de l'année du rachat au jour du rachat).

Cet acompte n'est pas libératoire et ne vaut pas option pour le PFU.

Cette nouvelle fiscalité s'applique pour les rachats réalisés à compter du 1er janvier 2018. Les rachats réalisés jusqu'au 31 décembre 2017 restent soumis à l'ancien régime d'imposition (voir § 4.4.2. produits des primes versées avant le 27 septembre 2017).

**Attention :**

Le contribuable dont le revenu fiscal de référence (RFR) est inférieur à 25 000 € (célibataires, divorcés, veufs) ou 50 000 € (contribuables soumis à imposition commune) peuvent demander à être dispensés de prélèvement forfaitaire non libératoire.

La dispense doit être formulée au plus tard lors de l'encaissement des revenus.  
CGI, art. 242*quater*

##### **4.4.1.2. Au moment de la déclaration et du paiement de l’impôt sur le revenu (année N+1)**

Principe

Chaque année lors du dépôt de la déclaration d'impôt sur le revenu suivant le rachat, et au plus tard avant l'expiration de la date limite de déclaration, le contribuable doit choisir entre le PFU (de principe) et l'imposition au barème progressif de l'IR (sur option).

L'option pour le barème est expresse, irrévocable et globale pour un même foyer fiscal et porte sur l'ensemble des revenus et gains entrant dans le champ d'application du PFU (dividendes, intérêts, plus-values mobilières, etc.). En effet, il n'est pas possible de renoncer à l'option dans le délai de réclamation. En revanche, il est possible d'opter pour le barème dans ce même délai.  
CGI art. 200 A, 1-B  
[BOI-RPPM-RCM-20-15](http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/11224-PGP.html?identifiant=BOI-RPPM-RCM-20-15-20191220) § 290 à 320

[RM, JOAN, 24 oct. 2023, n°3778](https://questions.assemblee-nationale.fr/q16/16-3778QE.htm)

En cas d'option pour le barème de l'IR : le montant de l'impôt définitif est différent de l'acompte prélevé au moment du rachat. L'acompte s’impute alors sur le montant définitif d’impôt à payer, soit il est restitué pour le surplus soit un impôt complémentaire est dû lors de la réception de l'avis d'imposition.

| **Durée écoulée depuis la souscription du contrat** | **Produits des primes versées depuis le 27 septembre 2017 (rachat effectué après le 1er janvier 2018)** | |
| --- | --- | --- |
| **Principe  (de plein droit)** | **Sur option (\*)** |
| Moins de 4 ans | 12,8 % (PFU) | Barème progressif (\*\*\*) |
| Entre 4 et 8 ans |
| Égale ou plus de 8 ans | Après abattement de 4 600 € ou 9 200 € :   * si primes nettes **< 150 000 €** : 7,5 % * si primes nettes **> 150 000 €** (\*\*) : fraction à 7,5 % et fraction à 12,8 % | Barème progressif (\*\*\*) après application de l'abattement de 4 600 € ou 9 200 €. |
|

(\*) *Attention* : l'option est globale et irrévocable pour tous les revenus soumis de plein droit au PFU  
CGI, art. 200 A, 2.  
​(\*\*) Total des primes nettes versées par l’assuré sur l'ensemble de ses contrats d'assurance-vie et contrats de capitalisation (avant ou après le 27 septembre 2017)  
(\*\*\*) L'acompte retenu au moment du rachat, s’impute sur le montant définitif d’impôt à payer, soit il est restitué pour le surplus soit un impôt complémentaire est dû lors de la réception de l'avis d'imposition.

**Remarque :**

Pour les contrats souscrits avant le 1er janvier 1990, l’exonération est acquise au bout de 6 ans (au lieu de 8 ans) selon un calcul de durée moyenne pondérée.

Précisions concernant le seuil de 150 000 € (contrat de plus de 8 ans)

Lorsque le contrat a plus de 8 ans, il convient de vérifier si les primes nettes versées sont inférieures ou supérieures à 150 000 € pour déterminer le taux du PFU (12,8 % ou 7,5 %)

Le seuil de 150 000 € est apprécié à partir du total des primes versées par le bénéficiaire (et non par le foyer fiscal) des produits, quelle qu’en soit la date (primes versées avant et après le 27 septembre 2017), sur l’ensemble des contrats d'assurance-vie et de capitalisation dont il est titulaire (en France et hors de France, y compris les pays ou territoires tiers à l'Union européenne ou à l'EEE et y compris les contrats NSK ou DSK non imposables) quelle que soit le régime fiscal applicable au revenus (PFU, PFL ou IR). Seules sont prises en considérations, les primes qui n'ont pas déjà fait l'objet d'un remboursement en capital au 31 décembre de l'année précédant le rachat.

Le seuil est apprécié au 31 décembre de l’année qui précède le rachat.

Compte tenu de la formulation choisie, l’appréciation des paramètres de calcul sera dissociée pour chaque membre du foyer fiscal, qui a la qualité de "titulaire" de ses propres contrats d’assurance-vie ou de capitalisation.  En conséquence, il y aura un seul ratio par an et par personne.  
[BOI-RPPM-RCM-20-15](http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/11224-PGP.html?identifiant=BOI-RPPM-RCM-20-15-20191220) § 160 à 170

**Remarque :**

En cas de démembrement, les primes versées sont prises en compte pour la détermination du seuil de l'usufruitier.  
  
En cas de co-souscription entre époux ou partenaires de PACS (et uniquement dans ce cas), par tolérance, le BOFIP permet de retenir la moitié des primes versées pour apprécier le seuil de chacun des époux ou partenaires de PACS (le total des primes est divisé en 2 : il n'est pas tenu compte de montant réellement versé par chaque souscripteur).  
*Exemple* : Chaque souscripteur verse 100 000 €, soit  200 000 € de versement au total. Pour le souscripteur 1, on retient 100 000 € de primes versées et pour le souscripteur 2, on retient 100 000 € de primes versées.   
*Exemple* : Le souscripteur 1 verse 50 000 €, le souscripteur 2 verse 150 000 soit  200 000 € de versement au total. Pour le souscripteur 1, on retient 100 000 € de primes versées et pour le souscripteur 2, on retient 100 000 € de primes versées.   
[BOI-RPPM-RCM-20-15](http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/11224-PGP.html?identifiant=BOI-RPPM-RCM-20-15-20191220) § 170​  
  
En cas de co-souscription entre personnes ni mariées ni pacsées  (2 titulaires) : le contrat comporte deux "titulaires", il convient de prendre en compte totalité des primes versées pour apprécier le seuil de chacun des titulaires.    
*Exemple* : Chaque souscripteur verse 100 000 €, soit  200 000 € de versement au total. Pour le souscripteur 1, on retient 200 000 € de primes versées et pour le souscripteur 2, on retient 200 000 € de primes versées.   
  
En cas de souscription par une société (contrat de capitalisation)  : A notre sens, le terme "titulaire" doit s'entendre au sens de la personne titrée. En présence d'une société patrimoniale non soumise à l'IS, le seuil de 150 000 € doit ainsi être apprécié au niveau de la société lorsque des retraits sont opérés sur des contrats de capitalisation dont elle est titulaire. A l'inverse, une personne effectuant des retraits sur son contrat d'assurance-vie ou de capitalisation ne doit pas tenir compte des primes versées sur les contrats détenus par une société dont il est associé.

En cas d'acquisition du contrat à titre gratuit ou à titre onéreux (et non d'une souscription), il y a lieu de retenir la totalité des primes versées (y compris celles versées par l'ancien titulaire du contrat, avant le transfert à titre gratuit ou onéreux). C'est notamment le cas lorsque le contrat a été apporté ou cédé à une société, ou transmis par donation ou par décès.

Lorsque le total de primes nettes versées est inférieur à 150 000 €, les produits du rachat afférents aux primes versées depuis le 27 septembre 2017 sont taxés à 7,5 % (en cas d'application du PFU).

Lorsque le total de primes nettes versées est supérieur à 150 000 €, les produits du rachat afférents aux primes versées depuis le 27 septembre 2017 sont taxés pour partie au taux de 7,5 % et pour partie au taux de 12,8 % (en cas d'application du PFU). La fraction des produits qui n’est pas éligible au taux de 7,5 % est imposable au taux de 12,8 %.  
[BOI-RPPM-RCM-20-15 § 180 à 240](http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/11224-PGP.html?identifiant=BOI-RPPM-RCM-20-15-20191220)

La fraction des produits imposable au taux de 7,5 % est déterminée par application de la formule suivante (CGI, art. 200 A, 1-B, 2° b)) :

| **Produits imposables au taux de 7,5 %=** | **Part, dans le rachat, des produits issus des primes versées après le 27 septembre 2017** | **x** | **150 000 €    -    Primes nettes versées avant le 27/09/2017**    **Primes nettes versées après le 27/09/2017** |
| --- | --- | --- | --- |

Primes nettes = Primes versées par le bénéficiaire des produits sur l’ensemble des bons ou contrats de capitalisation ou placements de même nature (ex. contrats d’assurance-vie) dont il est titulaire, n’ayant pas fait l’objet d’un remboursement en capital. 

**Exemple :**

Un contribuable décide de racheter en 2018 son contrat d'assurance vie souscrit en 2008, sur lequel il avait versé 100 000 € à l'origine, puis 180 000 € le 30 septembre 2017. Il a perçu 4 000 € de produits correspondants à ce seul dernier versement. La fraction des produits issue du versement postérieur au 27 septembre 2017 relevant du taux dérogatoire de 7,5 % est égale à :  
4 000 € × [(150 000 € - 100 000 €) / 180 000 €], soit 1 111 €.

|  |  |
| --- | --- |
| Si primes nettes versées quelle que soit la date < à 150 000 € | Le ratio est sans objet (>100 %) : tous les intérêts des nouveaux versements sont au PFU au taux de 7,5 % |
| Si primes nettes versées avant le 27 septembre 2017 sont > à 150 000 € | Le ratio est négatif : tous les intérêts des nouveaux versements sont au PFU au taux de 12,8 % |
| Si primes nettes versées avant le 27 septembre 2017 sont < à 150 000 € | Le ratio est positif : les intérêts des primes versées après le 27 septembre 2017 sont soumis en partie au PFU à 7,5 % et en partie au PFU à 12,8 % |

##### **4.4.1.3. Opportunité d'opter pour l'imposition au barème progressif de l'IR**

Pour choisir entre le PFU est le barème progressif de l'IR, il convient de comparer le taux du PFU (12,8 % ou 7,5 %) et la tranche marginale d'imposition du contribuable étant précisé que l'option est globale pour un même foyer fiscal et porte sur l'ensemble des revenus et gains entrant dans le champ d'application du PFU (dividendes, intérêts, plus-values mobilières, etc.)

On notera par ailleurs, qu'en cas d'option pour le PFU, la part de CSG n'est pas déductible.

Le choix n'a cependant aucune incidence sur le montant du RFR.

**Avis Fidroit :**

Du simple point de vue du taux, l'option pour le PFU paraît l'option la plus avantageuse pour tous les contribuables  dont la TMI est de 30 % ou est supérieure à 30 %. Toutefois, il faut nuancer ce postulat pour les contribuables situés dans le bas de la tranche à 30 % pour lesquels le taux d'imposition réel des revenus est inférieur à 30 % et qui peuvent, par ailleurs, bénéficier de la décote. Par ailleurs, l'option pour le barème de l'IR permet en effet de bénéficier :

* de l'abattement de 40 % pour les dividendes,
* des frais et charges déductibles (intérêts et dividendes),
* des abattements pour durée de détention applicables aux plus-values de cession de titres acquis avant 2018 (notez que, au contraire, l'abattement fixe de 500 000 € est applicable quelle que soit l'option fiscale choisie : PFU ou option globale pour le barème progressif de l'IR).
* de la déduction de la CSG à hauteur de 6,8 points,
* de réduire l'imposition grâce à des déductions (PERP, PER, monuments historiques, etc.) réductions et crédits d'impôt.

Voir : [Comparatif PFU et option globale pour le barème progressi](https://api.fidroit.fr/document/51381)f

#### **4.4.2. Produits des primes versées avant le 27 septembre 2017**

##### **4.4.2.1. Au moment du rachat (année N)**

Au moment du rachat, le contribuable peut :

* ne pas opter pour le PFL.  
  Aucune retenue d’impôt sur le revenu n’est opérée. Seuls les prélèvements sociaux sont retenus par l'établissement payeur sur les produits pour lesquels les prélèvements sociaux n'ont pas fait l’objet d’une taxation annuelle au fil de l'eau (c'est-à-dire sur les produits issus des unités de compte, sur toute la période du contrat, et sur les produits issus des fonds euros, du 1er janvier de l'année du rachat au jour du rachat)
* ou opter pour une imposition au PFL de 35 %, 15 % ou 7,5 % (selon la durée du contrat) avant application des abattements de 4 600 € ou 9 200 € (lorsque le contrat a plus de 8 ans) : l'établissement payeur retient à la source le PFL ainsi que les prélèvements sociaux (sur les produits pour lesquels les prélèvements sociaux n'ont pas fait l’objet d’une taxation annuelle au fil de l'eau : c'est-à-dire sur les produits issus des unités de compte, sur toute la période du contrat, et sur les produits issus des fonds euros, du 1er janvier de l'année du rachat au jour du rachat);

[BOI-RPPM-RCM-20-10-20-50](http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/3951-PGP.html?identifiant=BOI-RPPM-RCM-20-10-20-50-20140211)

L'option pour le PFL doit être exercée au plus tard lors de l'encaissement des revenus et devient irrévocable à partir de la date de leur paiement.

CGI. annexe III. art. 41 duodecies E  
CGI art. 125-0 A  
[CE 24 octobre 2014 n°366962](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/jurisprudence/CE-24-10-2014-n-366962.pdf)  
[RM LE BORGN', JOAN 27 janvier 2015 n°59415](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/reponse/Rep.-Min.-LE-BORGN-du-27-01-2015-n-59415.pdf)  
[BOI-RPPM-RCM-30-10-20-20](http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/9312-PGP.html?identifiant=BOI-RPPM-RCM-30-10-20-20-20171004)

**Remarque**

Contrairement à l'option globale annuelle pour le barème progressif du nouveau dispositif (produits des primes versées à partir du 27 septembre 2017), l'option pour le PFL s'effectue rachat par rachat et n'intègre pas l'option globale.

Ainsi, un contribuable peut, pour une même année (et pour un même rachat) opter pour le PFL (pour les produits des primes versées avant le 27 septembre 2017) et opter pour l'imposition globale au barème de l'IR ou être taxé au PFU (pour les produits des primes versées après le 27 septembre 2017).

L'option peut être partielle, par exemple, pour la seule fraction des produits qui excèdent 4 600 € ou 9 200 €[.](https://bofip.impots.gouv.fr/bofip/9312-PGP.html/identifiant=BOI-RPPM-RCM-30-10-20-20-20191220)  
[BOI-RPPM-RCM-30-10-20-20](https://bofip.impots.gouv.fr/bofip/9312-PGP.html/identifiant=BOI-RPPM-RCM-30-10-20-20-20191220) [§](http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/2603-PGP.html?identifiant=BOI-RPPM-RCM-10-30-10-10-20191220) 210

##### **4.4.2.2. Au moment de la déclaration et du paiement de l’impôt sur le revenu (année N+1)**

Si le contribuable a opté pour le PFL (35 %, 15 % ou 7,5 %), aucun impôt n'est dû et le contribuable bénéficie d'un crédit d'impôt  si le contrat a plus de 8 ans (montant maximal de 9 200 € x 7,5 %, soit 690 €).  
CGI, art. 125-0 A, I-1°  
[BOI-RPPM-RCM-20-10-20-50](http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/3951-PGP.html?identifiant=BOI-RPPM-RCM-20-10-20-50-20140211), § 330

Si le contribuable n'a pas opté pour le PFL, les produits sont taxés au barème progressif de l'IR (et non au PFU puisqu'ils sont afférents à des primes versées avant le 27 septembre 2017) après application de l'abattement de 4 600 € ou 9 200 €.

CGI art. 158​  
CGI[,](http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/3951-PGP.html?identifiant=BOI-RPPM-RCM-20-10-20-50-20191220) art. 200 A, 1-A  
[BOI-RPPM-RCM-20-10-20-50](http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/3951-PGP.html?identifiant=BOI-RPPM-RCM-20-10-20-50-20191220)[§](http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/2603-PGP.html?identifiant=BOI-RPPM-RCM-10-30-10-10-20191220) 75

| **Durée écoulée depuis la souscription du contrat** | **Produits des primes versées avant le 27 septembre 2017 (rachat effectué avant ou après le 1er janvier 2018)** | |
| --- | --- | --- |
| **Principe  (de plein droit)** | **Sur option** |
| Moins de 4 ans | Barème progressif | PFL à 35 % |
| Entre 4 et 8 ans | Barème progressif | PFL à 15 % |
| 8 ans ou plus | Primes versées après le 25 septembre 1997 : Barème progressif après abattement de 4 600 € ou 9 200 € | PFL à 7,5 % après abattement de 4 600 € ou 9 200 € |
| Primes versées avant le 25 septembre 1997 : Exonération | |

**Remarque :**

Pour les contrats souscrits avant le 1er janvier 1990, l’exonération est acquise au bout de 6 ans (au lieu de 8 ans) selon un calcul de durée moyenne pondérée.

##### **4.4.2.3. Opportunité d'opter pour le PFL**

Pour choisir entre le PFL est le barème progressif de l'IR, il convient de comparer le taux du PFL (35 %, 15 % ou 7,5 %) et la tranche marginale d'imposition du contribuable.

On notera par ailleurs, qu'en cas d'option pour le PFL :

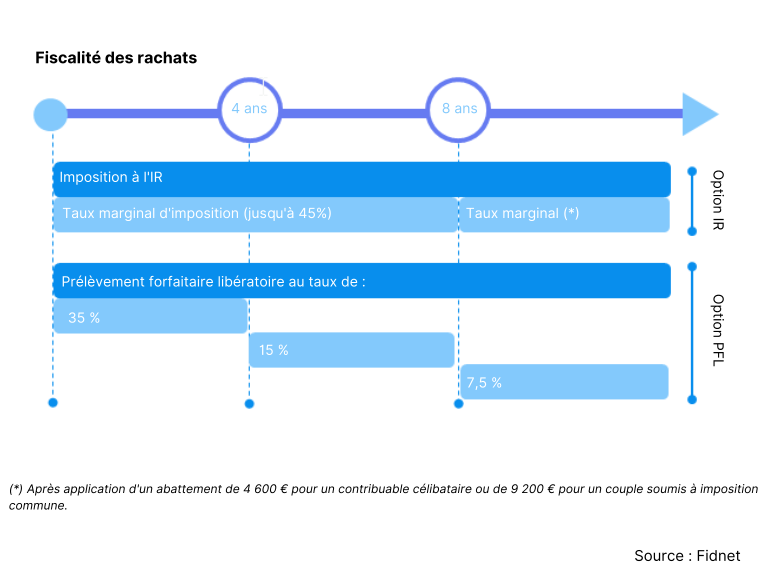
* la part de CSG n'est pas déductible,
* le montant du RFR est potentiellement plus élevé (en cas d'option pour le PFL, l'abattement n'est pas pris en compte : le RFR est donc déterminé avant déduction de l'abattement),
* les revenus soumis au PFL ne sont pas pris en compte dans ceux considérés pour le calcul du plafonnement global des niches fiscales.

**Remarque :**

Le PFL est obligatoire pour  les souscripteur non résidents, en revanche il n'est pas accessible pour les rachats réalisés, par des résident français, sur les contrat souscrits auprès d'une compagnie d'assurance établie en dehors de l'EEE.

##### **4.4.2.4. Synthèse**

Pour les contrats souscrits depuis le 1er janvier 1990, le taux du prélèvement forfaitaire libératoire applicable aux produits des bons ou contrats de capitalisation est, sauf cas particuliers (voir encart ci-dessous), fonction de la durée effective du contrat et décroît en fonction de la durée du contrat et de la date de souscription, sans qu'il soit tenu compte des modalités de versement des primes.



#### **4.4.3. Exemples**

##### **4.4.3.1. Primes versées uniquement avant le 27 septembre 2017**

Patrick a souscrit un contrat d'assurance vie en 2008 et sur lequel il n'a versé que des primes antérieurement au 27 septembre 2017. Il est marié et bénéficie donc d'un abattement annuel de 9 200 €.

Hypothèse 1

Le 2 janvier 2019, il effectue un rachat sur son contrat et il perçoit 3 800 € de produits imposables pour lesquels il opte pour le prélèvement forfaitaire libératoire au taux de 7,5 %. Puis, le 30 juin 2019, il effectue un nouveau rachat sur ce contrat et il perçoit 7 600 € de produits imposables pour lesquels il n'exerce pas l'option pour le prélèvement forfaitaire libératoire. Au total, au titre de l'année 2019, Patrick perçoit 11 400 € de produits imposables.

Si Patrick n'avait pas opté pour le prélèvement libératoire, il aurait bénéficié pour l'ensemble de ses produits imposables de l'abattement de 9 200 €. Il aurait donc été imposé sur (3 800 + 7 600) - 9 200 = 2 200 € et non sur 3 800 €. Dans ce cas, l'administration fiscale aurait régularisé la situation en accordant un crédit d'impôt égal à 7,5 % de 1 600 € (3 800 € - 2 200 €) soit 120 €.

Hypothèse 2

Si Patrick a opté pour le PFL sur l'ensemble des produits perçus (11 400 €), il aurait bénéficié d'un crédit d'impôt égal à 7,5 % de 9 200 €, soit 690 €.

Hypothèse 3

En l'absence d'option pour le PFL, les produits déclarés (11 400 €) auraient été taxés au barème progressif à hauteur de 2 200 € (11 400 € - 9 200 €).

##### **4.4.3.2. Primes versées avant et après le 27 septembre 2017**

Michel (également marié) a souscrit un contrat d'assurance vie en 2009 et opère un rachat total en 2019. Il perçoit à ce titre 10 000 € de produits dont :

* 4 000 € sont attachés à des primes versées jusqu'au 26 septembre 2017,
* 6 000 € sont attachés à des primes versées à partir du 27 septembre 2017.

Période 1 (lors de l'encaissement des produits en 2019)

Michel opte pour le PFL au taux de 7,5 % pour la fraction des produits attachés à des primes versées jusqu'au 26 septembre 2017. Le montant du PFL est égal à 300 €. L'autre part des produits (6 000 €) est soumise au PFO au taux de 7,5 %, soit un montant de 450 €.

Période 2 (lors de la déclaration des revenus en 2020)

Il bénéficie d'un abattement de 9 200 € imputable de la manière suivante :

* la fraction des produits attachés à des primes versées jusqu'au 26 septembre 2017 bénéficie d'un abattement de 4 000 € et ouvre droit à un crédit d'impôt de 300 € (4 000 × 7,5 %).
* la fraction des produits attachés à des primes versées à partir du 27 septembre 2017 (6 000 €) ouvre droit au bénéfice de l'abattement dans la limite de son montant non imputé (9 200 - 4 000 soit 5 200 €). Par hypothèse, 2/3 des produits sont imposables au taux de 7,5 % et 1/3 au taux de 12,8 %.

Le reliquat d'abattement de 5 200 € est imputable en priorité sur les produits imposables au taux de 7,5 %.

* produits imposables au taux de 7,5 % (avant abattement) : 4 200 (2/3 × 6 000), soit un montant imposable, après abattement de 0 €,
* produits imposables au taux de 12,8 % (avant abattement) : 2 000 (1/3 × 6 000), soit un montant imposable, après application du solde d'abattement (1 200 €), de 800 € (2 000 - 1 200). Le montant de l'impôt sur le revenu s'élève donc à 800 × 12,8% = 102 €.

Michel bénéficiera d'un crédit d'impôt de 300 € au titre de l'abattement opéré sur le montant des produits qui ont supporté le PFL et d'un trop versé de PFO de 348 € (450 - 102) imputables sur l'impôt sur le revenu dû.

### **4.5. Abattement de 4 600 € ou 9 200 €**

#### **4.5.1. Principe**

Lorsque le contrat est d’une durée égale ou supérieure à 8 ans (ou 6 ans pour les contrats souscrits avant le 1er janvier 1990), un abattement annuel s'applique :

* 4 600 € pour les contribuables célibataires, veufs ou divorcés ;
* 9 200 € pour les couples mariés ou pacsés soumis à l'imposition commune.

[BOI-RPPM-RCM-20-10-20-50](http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/3951-PGP.html) § 300 et 310

L'abattement est annuel et s'applique par foyer fiscal (un seul abattement s'applique par foyer fiscal et il s'applique notamment aux produits de contrats souscrits par les enfants majeurs).  
[BOI-RPPM-RCM-20-10-20-50](http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/3951-PGP.html?identifiant=BOI-RPPM-RCM-20-10-20-50-20140211) § 260 et 270  
  
Cet abattement s'applique une fois par an (s'il n'est pas utilisé au titre d'une année, il ne peut pas être reporté) et est réservé aux résidents fiscaux français au jour du rachat.

L’abattement s’applique sur l’assiette taxable, c'est-à-dire sur le montant des intérêts contenus dans le rachat, après imputation, le cas échéant, des pertes subies lors de la cession de bons ou contrats.  
[BOI-RPPM-RCM-20-10-20-50](http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/3951-PGP.html?identifiant=BOI-RPPM-RCM-20-10-20-50-20191220) § 460

**Remarque :**

L’abattement s’applique peu important le mode d'imposition choisi par le contribuable. Cependant, le mode d'imposition peut avoir une incidence sur le revenu fiscal de référence (RFR) :

PFU ou barème de l'IR : le montant de l'abattement vient diminuer le RFR :

PFL : l'abattement n'est pas pris en compte. Le RFR est donc déterminé avant déduction de l'abattement (la raison : l’option pour le PFL ouvre droit à un crédit d’impôt).

Voir notre Question/Réponse : [Comment optimiser le revenu fiscal de référence (RFR) ?](https://api.fidroit.fr/document/52039)

Cas particulier : en cas d'option pour le PFL (produits des primes versées avant le 27 septembre 2017)

En principe, l'impôt est prélevé après application de l'abattement de 4 600 € ou 9 200 € sauf lorsque le PFL s'applique. En effet, lorsque le contribuable décide d’opter pour le PFL, l'établissement payeur prélève le PFL de 7,5 %, mais n'applique pas l’abattement de 4 600 € ou 9 200 € puisqu’il n’a pas connaissance du montant total des rachats effectués par le contribuable sur l’ensemble de ses contrats au cours de l'année.  
[BOI-RPPM-RCM-20-10-20-50](http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/3951-PGP.html) § 330 et § 360

Pour permettre l'application de l'abattement, les contribuables font apparaître le montant brut des produits taxés au sein de l’ensemble de leurs rachats sur leur déclaration de revenus et joignent à cette déclaration un double de l'imprimé fiscal unique (IFU) servi par les établissements payeurs.  
CGI art. 242 ter, 1

Le montant de l'abattement est restitué au contribuable sous forme de crédit d'impôt (montant maximal de 9 200 € x 7,5 %, soit 690 €) lors de la réception de l'avis d'imposition (en année N+1). Ce crédit d'impôt s'impute sur l'IR dû ou est restitué si le montant de l'impôt dû est inférieur au montant du crédit d'impôt.

Cas particulier : changement de situation familiale pendant l’année

En cas de mariage, conclusion d’un PACS, divorce, rupture du PACS, décès, l'abattement retenu est celui correspondant à la situation choisie par le contribuable au cours de la période d'imposition.

En cas de mariage ou conclusion d’un PACS, une déclaration commune doit, en principe, être souscrite par les époux ou partenaires pour l’année entière de l’évènement. L’abattement sera de 9 200 €.

En cas de divorce, séparation ou rupture d’un PACS, chacun des ex-époux ou ex-partenaires doit souscrire une seule déclaration. L’abattement sera de 4 600 €​

En cas de décès, le conjoint ou le partenaire survivant doit effectuer deux déclarations, c'est-à-dire une déclaration commune pour les revenus perçus entre le 1er janvier et la date du décès (abattement de 9 200 €) et une autre déclaration, celle-ci personnelle au survivant, pour les revenus perçus entre la date du décès et le 31 décembre (abattement de 4 600 €).  
[BOI-RPPM-RCM-20-10-20-50](http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/3951-PGP.html) § 320

Cumul avec l'exonération mise en place en cas de transfert vers un PER (depuis le 24 mai 2019)

L'abattement pour durée de détention est cumulable avec l'exonération prévue en cas de transfert vers un PER.

Il s’applique :

* à tout rachat total ou partiel ;
* sur un contrat d'assurance-vie ou de capitalisation de plus de 8 ans ;
* effectué avant le 1er janvier 2023 ;
* plus de 5 ans avant l’âge légal de départ en retraite du titulaire ;
* reversé sur un PER avant le 31 décembre de l’année du rachat

CGI art. 125-0 A   
  
L'exonération prévue en cas de transfert vers un PER est de :

* 4 600 € pour les contribuables célibataires, veufs ou divorcés ;
* 9 200 € pour les contribuables soumis à imposition commune.

Cette exonération s'applique une fois par an (si elle n'est pas utilisée au titre d'une année, elle ne peut pas être reportée) et sur l’assiette taxable, c’est-à-dire sur le montant des intérêts contenus dans le rachat.

#### **4.5.2. Ordre d’imputation de l’application de l’abattement**

Lorsque le contrat a plus de 8 ans, des modalités impératives d'imputation de l'abattement de 4 600 € ou 9 200 € sont intégrées à l’article 125-0 A, I-1° du CGI. L'abattement s'impute par priorité  :

* sur les produits des primes versées avant le 27 septembre 2017 soumis à l'IR (pas d'option pour le PFL)
* puis sur les produits des primes versées avant le 27 septembre soumis au PFL (option pour le PFL);
* puis sur les produits des primes versées après le 27 septembre 2017 (option pour le barème progressif);
* Et, lorsque l’option globale pour l’imposition au barème progressif n’a pas été effectuée (taxation au PFU) :
  + sur les produits des primes versées à compter du 27 septembre 2017 imposable au taux de 7,5 %  ;
  + puis sur les produits des primes versées à compter du 27 septembre 2017 imposable au taux de 12,8 %.

### **4.6. Sortie en rente viagère**

Les produits capitalisés jusqu’à la date de sortie des contrats dénoués par le versement d'une rente viagère sont exonérés d'impôt sur le revenu à condition que la rente viagère ait été prévue dès l’origine. Ainsi, une sortie en capital suivie d’une conversion en rente viagère ne permet pas de bénéficier de l’exonération d’impôt sur le revenu.  
[BOI-RPPM-RCM-10-10-80](http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/2279-PGP.html?identifiant=BOI-RPPM-RCM-10-10-80-20140630), § 90

En revanche, les arrérages de rentes viagères versés sont partiellement imposables au barème progressif de l'IR (il n'est pas possible d'opter pour le PFL ou le PFU) ainsi qu'aux prélèvements sociaux.  
CGI. art. 158-6

La part des arrérages taxable dépend de l'âge du rentier lors de l'entrée en jouissance de la rente.

| **Si le rentier est âgé de ...** | **Fraction imposable de la rente** |
| --- | --- |
| ... moins de 50 ans | 70 % |
| ... 50 à 59 ans | 50 % |
| ... 60 à 69 ans | 40 % |
| .. plus de 69 ans | 30 % |

### **4.7. Contrats étrangers détenus par des résidents fiscaux français**

#### **4.7.1. Contrat souscrits auprès d'une compagnie d'assurance établie en UE ou dans l'EEE (Liechtenstein, Islande, Norvège)**

Les règles d'imposition des produits afférents aux contrats souscrits auprès de compagnies d'assurance établie dans UE, ou dans l'EEE (Liechtenstein, Islande, Norvège) sont identiques aux produits des contrats  souscrits en France : application du PFL, PFU, du barème progressif de l'IR et des abattements de 4 600 € ou 9 200 €.

**Attention :**

Seule différence : pour la détermination du taux applicable, la durée des contrats s'entend de leur durée effective de détention par le contribuable (CGI, art. 125 D ; définition différente de celle retenue par l'article 125-0 A pour les contrats souscrits auprès de compagnie établis en France).

[Mémo : Fiscalité de l'assurance-vie souscrite à l'étranger par un résident fiscal français](https://api.fidroit.fr/document/49008)  
Voir § 16. Obligations déclaratives - Résident français (personnes physiques) - Contrats souscrits à l'étranger

En l'absence de rachat

Ces contrats souscrits à l'étranger doivent être déclarés annuellement au titre des comptes et avoirs détenus à l'étranger.  
CGI. art. 1649 AA  
[BOI-IR-DECLA-20-20,](http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/2669-PGP.html?identifiant=BOI-IR-DECLA-20-20-20170308) § 150  
Pour plus d'informations, voir [Doc.expert : IR : Déclaration, paiement, contrôle](https://api.fidroit.fr/document/37926)

Au moment du rachat (année N)

Pour les produits issus des primes versées avant le 27 septembre 2017 : un acompte est prélevé au titre PFL (sauf option pour le barème progressif de l'IR). Cependant dans tous, les cas (PLF ou option pour le barème progressif de l'IR), les prélèvements sociaux sont prélevés.

Pour les produits issus des primes versées depuis le 27 septembre 2017 : un acompte non libératoire de 12,8 % ou 7,5 % est prélevé (sauf dispense demandée par le contribuable selon le RFR) ainsi que les prélèvements sociaux.  
CGI. art. 125-0 A, II  
CGI.art. 120, I 6°  
  
Par ailleurs, de la même manière que les contrats souscrits en France, certains produits peuvent être exonérés d'IR (notamment pour les produits des contrats souscrits avant le 1er janvier 1983) sous réserve que le contrat présente des caractéristiques similaires aux placements souscrits en France.  
[BOI-RPPM-RCM-10-30-10-10 § 200](http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/2603-PGP.html?identifiant=BOI-RPPM-RCM-10-30-10-10-20191220)

**Remarque :**

Le contribuable doit réaliser lui-même les obligations déclaratives et adresser la déclaration 2778 au SIE de son domicile (accompagné du paiement), au plus tard le 15 du mois suivant celui du rachat ou de l'inscription en compte.  
[BOI-RPPM-RCM-30-20-60](http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/3777-PGP.html), § 300

Le contribuable peut cependant donner mandat à l’établissement payeur étranger pour effectuer les formalités déclaratives et le paiement des prélèvements sociaux aux impôts des non-résidents de la direction des résidents à l'étranger et des services généraux (10, rue du centre ; TSA 50014 ; 93465 NOISY LE GRAND CEDEX) au plus tard le 15 du mois suivant celui du rachat ou de l'inscription en compte.  
[Rescrit 20 mars 2012](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/rescrit/Rescrit-20-mars-2012---contrats-d%27assurance-vie-so.pdf)  
[BOI-RPPM-RCM-30-20-60](http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/3777-PGP.html), § 380  
[Inst. adm. 16 oct. 2006, BOI 5 I-9-06](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/autres/BOI_5_i-9-06_16_octobre_2006_PFL.pdf), page 17, § 7

Au moment de la déclaration et de l’imposition des revenus (année N+1)

Pour les produits issus des primes versées avant le 27 septembre 2017 : aucune imposition n'est due en cas d'option pour le PFL. En cas d'option pour le barème de l'IR, les produits sont taxés au moment de la déclaration de revenus. Dans les deux cas, les abattements de 4 600 € ou 9 200 € sont appliqués (si le contrat a plus de 8 ans).

Pour les produits issus des primes versées depuis le 27 septembre 2017 : l'impôt définitif est déterminé et une régularisation est effectuée en fonction de l'option choisie (PFU de 12,8 % ou 7,5 %, ou option globale pour le barème progressif de l'IR) et de l'acompte prélevé au moment du rachat. Dans les deux cas, les abattements de 4 600 € ou 9 200 € sont appliqués (si le contrat a plus de 8 ans).  
CGI. art. 200 A, 1, B

#### **4.7.2. Contrat souscrits auprès d'une compagnie d'assurance établie en dehors de l'EEE**

Les règles d'imposition des produits afférents aux contrats souscrits auprès de compagnies d'assurance établie hors de l'UE ou de l'EEE (Liechtenstein, Islande, Norvège) sont différentes des produits des contrats souscrits en France :

* il n'est pas possible d'opter pour le PFL (pour les primes versées avant le 27 septembre 2017),
* les abattements de 4 600 € ou  9200 € ne sont pas applicables (CGI art. 122, 2)
* il n'est pas possible de bénéficier du taux de 7,5 % (pour les primes versées après le 27 septembre 2017).

[Mémo : Fiscalité de l'assurance-vie souscrite à l'étranger par un résident fiscal français](https://api.fidroit.fr/document/49008)  
Voir § 18. Obligations déclaratives - Résident français (personnes physiques) - Contrats souscrits à l'étranger

**Remarque :**

Suite au Brexit, le Royaume-Uni sort de l'UE et de l'EEE. En conséquence, les contrats souscrits par des résidents français auprès d'assureurs britanniques ne bénéficient plus, pour les rachats réalisés à compter du 1er janvier 2021 :

de l’abattement de 4 600 € (9 200 € pour un couple),

du taux réduit d’imposition de 7,5 % (pour les produits issus des primes versées depuis le 27 septembre 2017),

du PFL (pour les produits issus des primes versées avant le 27 septembre 2017).

Par dérogation, pendant une durée de 9 mois, les rachats réalisés sur des contrats britanniques conclus avant le 1er janvier 2021 continuent à bénéficier du taux de 7,5 % et des abattements de 4 600 € (ou 9 200 €).

Le délai de 9 mois commence à courir à compter :

au 1er janvier 2021 (et se termine donc au 30 septembre 2021) si le bon ou contrat a atteint l’âge de 8 ans au 31 décembre 2020,

à la date à laquelle le bon ou contrat aura atteint l'âge de 8 ans si le bon ou contrat  avait moins de 8 ans au 31 décembre 2020.

Notons que le PFL cesse de s'appliquer dès le 1er janvier 2021 (car aucune mesure dérogatoire n'est prévue).  
[BOI-INT-DG-15-10](https://bofip.impots.gouv.fr/bofip/12074-PGP.html/identifiant=BOI-INT-DG-15-10-20210311) § 220

En l'absence de rachat

Ces contrats souscrits à l'étranger doivent être déclarés annuellement au titre des comptes et avoirs détenus à l'étranger.  
CGI. art. 1649 AA  
[BOI-IR-DECLA-20-20,](http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/2669-PGP.html?identifiant=BOI-IR-DECLA-20-20-20170308) § 150  
Pour plus d'informations, voir [Doc expert : IR : Déclaration, paiement, contrôle](https://api.fidroit.fr/document/37926)

Au moment du rachat (année N)

Pour les produits issus des primes versées avant le 27 septembre 2017 : il n'est pas possible d'opter pour le PFL.

Pour les produits issus des primes versées depuis le 27 septembre 2017 : un acompte non libératoire de 12,8 % ou 7,5 % est prélevé ainsi que les prélèvements sociaux.  
CGI. art. 125-0 A, II  
CGI.art. 120, I 6°

Au moment de la déclaration et de l’imposition des revenus (année N+1)

Pour les produits issus des primes versées avant le 27 septembre 2017 : les produits sont taxés obligatoirement au barème progressif de l'IR (CGI. art. 158). Cependant, les abattements de 4 600 € ou 9 200 € ne sont pas applicables puisque le contrat est souscrit hors de l'UE et de l'EEE.

Pour les produits issus des primes versées depuis le 27 septembre 2017 : l'impôt définitif est déterminé et une régularisation est effectuée en fonction de l'option choisie (PFU de 12,8 % ou 7,5 %, ou option globale pour le barème progressif de l'IR) et de l'acompte prélevé au moment du rachat. Cependant, les abattements de 4 600 € ou 9 200 € ne sont pas applicables puisque le contrat est souscrit hors de l'UE et de l'EEE.   
CGI. art. 200 A, 1, B

**Attention :**

L'article 200 A, 1, B, 1° du CGI prévoit l'application du seul taux de 12,8 % au titre de l'imposition définitive des contrats souscrits hors UE et EEE : l'application du taux de 7,5 % prévue à l'article 200 A, 1, B, 2° du CGI concerne uniquement les contrats souscrits en France (CGI. art. 125-0 A, I) et les contrats souscrits dans un Etat de l'EEE (CGI. art. 125 D, II).

On notera cependant que l'article 125-0 A, II du CGI prévoit cependant un acompte de 12,8 % ou 7,5 % selon la durée du contrat : une régularisation sera donc effectuée dans tous les cas si l'acompte a été prélevé au taux de 7,5 %.

### **4.8. Contrats français détenus par des non-résidents**

Mémo :[Fiscalité de l'assurance-vie souscrite en France par un non-résident](https://api.fidroit.fr/document/49007)

Imposition

Les non-résidents bénéficiaires de produits de contrats souscrits auprès d'entreprises d'assurance établies en France sont soumis :

* pour les produits des primes versées avant le 27 septembre 2017 : au PFL (35 %, 15 % ou 7,5 %) sans possibilité d'option pour le barème progressif de l'IR.  
  [BOI-RPPM-RCM-30-10-20-20](http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/9312-PGP.html?identifiant=BOI-RPPM-RCM-30-10-20-20-20140630) § 140  
  [Doc. adm. 5 I-13](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/autres/DB_5_I_13.pdf)
* pour les produits des primes versées depuis le 27 septembre 2017 : au PFU de 12,8 % (qui est libératoire pour les non-résidents), sans possibilité d'option pour le barème progressif de l'IR.  
  Les non-résidents peuvent toutefois, par voie de réclamation effectuée dans les conditions de l'article L.190 du LPF demander l'application du taux de 7,5 %  lorsque le contrat a plus de 8 ans. Dans cette hypothèse, le seuil de 150 000 € est apprécié en retenant les primes versées par le bénéficiaire des produits sur l'ensemble des contrats d'assurance-vie et de capitalisation souscrits auprès d'entreprises d'assurances établies en France.​  
  CGI, art. 125-0 A, IIbis
* sans application des abattements de 4 600 € ou  9 200 € (réservés aux résidents fiscaux français)  
  [BOI-RPPM-RCM-20-10-20-50](http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/3951-PGP.html?identifiant=BOI-RPPM-RCM-20-10-20-50-20140211) § 240

Le taux du PFL ou du PFU est porté à 75 % lorsque le souscripteur est résident d'un Etat ou territoire non coopératif (ETNC), quelle que soit l'ancienneté du contrat.  
CGI art. 125-0 A II bis  
  
Quelles que soient les modalités de taxation (PFL ou PFU), il est possible d'appliquer un taux plus favorable prévue par la convention internationale entre la France et l'Etat de résidence du contribuable (au titre des intérêts de créance).  
Afin de bénéficier des taux prévus par les conventions internationales, il convient en outre de produire les formulaires [n°5000](https://api.fidroit.fr/document/38216) et [n°5002](https://api.fidroit.fr/document/38216) ([notice 5000](https://api.fidroit.fr/document/38216)).  
[BOI-RPPM-RCM-30-10-20-20](http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/9312-PGP.html?identifiant=BOI-RPPM-RCM-30-10-20-20-20140630) § 50  
[RM. Dolez JOAN 13 sept. 1999, n° 24061](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/autres/RM_13_sept_1999_assurance_vie_conv_inter.pdf)  
[Fiscalité de l'assurance-vie souscrite en France par un non-résident](https://fidnet.fidroit.fr/document/49007) § 2.

Concernant les prélèvements sociaux

Les non-résidents au jour du rachat ne sont pas soumis aux prélèvements sociaux sur les produits des contrats de capitalisation.

Obligations déclaratives

Afin de déclarer en France les produits imposables, l'établissement payeur doit remplir la déclaration 2777. Cette déclaration et le paiement des sommes correspondantes dues au Trésor Public se font uniquement en ligne.  
Pour plus d'informations, voir la [notice de la déclaration 2777](https://api.fidroit.fr/document/38216).  
  
Voir § 19. Obligations déclaratives - Non-résidents - Contrat souscrit en France

### **4.9. Transfert d'un contrat de capitalisation vers un nouveau contrat au sein de la même compagnie (à compter du 24 mai 2019)**

Il est possible de transférer un ancien contrat vers un nouveau contrat de capitalisation auprès de la même compagnie.   
  
Ce transfert n'entraîne pas les conséquences fiscales d'un dénouement à condition que tout ou partie des primes versées soit affectées à l'acquisition de droits exprimés en unités de compte ou de droit donnant lieu à la constitution d'une provision de diversification (fonds euro-croissance...).  
CGI art. 125-0 A   
[Loi n°2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises (PACTE)](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/3666/download)

### **4.10. Transfert d'un contrat de capitalisation vers un plan d'épargne retraite PER (du 24 mai 2019 au 1er janvier 2023)**

Ce transfert a été mis en place par la loi pacte. Il est prévu pour une durée limitée dans le temps.

Il s’applique :

* à tout rachat total ou partiel
* sur un contrat de capitalisation de plus de huit ans
* effectué avant le 1er janvier 2023
* plus de cinq ans avant l’âge légal de départ en retraite du titulaire
* reversé sur un PER avant le 31 décembre de l’année du rachat

CGI art. 125-0 A   
  
En pratique, ces transferts ne seront possibles qu'après la mise en place des nouveaux PER (plans épargne retraite). Sur ce point, voir notre actualité [Adoption définitive de la loi PACTE (AN 11/04/2019)](https://api.fidroit.fr/document/51765)  
  
Ce dispositif mets en place une exonération, cumulable avec l'abattement déjà prévu pour les rachats effectués sur les contrats de plus de huit ans, de :

* 4 600 € pour les contribuables célibataires, veufs ou divorcés,
* 9 200 € pour les contribuables soumis à imposition commune.

Cette exonération s'applique une fois par an (s'il n'est pas utilisé au titre d'une année, il ne peut pas être reporté) et sur l’assiette taxable, c'est-à-dire sur le montant des intérêts contenus dans le rachat.  
  
Comme pour l'abattement existant pour les rachats effectués sur les contrats de plus de huit ans, elle s'impute par priorité  :

* sur les produits des primes versées avant le 27 septembre 2017 soumis à l'IR (pas d'option pour le PFL)
* puis sur les produits des primes versées avant le 27 septembre soumis au PFL (option pour le PFL);
* puis sur les produits des primes versées après le 27 septembre 2017 (option pour le barème progressif);
* Et, lorsque l’option globale pour l’imposition au barème progressif n’a pas été effectuée (taxation au PFU) :
  + sur les produits des primes versées à compter du 27 septembre 2017 imposable au taux de 7,5 %  ;
  + puis sur les produits des primes versées à compter du 27 septembre 2017 imposable au taux de 12,8 %.

[Loi n°2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises (PACTE)](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/3666/download)

### **4.11.**

## **5. Exonérations**

### **5.1. Exonération des prélèvements sociaux (non-résident)**

Les non-résidents ne sont pas soumis aux prélèvements sociaux concernant les produits des contrats de capitalisation.

La qualité de résident s’apprécie au moment du fait générateur des prélèvements c'est-à-dire, selon les cas, lors de l’inscription en compte des produits, lors d’un rachat ou lors du décès du souscripteur.

La qualité de non-résident fiscal français du souscripteur doit être communiquée à la compagnie d’assurance. De plus le souscripteur doit justifier de sa domiciliation fiscale à l'étranger au jour du fait générateur.

[Inst. adm. 28 déc. 2007, BOI 5 I-4-07](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/instruction/BOI-5I407.pdf) § n°7

**Attention :**

Cependant, des règles spécifiques peuvent s'appliquer pour les personnes affiliées à un régime de sécurité sociale d'un Etat de l'UE ou de l'EEE. Pour en savoir plus, voir doc expert "[Prélèvements sociaux](https://api.fidroit.fr/document/37914)".

### **5.2. Exonérations spécifiques à la nature des contrats souscrits**

Certaines exonérations prévues à l’impôt sur le revenu ne s’appliquent pas au titre des prélèvements sociaux.  
  
Les produits capitalisés sur les contrats suivants sont exonérés d’impôt sur le revenu mais ne sont pas exonérés de prélèvements sociaux :

* produits capitalisés sur un contrat souscrit avant le 1er janvier 1983,
* produits capitalisés sur un contrat "DSK" ou "NSK" lorsqu’un rachat intervient après 8 ans de détention ([BOI-RPPM-RCM-10-10-90](http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/3749-PGP.html?identifiant=BOI-RPPM-RCM-10-10-90-20140630) et [BOI-RPPM-RCM-10-10-100)](http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/6828-PGP.html?identifiant=BOI-RPPM-RCM-10-10-100-20140630)
* produits capitalisés sur un contrat d’assurance-vie lorsque la sortie du contrat est prévue dès l’origine en rente viagère  
  [BOI-RPPM-RCM-10-10-80](http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/2279-PGP.html), § 90

### **5.3. Exonérations liées à la situation du souscripteur**

Peu important la date de souscription du contrat, les produits capitalisés sont exonérés d'impôt sur le revenu si le dénouement du contrat résulte :

* du licenciement du souscripteur, de son conjoint ou de son partenaire de PACS ;

**Attention :**

L'exonération ne s'applique que si le contribuable s'est trouvé privé d'emploi pour une raison indépendante de sa volonté et a été inscrit comme demandeur d'emploi à Pôle emploi.  
[BOI-RPPM-RCM-10-10-80](http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/2279-PGP.html?identifiant=BOI-RPPM-RCM-10-10-80-20140630), § 102  
  
La rupture conventionnelle,  la fin d'un CDD et la révocation du mandant social ne peuvent pas être considérés comme subis par le salarié. Par conséquent, ils n'ouvrent pas droit à l'exonération d'impôt sur le revenu.  
[BOI-RPPM-RCM-10-10-80](http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/2279-PGP.html?identifiant=BOI-RPPM-RCM-10-10-80-20140630), § 103  
[RM Fouché, JO Sénat 28 janv. 2016, n° 14137](https://api.fidroit.fr/document/46051)  
  
A titre informatif, on peut mentionner qu'une réponse ministérielle (concernant la non-remise en cause du dispositif Besson en cas de vente du bien suite à un licenciement) a précisé que l'existence de difficultés financières n'est pas une condition nécessaire pour bénéficier de la non-remise en cause de l'avantage fiscal.   
[RM 22 nov. 2011](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/reponse/rm22nov2011goasguen.pdf)

* ou de sa mise en retraite anticipée, de celle de son conjoint ou de son partenaire de Pacs ;
* ou de son invalidité, de celle de son conjoint ou de celle de son partenaire de Pacs, lorsqu’elle correspond à une invalidité de deuxième ou troisième catégorie ;  
  CSS art. L. 341-4

**Remarque :**

Les produits capitalisés sont également exonérés de prélèvements sociaux en cas de dénouement pour invalidité du souscripteur, de son conjoint ou de son partenaire.  
[​Inst. adm. 28 déc. 2007, BOI 5 I-4-07](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/instruction/BOI-5I407.pdf)

* ou d'une cessation d'activité suite à un jugement de liquidation judiciaire du souscripteur, de son conjoint ou de son partenaire de Pacs.  
  [D. adm. 5 I-1172](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/autres/DB_5_I_1172.pdf)  
  [BOI-RPPM-RCM-10-10-80](http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/2279-PGP.html?identifiant=BOI-RPPM-RCM-10-10-80-20140127), § 104

L'exonération s'applique aux produits perçus jusqu'au dénouement du contrat, à condition qu'il intervienne avant la fin de l'année qui suit l'année de la réalisation de l'un de ces événements.  
[BOI-RPPM-RCM-10-10-80](http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/2279-PGP.html?identifiant=BOI-RPPM-RCM-10-10-80-20140127), § 101  
[RM Marleix, JOAN 3 avr. 2012, n° 97715](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/reponse/Rep.-min.-Marleix-03042012.pdf)

**Attention :**

L'exonération ne s’applique pas si le souscripteur a opté pour le PFL.  
  
Les prélèvements sociaux restent dus en cas de licenciement du souscripteur, de son conjoint ou de son partenaire, ou de sa mise en retraite anticipée, de celle de son conjoint ou de son partenaire.  
[Inst. adm. 26 déc. 2005, BOI 5 I-5-05](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/instruction/boi-5i505.pdf), § 21 et s.  
  
Seul le dénouement suite à l'invalidité du souscripteur, de son conjoint ou de son partenaire, permet d'exonérer également les produits au titre des prélèvements sociaux.

## **6. Prélèvements sociaux**

### **6.1. Principe**

Les intérêts nets générés sur les contrats de capitalisation dont le souscripteur-assuré est résident fiscal français sont soumis aux prélèvements sociaux. Les taux de prélèvements sociaux dépendent de la date d'inscription en compte des produits ou de la date du rachat.

L’assureur effectue toujours une retenue à la source.

Les modalités de perception diffèrent selon qu'il s'agisse d'un support en fonds euros ou en unités de compte.

#### **6.1.1. Unités de compte**

Les prélèvements sociaux sur les unités de compte sont retenus par l’assureur lors du du rachat (partiel ou total) au taux en vigueur au moment du rachat. Ainsi, si aucun rachat n’est effectué alors la taxation interviendra, pour la totalité des produits acquis, au dénouement selon le taux en vigueur.

#### **6.1.2. Fonds euros des contrats mono-supports (avant et après 2011) et des contrats en unités de comptes (depuis le 1er juillet 2011)**

Les prélèvements sociaux sur les fonds euros (des contrats mono-supports ou des contrats en unités de compte) sont retenus par l’assureur, lors de l’inscription en compte des produits (c'est-à-dire annuellement), au taux en vigueur au moment de l'inscription. En cas de rachat, les prélèvements sociaux sont dus sur la part d'intérêts incluse dans le rachat qui n'a pas déjà supporté les prélèvements en cours d'année.  
[Inst. adm. 1er août 2011, BOI 5 I-3-11](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/instruction/5i311.pdf)  
  
Au dénouement du contrat, si le contrat est en perte nette (c'est-à-dire lorsque la valeur de rachat est inférieur au cumul des primes), les prélèvements sociaux sont restitués à hauteur de la perte assortie du taux d'intérêt légal (3,11 %du 2eme semestre 2020).

**Remarque:**

Le prélèvement au fil de l’eau n'est pas contraire à la constitution du fait notamment du mécanisme de restitution. Dans les cas de moins-values sur unités de comptes à risques, la restitution devra prendre en compte une indemnisation au taux d’intérêt légal avec comme hypothèseque le trop perçu par le Trésor sera par hypothèse imputé sur les périodes les plus récentes, ce qui limite la capitalisation.

**Rappel : Avant le 1er juillet 2011**

Pour les contrats mono-support en euros (fonds euros) : Les prélèvements sociaux étaient retenus par l’assureur, lors de l’inscription en compte des produits (c'est-à-dire annuellement).

Pour les contrats en unités de compte (fonds euros et unités de compte): les prélèvements sociaux étaient retenus par l'assureur  au moment du rachat (partiel ou total) que les fonds soient investis en fonds euros ou en unités de compte.

#### **6.1.3. Transformation d'un contrat en euros en contrat en unités de compte ("Amendement Fourgous")**

Par la transformation, le contrat devient un contrat en unités de compte et suivra le régime correspondant. Seule la partie investie sur un fonds euros sera soumise aux prélèvements sociaux lors de chaque inscription en compte.

Par conséquent, la transformation a désormais un avantage fiscal très limité car il sera proportionnel à l'investissement en unités de compte. Ainsi, plus la part d'unités de compte est importante et plus le montant des prélèvements sociaux prélevés, avant un rachat ou le dénouement, sera faible.

### **6.2. Assiette**

L’assiette des prélèvements sociaux correspond à celle retenue pour l’impôt sur le revenu, mais avant abattement de 4 600 € ou 9 200 € (l'abattement est donc à rajouter à l'assiette des prélèvements sociaux).  
Voir § 4.2.  Assiette taxable en cas de rachat

En cas de rachat total, l’assiette taxable est constituée par "*la différence entre les sommes remboursées au bénéficiaire et le montant des primes versées*". Il faut prendre en compte le montant des primes versées frais inclus.  
CGI. art. 125-0 A

En cas de rachat partiel, l’assiette est composée d'une fraction de capital et d'une fraction d’intérêts. Les proportions en capital et en intérêts contenues dans le rachat partiel doivent être les mêmes que celles du contrat à la date du rachat. Ainsi, pour la détermination de l’assiette taxable, la formule reste la même que pour le rachat total mais *"les primes versées ne sont retenues qu'au prorata des sommes remboursées au titre du rachat partiel sur la valeur de rachat de la totalité du contrat à la même date".*

Inst. adm. 5 I 3-84

### **6.3. Taux**

#### **6.3.1. Principe**

Le taux des prélèvements sociaux en vigueur est de 17,2 % depuis le 1er janvier 2018.

Pour déterminer la date à laquelle les produits sont acquis, il convient de se reporter aux clauses du contrat concerné. Les prélèvements sociaux sont alors prélevés, au taux en vigueur, lors de l'inscription, en compte, des produits au contrat.  
[Rescrit 10 avril 2012](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/rescrit/Rescrit-10042012-assurance-vie.pdf)

**​Rappel**

Une [réponse ministérielle du 15 janvier 2013](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/reponse/rm15janvier2013.pdf) précise les modalités de taxation aux prélèvements sociaux en cas de changement de taux en cours d'année :

* le taux global de prélèvements sociaux de 13,5 % s'applique à la part des produits acquise et, le cas échéant, constatée du 1erjanvier 2012 au 30 juin 2012
* et le taux global de 15,5 % à la part de ces produits acquise et, le cas échéant, constatée du 1erjuillet 2012 au 31 décembre 2012.

Pour déterminer la date à laquelle les produits sont acquis et donc la part de ces produits acquise depuis le 1erjuillet 2012 soumise au taux global de 15,5 %, il convient de se reporter aux clauses du contrat concerné.  
Ces prélèvements sociaux sont opérés lors de l'inscription des produits au contrat.

Tableau récapitulatif des taux de prélèvements sociaux applicables :

| **Date d'imposition** | **CSG** | **CRDS** | **Prélèvement social** | **Taux total des prélèvements sociaux** |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Avant le 1er février 1996 | Sans objet | Sans objet | Sans objet | 0 % |
| Du 1er février 1996 au 31 décembre 1996 | Sans objet | 0.50 % | Sans objet | 0.50 % |
| Du 1er janvier 1997 au 31 décembre 1997 | 3.40 % | 0.50 % | Sans objet | 3.90 % |
| Du 1er janvier 1998 au 30 juin 2004 | 7.50 % | 0.50 % | 2 % | 10.00 % |
| Du 1er juillet 2004 au 31 décembre 2004 | 7.50 % | 0.50 % | 2.30 % | 10.30 % |
| Du 1er janvier 2005 au 31 décembre 2008 | 8.20 % | 0.50 % | 2.30 % | 11.00 % |
| Du 1er janvier 2009 au 31 décembre 2010 | 8.20 % | 0.50 % | 3.40 % | 12.10 % |
| Du 1er janvier 2011 au 30 septembre 2011 | 8.20 % | 0.50 % | 3.60 % | 12.30 % |
| Du 1er octobre 2011 au 30 juin 2012 | 8.20 % | 0.50 % | 4.80 % | 13.50 % |
| Du 1er juillet 2012 au 31 décembre 2017 | 8.20 % | 0.50 % | 6.80 % | 15.50 % |
| Depuis le 1er janvier 2018 | 9.90 % | 0.50 % | 6.80 % | 17.20 % |

#### **6.3.2. Taux historiques**

Lorsqu’un contrat en unités de compte comporte un compartiment exonéré et un compartiment taxable à l’impôt sur le revenu, le taux des prélèvements sociaux applicables aux produits de chacun de ses compartiments était déterminé selon le prorata suivant :

* pour le compartiment taxable à l’impôt sur le revenu, le taux applicable est celui en vigueur au moment rachat, sur la part de produits incluse dans ce rachat,
* pour le compartiment exonéré d’impôt sur le revenu, l’assiette globale des prélèvements sociaux doit être ventilée selon les périodes d'acquisition des revenus selon les taux en vigueur (dans certains cas seulement).

Cette règle a été modifiée par loi de financement de la sécurité sociale pour 2014. Désormais, seuls les produits acquis ou constatés jusqu'au 8ème anniversaire du contrat, pour les contrats ouverts entre le 1er janvier 1990 et le 25 septembre 1997 inclus, seront taxés selon les "taux historiques". Les produits acquis ou constatés après le 8ème anniversaire sont soumis depuis le 26 septembre 2013, aux prélèvements sociaux selon le taux en vigueur à la date du fait générateur du prélèvement.

Cette règle s'applique également lorsque les produits attachés aux contrats sont exonérés en raison d'événements exceptionnels.

La [loi de financement de la sécurité sociale pour 2014](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/legislation/lfss2014.pdf) (article 8) dispose que les prélèvements sociaux sont calculés au taux de 15,5 % pour les intérêts générés depuis le 1er janvier 1997, date d'instauration de la CSG sur les revenus de placement, en matière d’assurance-vie et de contrat de capitalisation.  
  
Le [Conseil Constitutionnel](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/jurisprudence/avisCC19dec2013.pdf) a néanmoins énoncé que les produits de contrats d’assurance-vie acquis ou constatés à compter du 1er janvier 1997 exonérés d’impôts sur le revenu et pour lesquels les prélèvements sont acquittés lors du dénouement du contrat ou du décès de l’assuré doivent être soumis aux taux de prélèvements sociaux "historiques" pour ceux de ces produits qui ont été acquis ou constatés au cours des huit premières années suivant l’ouverture du contrat d’assurance-vie pour ceux de ces contrats souscrits entre le 1er janvier 1990 et le 25 septembre 1997.  
Cette mesure s’applique aux faits générateurs, soit notamment les rachats, intervenant à partir du 26 septembre 2013.  
[RM. Chrétien JOAN 8 mars 2016, n°45409](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/reponse/RM-JOAN-du-8-mars-2016,-question-n-45409-PS-ASS-VI.pdf)

**Précisions sur les imputations de moins-values d'une période sur l'autre :**

Lorsque l'assiette  des produits exonérés d'impôt sur le revenu soumis aux "taux historiques" est en moins-value et que l'assiette des produits exonérés d'impôt sur le revenu  soumis au taux actuel est en plus-value (ou dans l'hypothèse inverse), une compensation sera admise par le biais d'une imputation d'assiette entre les 2 parties.  
Les établissements payeurs procèderont donc dans ce cas à un calcul prélèvement par prélèvement afin d'imputer les moins-values constatées sur l'un ou l'autre des compartiments sur les plus-values de l'autre compartiment.

Depuis le 1er octobre 2014

Pour les faits générateurs intervenant à compter du 1er octobre 2014, les établissements payeurs doivent précompter les contributions et prélèvement sociaux selon les nouvelles modalités.  
  
Cas des décès intervenus depuis la modification des textes :  
Les ayants droits de titulaires d'un contrat d'assurance-vie décédés en 2014 devront faire figurer les éléments nécessaires au calcul de la mise en recouvrement du montant des prélèvements sociaux lors du dépôt en 2015 de la déclaration de revenus 2014 au nom du défunt.

**Tempérament :**

Étant donné les difficultés pratiques liées notamment aux modalités de déclaration pour les ayants droits, il ne sera pas procédé à une régularisation au titre  des contrats d'assurance-vie dont les titulaires sont décédés entre le 26 septembre 2013 et le 31 décembre 2013.  
Ainsi, les prélèvements sociaux déjà opérés sur ces contrats pourront être considérés comme définitifs.

Période transitoire de taxation des rachats entre le 26 septembre 2013 et le 30 septembre 2014

Pour les faits générateurs intervenant entre le 26 septembre 2013 et le 30 septembre 2014, les établissements financiers procèdent au précompte selon les modalités antérieures à la réforme.  
Une régularisation du montant des contributions et prélèvements dus en application des nouvelles règles sera effectuée en 2015 sur le rôle des contributions sociales sur les revenus du patrimoine et donnera lieu à un versement complémentaire (ou, le cas échéant, une restitution).

### **6.4. Déduction de la CSG**

La quote-part de CSG n'est pas déductible en cas d'imposition au PFL (option prise au plus tard à l'encaissement du revenu) ou au PFU (option prise au moment de la déclaration des revenus en année N+1).

En revanche, en cas d'imposition des produits au barème progressif de l'IR, une quote-part de la CSG payée au titre des prélèvements sociaux , lors du rachat, sur les unités de compte, est déductible de ses revenus imposables au barème progressif.

**Remarque :**

La part de CSG déductible est de 6,8 % à compter des revenus perçus en 2018. Ce taux était de 5,1 % pour les revenus perçus du 1er janvier 2012 au 31 décembre 2017 et de 5,8 % pour les revenus perçus avant le 1er janvier 2012.

La CSG n'est pas déductible lorsque les produits inclus dans le rachat ne sont pas imposables ou lorsque les prélèvements sociaux ont été retenus lors de l'inscription en compte des produits.  
[Inst. adm. 6 juin 1997, BOI 5 I-7-97](http://archives-bofip.impots.gouv.fr/bofip-A/g2/g6/g3/g3/25961-AIDA.html)

### **6.5. International**

Les résidents fiscaux français sont taxés aux prélèvements sociaux sur l'ensemble de leurs revenus mondiaux. Cependant, des règles spécifiques peuvent s'appliquer pour les personnes affiliées à un régime de sécurité sociale d'un Etat de l'UE ou de l'EEE ET non affiliées à un régime de sécurité sociale obligatoire en France. Pour en savoir plus, voir doc expert "[Prélèvements sociaux](https://api.fidroit.fr/document/37914)".

Les non-résidents ne sont pas soumis aux prélèvements sociaux concernant les produits des contrats de capitalisation.

La qualité de résident s’apprécie au moment du fait générateur des prélèvements, c'est-à-dire, selon les cas, lors de l’inscription en compte des produits, lors d’un rachat ou lors du dénouement du contrat.

La qualité de non-résident fiscal français du souscripteur doit être communiquée à la compagnie d’assurance. De plus le souscripteur doit justifier de sa domiciliation fiscale à l'étranger au jour du fait générateur.

[Inst. adm. 28 déc. 2007, BOI 5 I-4-07](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/instruction/BOI-5I407.pdf) § n°7

### **6.6. Exonérations liées à la situation du souscripteur**

Les prélèvements sociaux restent dus en cas de licenciement du souscripteur, de son conjoint ou de son partenaire ou de sa mise en retraite anticipée, de celle de son conjoint ou de son partenaire.  
[Inst. adm.  26 déc. 2005, BOI 5 I-5-05](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/instruction/boi-5i505.pdf) paragraphes n°21 et suivants  
  
Seul le dénouement suite à invalidité du souscripteur, de son conjoint ou de son partenaire permet d'exonérer également les produits au titre des prélèvements sociaux.

### **6.7. Régularisation des prélèvements sociaux**

Lorsqu'au dénouement d’un contrat (rachat total ou terme du contrat), le montant des prélèvements sociaux déjà acquittés sur les produits générés par les fonds en euros est supérieur au montant des prélèvements sociaux dus sur l’ensemble des produits du contrat, alors l’excédent est reversé au contrat par l’assureur.

En cas de rachat partiel, l’excédent de prélèvements sociaux n’est reversé qu’à proportion du rapport entre les primes comprises dans ce rachat et le montant total des primes résiduelles.  
  
Exemple : [Montant des prélèvements sociaux dus inférieur au montant déjà prélevé](https://api.fidroit.fr/attachment/583708beedefd_exemple_montant_prelevements_sociaux_inf_celui_preleve_2013.pdf)

#### **6.7.1. En cas de rachat total**

L'assiette des prélèvements sociaux est calculée en retranchant à la valeur totale du bon ou contrat au jour du rachat, la valeur des versements effectués et celle des produits du compartiment euro des contrats multisupports ayant déjà été imposés, nets des prélèvements acquittés sur ce compartiment à compter du 1er juillet 2011

* si le résultat de cette différence est positif, le souscripteur doit acquitter des prélèvements sociaux supplémentaires, d'un montant correspondant au produit de l'assiette ainsi déterminée par le taux des prélèvements sociaux en vigueur à la date du rachat. Dans le cas où une partie de cette assiette correspond à des produits exonérés d'impôt sur le revenu, il convient toutefois d'appliquer à ces derniers les taux en vigueur à la date à laquelle ils ont été constatés ;
* si ce solde est négatif et que le bon ou contrat est globalement en perte, l'établissement payeur devra restituer au contrat tous les prélèvements sociaux précédemment acquittés sur les produits du compartiment euro de ce bon ou contrat
* si ce solde est négatif, mais que le bon ou contrat présente globalement un gain, il convient de comparer, d'une part, le montant total des prélèvements sociaux acquittés sur le compartiment euro jusqu'au jour du rachat, et d'autre part un montant égal à la différence entre la valeur du contrat au jour du rachat augmentée des prélèvements sociaux acquittés sur le compartiment euro, et la somme des versements effectués sur le contrat, multipliée par le taux d'imposition aux prélèvements sociaux en vigueur à la date du rachat (ou, pour la part des produits exonérés d'impôt sur le revenu, par le (ou les) taux applicables). Si le montant total des prélèvements sociaux déjà acquittés sur le compartiment est supérieure, la différence est alors restituée.

**Exemples**

Un contrat multisupports, souscrit par un versement de 1 000 000 € en année N, et investi à hauteur de 60 % sur le compartiment en euro et 40 % sur le compartiment UC, fait l'objet d'un rachat total en N+10.

Le montant cumulé des produits capitalisés sur le compartiment euro s'élève à 135 252 € à l'époque du rachat. Des prélèvements sociaux ont été acquittés, au fil de l'eau, sur le compartiment euro, pour un montant total fixé, par hypothèse, à 16 636 €.

Le contrat présente un gain au jour du rachat total  
En N+10, le contrat a une valeur totale de 1 230 505 € :

* montant cumulé des produits du compartiment euro taxés annuellement, nets de prélèvements sociaux : 135 252 € - 16 636 € = 118 616 €
* calcul du solde : 1 230 505 € - 1 000 000 € - 118 616 €= 111 889 €

Le solde est positif, le souscripteur doit acquitter des prélèvements sociaux supplémentaires :

* total des produits à soumettre aux prélèvements sociaux : 111 889 €
* montant des prélèvements sociaux complémentaires à prélever : 111 889 € x 17,2 % (depuis le 1er janvier 2018) = 19 245 €

Total des prélèvements sociaux acquittés : 16 636 € + 19 245 € = 35 881 €.  
  
  
Le contrat est en perte au jour du rachat total  
En N+10, le contrat a une valeur totale de 920 126 € :

* montant cumulé des produits du compartiment euro taxés annuellement, nets de prélèvements sociaux : 135 252 € - 16 636 € = 118 616 €
* calcul du solde : 920 126 € -1 000 000 € - 118 616 € = - 198 490 €

Le solde est négatif et le contrat est globalement en perte. Les prélèvements sociaux acquittés doivent être restitués, soit un montant de 16 636 €.

Le compartiment en UC est en perte, mais le contrat présente globalement un gain au jour du rachat total  
En N+10, le contrat a une valeur totale de 1 074 875 € :

* montant cumulé des produits du compartiment euro taxés annuellement, nets de prélèvements sociaux : 135 252 € - 16 636 € = 118 616 €
* calcul du solde : 1 074 875 € - 1 000 000 € - 118 616 € = - 43 741 €

Le solde est négatif mais le contrat présente un gain : le montant des prélèvements acquittés au fil de l'eau (16 636 €) est plus important que le montant des prélèvements sociaux calculés sur l'ensemble des produits attachés au contrat qui est de 15 740 € (soit 1 074 875 € + 16 636 € - 1 000 000 € au taux de 17,2 %).

Le montant des prélèvements sociaux à restituer est de : 16 636 € - 15 740 € = 896 €.

#### **6.7.2. En cas de rachat partiel**

Au moment du 1er rachat partiel

L'assiette des prélèvements sociaux est calculée en retranchant à la valeur totale du bon ou contrat au jour du rachat o la valeur des versements effectués et celle des produits du compartiment euro des contrats multisupports ayant déjà été imposés nets des prélèvements acquittés sur ce compartiment à compter du 1er juillet 2011 :

* si le résultat de cette différence est positif, le souscripteur devra acquitter des prélèvements sociaux supplémentaires, d'un montant correspondant au produit de l'assiette ainsi déterminée par le taux des prélèvements sociaux en vigueur à la date du rachat multiplié par le rapport entre le montant des primes comprises dans le rachat partiel et le montant total des primes versées net des primes comprises, le cas échéant, dans un rachat partiel antérieur ;
* si ce solde est négatif et que le contrat est globalement en perte, l'établissement payeur devra reverser une partie des prélèvements sociaux précédemment acquittés, à proportion du rapport existant entre les primes comprises dans le rachat et le montant total des primes versées net des primes comprises dans un rachat partiel antérieur ;
* si ce solde est négatif mais que le contrat présente un gain, et si le montant des prélèvements sociaux précédemment acquittés excède la différence entre la valeur du contrat au jour du rachat partiel, augmentée des prélèvements sociaux acquittés sur le compartiment euro, et la somme des versements effectués sur le contrat, multipliée par le taux d'imposition aux prélèvements sociaux en vigueur à la date du rachat (ou, pour la part des produits exonérés d'impôt sur le revenu, par le (ou les) tau(x) applicables), l'excédent est restitué à hauteur du rapport existant entre les primes comprises dans le rachat partiel et le montant total des primes versées net des primes comprises dans un rachat partiel antérieur.

**Exemples**

Un contrat multisupports, souscrit par un versement de 1 000 000 € en année N, et investi à hauteur de 60 % sur le compartiment en euro et 40 % sur le compartiment UC, fait l'objet d'un rachat partiel de 200 000 € en N+5.  
  
Le montant cumulé des produits capitalisés sur le compartiment euro s'élève à 63 242 € à l'époque du rachat. Des prélèvements sociaux ont été acquittés, au fil de l'eau, sur le compartiment en euro, pour un montant total fixé, par hypothèse, à 7 779 €.  
  
Le contrat présente un gain au jour du rachat partiel  
En N+5, le contrat a une valeur totale de 1 295 898 € :

* montant cumulé des produits du compartiment euro taxés annuellement, nets de prélèvements sociaux : 63 242 € - 7 779 € = 55 463 €
* calcul du solde : 1 295 898 € - 1 000 000 € - 55 463 € = 240 435 €

Le solde est positif, le souscripteur doit acquitter des prélèvements sociaux supplémentaires :

* total des produits à soumettre aux prélèvements sociaux s'il s'était agi d'un rachat total : 240 435 €
* montant des prélèvements sociaux à prélever correspondants : 240 435 € x 17,2 % = 41 355 €

Total des prélèvements sociaux à acquitter s'agissant d'un rachat partiel : 41 355 € x (1 000 000 € x 200 000 € / 1 295 898 €) / 1 000 000 € soit 6 382 €.  
  
Le contrat est en perte au jour du rachat partiel  
En N+5, le contrat a une valeur totale de 910 905 € :

* montant cumulé des produits du compartiment euro taxés annuellement, nets de prélèvements sociaux : 63 242 € - 7 779 € = 55 463 €
* calcul du solde : 910 905 € - 1 000 000 € - 55 463 € = - 144 558 €

Le solde est négatif et le contrat est globalement en perte, des prélèvements sociaux doivent être restitués. S'il s'était agi d'un rachat total le montant des prélèvements sociaux à restituer aurait été de 7 779 €.  
Total des prélèvements sociaux à restituer s'agissant d'un rachat partiel : 7 779 € x (1 000 000 € x 200 000 € / 910 905 €) / 1 000 000 € = 1 708 €.  
  
Le compartiment en UC est en perte, mais le contrat présente globalement un gain au jour du rachat partiel  
En N+5, le contrat a une valeur totale de 1 006 906 € :

* montant cumulé des produits du compartiment euro taxés annuellement, nets de prélèvements sociaux : 63 242 € - 7 779 € = 55 463 €
* calcul du solde : 1 006 906 € - 1 000 000 € - 55 463 € = - 48 557 €

Le solde est négatif mais le contrat présente un gain : le montant des prélèvements acquittés au fil de l'eau (7 779 €) est plus important que le montant des prélèvements sociaux calculés sur l'ensemble des produits attachés contrat qui est de 2 526 € (soit 1 006 906 € + 7 779 € - 1 000 000 € au taux de 17,2 %).

Le montant des prélèvements sociaux à restituer s'il s'était agi d'un rachat total aurait été de : 7 779 € - 2 526 € = 5 253 €.

S'agissant d'un rachat partiel, le montant des prélèvements sociaux à restituer est de : 5 253 € x (1 000 000 € x 200 000 € / 1 006 906 €) / 1 000 000 € soit 1 043 €.

En cas de rachats partiels successifs

L'assiette des prélèvements sociaux est recalculée sur l'ensemble du contrat en retranchant à la valeur totale du bon ou du contrat au jour du rachat (ou du décès) la valeur des versements effectués et en ajoutant les prélèvements sociaux perçus lors de l'inscription en compte ainsi que le montant des rachats.  
  
Les produits déjà taxés sont calculés en tenant compte des produits taxés lors de leur inscription en compte et, selon le cas, des produits taxés ou des produits ayant donné lieu à restitution dans les rachats partiels antérieurs. Les prélèvements calculés sur l'assiette ainsi déterminée, aux taux en vigueur à la date du rachat ou du décès, sont comparés à ceux déjà prélevés pour déterminer, selon le cas, le complément de prélèvements dus ou le montant à restituer.

## **7. Mutation à titre onéreux**

La mutation à titre onéreux (cession, échange, apport en société, paiement en nature de la créance de restitution par attribution du contrat de capitalisation) permet de purger les intérêts latents pour l’acquéreur ou le bénéficiaire de l’apport, lequel conserve également l’antériorité du contrat  de capitalisation.

**Avis Fidroit :**

Depuis 2018,

* on peut procéder de manière fiscalement avantageuse à la transmission à titre onéreux du contrat et notamment à l’emploi des capitaux issus d'un quasi-usufruit dans la souscription d’un contrat de capitalisation (qui sera attribué aux nus-propriétaire en paiement de la créance de restitution). Cependant, il faut veiller à ce que la succession du quasi-usufruitier contienne assez d'actifs pour régler la créance de restitution,
* l'apport d'un contrat de capitalisation à une société peut être une stratégie fiscale intéressante (notamment lorsque le contrat est en perte) et permet par ailleurs d'organiser la transmission (via une donation-partage).  
  Voir notre stratégie client : [Souscrire un contrat de capitalisation](https://api.fidroit.fr/document/38917) (fiche argumentaire - contrat de capitalisation et société)

### **7.1. Pour le cédant ou l'apporteur**

La cession ou l'apport en société du contrat constituent des mutations à titre onéreux. Ces mutations ne sont pas taxées comme des rachats (intérêts) mais comme des ventes (plus-values), ainsi :

* le gain est constitué par la différence entre le prix de cession et le prix d'acquisition (à titre gratuit ou onéreux) du contrat.  
  Le prix d'acquisition est augmenté du montant des primes versées par le cédant ainsi que des frais d'acquisition à titre onéreux (rémunération d'intermédiaires, honoraires d'expert, courtages et commissions, frais de souscription, frais d'actes) ou à titre gratuit (droits de donation et succession)   
  CGI. art. 150-0 D   
  [BOI-RPPM-PVBMI-20-10-20-10](https://bofip.impots.gouv.fr/bofip/3648-PGP.html/identifiant%3DBOI-RPPM-PVBMI-20-10-20-10-20191220) § 40  
  [BOI-RPPM-PVBMI-20-10-20-30](https://bofip.impots.gouv.fr/bofip/3621-PGP.html/identifiant=BOI-RPPM-PVBMI-20-10-20-30-20191220) § 90
* le cédant ou l'apporteur est taxé sur les intérêts latents au jour de la cession ou de l'apport (pour les primes versées avant le 27 septembre 2017 au PFL ou à l'IR et pour les primes versées après le 27 septembre 2017, au PFU  ou à l’IR) :  le régime confiscatoire de l'anonymat ne s'applique plus depuis 2018,
* les abattements de 4 600 € ou 9 200 € ne s'appliquent pas,
* les gains attachés aux primes versées avant le 27 septembre 2017 sont taxés au barème progressif de l'IR ou sur option au PFL (35 %, 15 %, ou 7,5 % selon la durée de souscription du contrat) et les gains attachés aux primes versées après le 27 septembre 2017 sont taxés au PFU (7,5 % ou 12,8 %) ou sur option globale au barème progressif de l'IR.
* si le contrat est cédé ou apporté en perte :les moins-values matérialisées lors de l'apport d’un contrat de capitalisation peuvent fiscalement s’imputer sur les produits (intérêts : rachats sur contrat d'assurance-vie ou de capitalisation) et gains de cession (plus-values : cession en plus-value de contrat de capitalisation) de contrats de capitalisation ou placements de même nature, réalisés au cours de l’année et des 5 années suivantes (contrairement aux moins-values constatées en cas de rachat) et soumis au même régime d'imposition.​​​​  
  CGI. art. 124 C  
  [BOI-RPPM-RCM-20-10-20-50 § 430 à 460](http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/3951-PGP.html?identifiant=BOI-RPPM-RCM-20-10-20-50-20191220)

**Remarques :**

Seules les cessions à titre onéreux (cession, apport en société) génèrent ces moins-values.

La transmission à titre gratuit (par donation ou succession) d’un contrat de capitalisation en perte ne génère pas de moins-values (et  n'est pas une bonne opération puisque la perte ne pourra alors être utilisée ni par le donateur ou défunt ni par le donataire ou héritier),alors que sur un contrat en gains, il entraîne une *"purge"* fiscale des produits qu’il recèle.  
[BOI-RPPM-RCM-20-10-20-50](http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/3951-PGP.html?identifiant=BOI-RPPM-RCM-20-10-20-50-20191220) § 225,

Les *"pertes"* constatées lors de rachats (total ou partiel) sur contrats d’assurance-vie ou de capitalisation ne s’imputent sur aucun produit ou gains de cession.  
CAA Bordeaux 06 nov. 2008  
CAA Lyon 25 janv. 2011  
CE 20 mars 2013 [n°347881](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/jurisprudence/ce20mars2013347881.pdf) et [n°347882](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/jurisprudence/ce20mars2013347882.pdf)

La définition de la notion de *"même régime d’imposition"* n'est pas explicitée par le BOFIP : a notre sens, une perte générée au cours d’une année où le PFU a été retenu ne peut pas neutraliser les gains ou produits matérialisés une année où une option globale pour le barème progressif de l’IR a été prise. De même, des pertes de cession afférentes à des primes versées après le 27 septembre 2017 (quelle que soit l’option prise) ne peuvent pas compenser des gains ou produits issus de primes versées avant le 27 septembre 2017 soumis au PFL.   
Reste une inconnue : des pertes afférentes à des primes versées avant le 27 septembre 2017 (non soumises au PFL par définition) sont-elles imputables sur des produits et gains de cession issus de primes versés après cette date, en cas d’option globale pour le barème progressif de l'impôt ?  
La réponse semble positive, si l’on considère que la prise en compte dans le revenu net global prévu à l'article 158 du CGI et imposition au barème progressif de l'impôt suffises. Mais ce n’est pas confirmé par les exemples exposés par l’administration.  
Si cette analyse est retenue, le tableau suivant expose alors la base d’imputation potentielle de la perte subie lors de la cession d’un contrat de capitalisation.

| **Les pertes de cession sont-elles imputables ?** | | | | |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Date de versement des primes sur le contrat en perte cédé | **Primes versées avant le 27 sept. 2017** | | **Primes versées avant le 27 sept. 2017** | |
| Régime fiscal choisi lors du rachat ou l’année de la cession. | Déclaration IR | PFL | PFU | Option globale IR |
| Gains de cession d’un contrat de capitalisation ou produits sur rachat d’assurance-vie ou de capitalisation Primes versées **avant** le 27 sept. 2017 | Oui | Non | Non | Peut-être |
| Gains de cession d’un contrat de capitalisation ou produits sur rachat d’assurance-vie ou de capitalisation **soumis au PFU** Primes versées **après** le 27 sept. 2017 | Non | Non | Oui | Non |
| Gains de cession d’un contrat de capitalisation ou produits sur rachat d’assurance-vie ou de capitalisation **avec option globale IR** Primes versées **après** le 27 sept. 2017 | Peut-être | Non | Non | Oui |

La compensation s'effectue sur les rachats d'assurance-vie ou de capitalisation avant application des abattements de 4 600 € ou 9 200 € sur les rachats et en priorité sur la fraction soumise à 7,5 % (lorsque le contrat de plus de 8 ans).  
[BOI-RPPM-RCM-20-10-20-50](http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/3951-PGP.html?identifiant=BOI-RPPM-RCM-20-10-20-50-20191220)[§](http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/3742-PGP.html?identifiant=BOI-RPPM-RCM-30-20-30-20191220)[460](http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/3951-PGP.html?identifiant=BOI-RPPM-RCM-20-10-20-50-20191220)  
  
Cette perte, potentiellement imputable, n'a pas d'incidence sur l'acompte de 12,8 % prélevée à la source en cas de rachat (puisque cet acompte s'applique sur l'assiette brute).  
[BOI-RPPM-RCM-30-20-30 § 138](http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/3742-PGP.html?identifiant=BOI-RPPM-RCM-30-20-30-20191220)  
  
Cette perte, potentiellement imputable, n'a pas d'incidence sur le prélèvement à la source des prélèvements sociaux : l’exigibilité des prélèvements sociaux est autonome de la fiscalité appliquée aux produits concernés. Ainsi, l’imputation d’une perte sur un rachat neutralise uniquement l’impôt ; les prélèvements sociaux retenus à la source restent dus.  Le fait que ces produits soient ou non imposables, soumis ou non à un prélèvement libératoire, n’aura qu’une incidence éventuelle sur la déductibilité partielle de la CSG.

Les gains sont à indiquer en cases 2VM à 2VP de la déclaration 2042 C.  
Les moins-values sont à indiquer en cases 2VQ, 2 VR et 2VS.

### **7.2. Pour le cessionnaire ou la société bénéficiaire de l'apport**

Le cessionnaire ou la société bénéficiaire de l'apport :

* reçoit le contrat de capitalisation purgé des intérêts latents (puisqu'ils ont été taxés chez le cédant ou l’apporteur),
* conserve l'antériorité du contrat dans la plupart des cas (à l’exception des produits des contrats ouverts, hors de France, dans un Etat de l’EEE  afférents à des primes versées avant le 27 septembre 2017 pour lesquels la durée des bons ou contrats de capitalisation ainsi que des placements de même nature s'entend de leur durée effective de détention par le contribuable) ce qui lui permet de bénéficier de la fiscalité avantageuse si le contrat a plus de 8 ans au jour du rachat ou du remboursement à terme (le délai de 8 ans étant décompte depuis la souscription initiale par le cédant ou l'apporteur).   
  Par ailleurs, le seuil de 150 000 € est apprécié en tenant compte des seules primes versées par la société (sans tenir compte des primes versées par l’apporteur ou le cédant.  
  Ainsi, la société bénéficiera notamment d'un taux de 7,5 % si le contrat a plus de 8 ans et que la société a versé moins de 150 000 € de primes.

CGI. art. 150-0 D, 1

## **8. Transmission à titre gratuit**

### **8.1. Donation**

#### **8.1.1. Acte de donation**

La donation d'un contrat de capitalisation doit en principe être réalisée par notaire. Il n’est théoriquement pas possible de faire un don manuel sur un contrat de capitalisation (qui est une créance) puisque que sa transmission nécessite un écrit. Or, en matière de donation, une donation réalisée par écrit est nécessairement réalisée par acte notarié.

Cela étant, en raison de la pratique autour du bon de capitalisation, qui pouvait faire l’objet d’un transfert manuel, certaines compagnies d’assurance admettent un don manuel suivi d’un *"changement de porteur".*

La donation peut être réalisée en pleine propriété ou en démembrement.

**Avis  FIdroit :**

En cas de démembrement, il est préférable de souscrire autant de contrat de capitalisation que de donataire et d'attribuer un contrat par donataire puisqu'au décès de l'usufruitier chaque donataire pourra récupérer la pleine propriété d’un contrat afin :

* d'éviter le paiement du droit de partage de 2,5 % sur la valeur vénale du contrat,
* de permettre à chaque donataire, devenu plein propriétaire du contrat, de gérer seul le contrat et d'éviter ainsi une mauvaise gestion du contrat en cas de désaccord entre les indivisaires.

Pour plus de détail sur la donation du contrat de capitalisation voir notre stratégie client : [Souscrire un contrat de capitalisation (personne physique)](https://api.fidroit.fr/document/38917) § 3

#### **8.1.2. Droits de donation**

En cas de donation du contrat de capitalisation, les droits de donation sont dus sur la valeur nominale augmentée des intérêts échus non perçus et des intérêts courus, c'est-à-dire :

* en cas de gain (valeur vénale > primes versées), la valeur vénale du contrat au jour de la donation,
* en cas de perte, la valeur nominale augmentée des intérêts échus non perçus et des intérêts courus.

[BOI-ENR-DMTG-10-40-10-40](http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/1391-PGP.html?identifiant=BOI-ENR-DMTG-10-40-10-40-20120912) § 60[RM Deprez JOAN 21 oct. 2002, n°2020](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/autres/RM_DEPREZ.pdf)  
[CA Paris  25 nov. 2014](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/jurisprudence/CA-Paris-25-novembre-2014.pdf)

#### **8.1.3. Fiscalité sur les rachats réalisés par le donataire**

##### **8.1.3.1. Rachats réalisés depuis le 1er janvier 2018**

Pour les rachats réalisés depuis le 1er janvier 2018, la donation purge la fiscalité (IR et prélèvements sociaux) sur les intérêts latents (à l'exception des prélèvements sociaux déjà acquittés sur les fonds euros).  
En effet, pour les rachats réalisés depuis le 1er janvier 2018, la[loi de finances pour 2018](https://api.fidroit.fr/document/51255) précise qu'en cas de cession, le prix à retenir est le prix d'acquisition du contrat (c'est-à-dire la valeur au contrat retenue pour le calcul des droits de donation).  
CGI. art. 124 C  
CGI. art. 125-0 A

Le BOFIP précise que la *"cession" v*ise les cessions à titre onéreux (vente, apport, échange) et à titre gratuit.  
[BOI-RPPM-RCM-20-10-20-50](http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/3951-PGP.html?identifiant=BOI-RPPM-RCM-20-10-20-50-20191220), § 225 (la mise à jour du BOFIP date du 20/12/2019, cependant la loi de finances pour 2018 semble suffisamment précise dès l'origine pour anticiper une application dès 2018, sous réserve de l'interprétation différente d'un juge)

Ainsi, les intérêts latents (c'est-à-dire hors intérêts sur fonds euros) acquis entre la souscription et la donation ne sont :

* ni taxés au jour de la donation (puisqu'il n'y a pas de rachat)
* ni taxé au moment du rachat ou du remboursement au donataire (puisqu'il y a lieu de retenir pour la taxation, la différence entre le montant du rachat et le prix d'acquisition, c'est-à-dire la valeur du contrat retenue pour le calcul des droits de donation)

... et sont donc purgés en cas de rachat réalisé après le 1er janvier 2018. Seuls les intérêts acquis depuis la donation sont taxables.

Par ailleurs, le donataire conserve l'antériorité du contrat : le délai de détention (déterminant la fiscalité applicable) est calculé à compter de la date de souscription initiale par le donateur et non pas à compter de la date de la donation. ​

**Attention :**

Ces règles ont été précisées par le BOFIP en date du 20 décembre 2019, mais s'appliquent depuis le 1er janvier 2018 (date de modification du texte par la loi de finances pour 2018). Ainsi, pour les donations réalisées depuis le 1er janvier 2018, il est possible de réclamer à la compagnie, l'impôt prélevé sur les gains antérieurs transmission à titre gratuit.  
Notons qu'en cas de rachat, les droits de donation ne peuvent minorer le montant du rachat imposable (car il s'agit d'intérêt sur un rachat et non d'une plus-value sur cession). En revanche si le donataire apporte ou cède le contrat, l'opération est taxable en plus-value (les frais de donation acquittés par le donataire peuvent venir en majoration du prix d'acquisition et donc réduire le montant d ela plus-value imposable).  
  
Les règles sont différentes en cas de donation d'un PEA capitalisation / PEA assurance.  
Voir notre Doc. Expert : [Plan d'épargne en actions (PEA)](https://api.fidroit.fr/document/37882)  
Voir notre stratégie client : [Souscrire un contrat de capitalisation - fiche argumentaire -Comparatif contrat de capitalisation / PEA assurance - PEA capitalisation](https://api.fidroit.fr/document/38917)

**Avis FIdroit :**

Ces nouvelles dispositions (depuis 2018) soulèvent plusieurs interrogations notamment sur les modalités d'application pratiques pour les compagnies mais également pour les stratégies de démembrement du contrat de capitalisation :

* En cas de donation de la nue-propriété du contrat, quel sera l'assiette de taxation en cas de rachat ultérieur ?  
  La logique voudrait qu’une fraction des intérêts latents soit purgée par la donation de la nue-propriété ; mais ceci reste à confirmer.   
  *Exemple* : un contrat de capitalisation est souscrit avec 100 000 € ; il s’est revalorisé à 120 000 €. Son souscripteur de 65 ans donne la nue-propriété du contrat. Les droits de donation seront calculés sur 60 % de 120 000 €, soit 72 000 €. Le prix d’acquisition du contrat devrait donc s’établir à 72 000 € (valeur du droit donné) + 40 000 € (fraction de primes versée par l’usufruitier) soit 112 000 €. Les intérêts latents résiduels seraient donc limités à 8 000 € pour l’avenir ; ce qui correspond bien à 40 % des intérêts non purgés par la donation.
* En cas de décès l'usufruitier après la donation en nue-propriété du contrat, quel sera le prix d'acquisition à retenir pour les futurs rachats ou pour une cession ultérieure ?  
  Doit-on ici retenir les primes versées par les deux (112 000 € dans notre exemple) ou seulement le prix d’acquisition du nu-propriétaire (72 000 €) ? C’est probablement la seconde solution qui résulte de la lecture du BOFiP.  
  La même incertitude peut être constatée en cas de souscription en démembrement.

En pratique, il convient de se rapprocher de la compagnie afin de déterminer le traitement qu'elle entend appliquer (certaines compagnies ne purgent aucun intérêt en cas de donation mais purgent en cas de décès, d'autres purgent tant en cas de donation que de décès, d'autres retiennent la valeur de la nue-propriété pour le calcul des intérêts taxables,  ce qui de fait, créé une masse taxable sans que le contrat se soit revalorisé économiquement).

Une certitude, en cas de contrat en perte, il n'est pas opportun de donner le contrat de capitalisation puisque le nouvel acquéreur se verrait appliquer un prix d'acquisition inférieur au montant des primes versées.  
  
De nouvelles précisions doivent être apportées sur ces éléments avant de redéfinir efficacement nos stratégies combinantes assurance-vie, contrats de capitalisation et PER...:

* En assurance-vie, les intérêts latents sont taxés aux prélèvements sociaux (mais exonérés d'IR) en cas de décès, mais la valeur acquise du contrat, nette de prélèvements sociaux (ou le cumul des primes en 757 B) bénéficie de la fiscalité assurance-vie (CGI. art 990 I et 757 B selon la date de versement des primes),
* Dans un PER-assurance, les intérêts latents sont exonérés d'IR et de prélèvements sociaux en cas de décès, mais la valeur acquise du contrat, brute de prélèvements sociaux, bénéficie de la fiscalité PER-assurance (CGI. art 990 I et 757 B selon la date du décès),
* Dans un contrat de capitalisation, les intérêts latents sont exonérés d'IR et de prélèvements sociaux en cas de décès ou donation, mais la valeur vénale brute du contrat est taxée aux droits de succession ou de donation.

Pour plus de précisions, voir notre [actualité correspondante.](https://api.fidroit.fr/document/52129)

##### **8.1.3.2. Rachats réalisés jusqu'au 31 décembre 2017**

En cas de rachat avant le 1er janvier 2018, les donataires conservaient l’antériorité du contrat, mais les intérêts latents au jour de la donation n'étaient pas purgés et devaient être acquittés au moment du rachat ou du remboursement à terme effectué aux donataires.  
[BOI-RPPM-RCM-30-10-20-20](http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/9312-PGP.html?identifiant=BOI-RPPM-RCM-30-10-20-20-20140630), § 70  
[BOI-RPPM-RCM-20-10-10](http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/820-PGP.html?identifiant=BOI-RPPM-RCM-20-10-10-20140211), 220  
[Doc. adm. 5 I 1226](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/autres/DB_5_I_1226.pdf) § 102  
[Doc. adm. 5 I 321](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/autres/DB_5_I_321.pdf) § 19  
[Doc. adm. 5 I 1226](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/autres/DB_5_I_1226.pdf) § 102

Pour plus d'éléments, voir § 10. Rappel -  Régime de l'anonymat

### **8.2. Succession**

#### **8.2.1. Conséquences du décès du souscripteur**

En cas de décès du souscripteur avant le terme, le contrat de capitalisation n’est pas dénoué et intègre la succession du souscripteur (à l’inverse d’un contrat d’assurance-vie). Le contrat revient aux héritiers ou aux légataires et peut faire l'objet d'un démembrement suite au décès du souscripteur.

**Avis  FIdroit :**

Il est préférable de souscrire autant de contrat de capitalisation que de personnes à gratifier et de léguer un contrat par personne puisque, de ce fait, au décès du souscripteur, chaque légataire pourra récupérer la pleine propriété d’un contrat afin :

* d'éviter le paiement du droit de partage de 2,5 % sur la valeur vénale du contrat,
* de permettre à chaque légataire de gérer seul le contrat et d'éviter ainsi une mauvaise gestion du contrat en cas de désaccord avec les autres légataires.

#### **8.2.2. Droits de succession**

En cas de décès du souscripteur du contrat de capitalisation, les droits de succession sont dus :

* en cas de gain (valeur vénale > primes versées), sur la valeur vénale (nominal + intérêts) du contrat au jour du décès,
* en cas de perte (valeur vénale < primes versées), sur la valeur de rachat du contrat au jour du décès (nominal - pertes).

[BOI-ENR-DMTG-10-40-10-40](http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/1391-PGP.html?identifiant=BOI-ENR-DMTG-10-40-10-40-20120912) § 60[RM Deprez JOAN 21 oct. 2002, n°2020](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/autres/RM_DEPREZ.pdf)

Notez qu'après 70 ans, l'assiette des droits de succession est différente entre le contrat de capitalisation (la valeur vénale au jour du décès) et le contrat d'assurance-vie (le cumul des primes versées après 70 ans).

#### **8.2.3. Fiscalité sur les rachats réalisés par les héritiers ou légataires**

##### **8.2.3.1. Rachats réalisés depuis le 1er janvier 2018**

Pour les rachats réalisés depuis le 1er janvier 2018, le décès purge la fiscalité (IR et prélèvements sociaux) sur les intérêts latents (à l'exception des prélèvements sociaux déjà acquittés sur les fonds euros).

En effet, pour les rachats réalisés depuis le 1er janvier 2018, la[loi de finances pour 2018](https://api.fidroit.fr/document/51255) précise qu'en cas de cession, le prix à retenir est le prix d'acquisition du contrat (c'est-à-dire la valeur au contrat retenue pour le calcul des droits de succession).  
CGI. art. 124 C  
CGI. art. 125-0 A

Le BOFIP précise que la *"cession" v*ise les cessions à titre onéreux (vente, apport, échange) et à titre gratuit.  
[BOI-RPPM-RCM-20-10-20-50](http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/3951-PGP.html?identifiant=BOI-RPPM-RCM-20-10-20-50-20191220), § 225 (la mise à jour du BOFIP date du 20/12/2019, cependant la loi de finances pour 2018 semble suffisamment précise dès l'origine pour anticiper une application dès 2018, sous réserve de l'interprétation différente d'un juge)

Ainsi, les intérêts latents (c'est-à-dire hors intérêts sur fonds euros) acquis entre la souscription et le décès ne sont :

* ni taxés au jour du décès (puisqu'il n'y a pas de rachat)
* ni taxé au moment du rachat ou du remboursement à l'héritier ou légataire (puisqu'il y a lieu de retenir pour la taxation, la différence entre le montant du rachat et le prix d'acquisition, c'est-à-dire la valeur du contrat retenue pour le calcul des droits de succession),

​... et sont donc purgés en cas de rachat réalisé après le 1er janvier 2018. Seuls les intérêts acquis depuis le décès sont taxables.

Par ailleurs, l'héritier ou légataire conserve l'antériorité du contrat : le délai de détention (déterminant la fiscalité applicable) est calculé à compter de la date de souscription initiale par le donateur et non pas à compter de la date de la donation. ​

**Attention :**

Ces règles ont été précisées par le BOFIP en date du 20 décembre 2019, mais s'appliquent depuis le 1er janvier 2018 (date de modification du texte par la loi de finances pour 2018).

Ainsi, pour les décès depuis le 1er janvier 2018, il est possible de réclamer à la compagnie, l'impôt prélevé sur les gains antérieurs transmission à titre gratuit.

Notons qu'en cas de rachat, les droits de succession ne peuvent minorer le montant du rachat imposable (car il s'agit d'intérêt sur un rachat et non d'une plus-value sur cession).

En revanche si l'héritier ou le légataire apporte ou cède le contrat, l'opération est taxable en plus-value (les frais de succession acquittés par l'héritier ou le légataire peuvent venir en majoration du prix d'acquisition et donc réduire le montant de la plus-value imposable).

Les règles sont différentes en cas de donation d'un PEA capitalisation / PEA assurance.  
Voir notre Doc. Expert : [Plan d'épargne en actions (PEA)](https://api.fidroit.fr/document/37882)  
Voir notre stratégie client : [Souscrire un contrat de capitalisation - fiche argumentaire -Comparatif contrat de capitalisation / PEA assurance - PEA capitalisation](https://api.fidroit.fr/document/38917)

**Avis Fidroit :**

Ces nouvelles dispositions (depuis 2018) soulèvent plusieurs interrogations notamment sur les modalités d'application pratiques pour les compagnies mais également pour les stratégies de démembrement du contrat de capitalisation :

* En cas de donation de la nue-propriété du contrat, quel sera l'assiette de taxation en cas de rachat ultérieur ?  
  La logique voudrait qu’une fraction des intérêts latents soit purgée par la donation de la nue-propriété ; mais ceci reste à confirmer.   
  *Exemple* : un contrat de capitalisation est souscrit avec 100 000 € ; il s’est revalorisé à 120 000 €. Son souscripteur de 65 ans donne la nue-propriété du contrat. Les droits de donation seront calculés sur 60 % de 120 000 €, soit 72 000 €. Le prix d’acquisition du contrat devrait donc s’établir à 72 000 € (valeur du droit donné) + 40 000 € (fraction de primes versée par l’usufruitier) soit 112 000 €. Les intérêts latents résiduels seraient donc limités à 8 000 € pour l’avenir ; ce qui correspond bien à 40 % des intérêts non purgés par la donation.
* En cas de décès l'usufruitier après la donation en nue-propriété du contrat, quel sera le prix d'acquisition à retenir pour les futurs rachats ou pour une cession ultérieure ?  
  Doit-on ici retenir les primes versées par les deux (112 000 € dans notre exemple) ou seulement le prix d’acquisition du nu-propriétaire (72 000 €) ? C’est probablement la seconde solution qui résulte de la lecture du BOFiP.

En pratique, il convient de se rapprocher de la compagnie afin de déterminer le traitement qu'elle entend appliquer (certaines compagnies ne purgent aucun intérêt en cas de donation mais purgent en cas de décès, d'autres purgent tant en cas de donation que de décès, d'autres retiennent la valeur de la nue-propriété pour le calcul des intérêts taxables,  ce qui de fait, créé une masse taxable sans que le contrat se soit revalorisé économiquement).

Une certitude, en cas de contrat en perte, il n'est pas opportun de donner le contrat de capitalisation puisque le nouvel acquéreur se verrait appliquer un prix d'acquisition inférieur au montant des primes versées.

De nouvelles précisions doivent être apportées sur ces éléments avant de redéfinir efficacement nos stratégies combinantes assurance-vie, contrats de capitalisation et PER...:

* En assurance-vie, les intérêts latents sont taxés aux prélèvements sociaux (mais exonérés d'IR) en cas de décès mais la valeur acquise du contrat, nette de prélèvements sociaux (ou le cumul des primes en 757 B) bénéficie de la fiscalité assurance-vie (CGI. art 990 I et 757 B selon la date de versement des primes),
* Dans un PER-assurance, les intérêts latents sont exonérés d'IR et de prélèvements sociaux en cas de décès mais la valeur acquise du contrat, brute de prélèvements sociaux, bénéficie de la fiscalité PER-assurance  (CGI. art 990 I et 757 B selon la date du décès),
* Dans un contrat de capitalisation, les intérêts latents sont exonérés d'IR et de prélèvements sociaux en cas de décès ou donation mais la valeur vénale brute du contrat est taxée aux droits de succession ou de donation.

Pour plus de précisions, voir notre [actualité correspondante.](https://api.fidroit.fr/document/52129)

##### **8.2.3.2. Rachats réalisés jusqu'au 31 décembre 2017**

En cas de rachat avant le 1er janvier 2018, les donataires conservaient l’antériorité du contrat, mais les intérêts latents au jour du décès n'étaient pas purgés et devaient être acquittés au moment du rachat ou du remboursement à terme effectué aux héritiers ou légataires.  
[BOI-RPPM-RCM-30-10-20-20](http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/9312-PGP.html?identifiant=BOI-RPPM-RCM-30-10-20-20-20140630), § 70  
[BOI-RPPM-RCM-20-10-10](http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/820-PGP.html?identifiant=BOI-RPPM-RCM-20-10-10-20140211), 220  
[Doc. adm. 5 I 1226](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/autres/DB_5_I_1226.pdf) § 102  
[Doc. adm. 5 I 321](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/autres/DB_5_I_321.pdf) § 19  
[Doc. adm. 5 I 1226](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/autres/DB_5_I_1226.pdf) § 102

Pour plus d'éléments, voir § 10. Rappel - Régime de l'anonymat

### **8.3. Démembrement**

#### **8.3.1. Origine**

Le contrat de capitalisation peut être détenu en démembrement (suite à une donation ou un décès).  
Il est possible de souscrire le contrat de capitalisation en remployant un capital démembré : il n'est pas envisageable de souscrire un contrat en démembrement en procédant à des versements en pleine propriété par le nu-propriétaire et l'usufruitier.

#### **8.3.2. Convention de démembrement**

Il est impératif de rédiger une convention de démembrement (par acte notarié ou par acte sous seing privé) afin de déterminer les pouvoirs de l’usufruitier et du nu-propriétaire sur la gestion du contrat, spécialement en matière d’arbitrage, de rachat et d’avance. Les compagnies d’assurance proposent des conventions pré-rédigées, ce qui garantit leur bonne exécution.   
Pour plus d'éléments, voir notre stratégie client : [Souscrire un contrat de capitalisation](https://api.fidroit.fr/document/38917)  
  
En principe :

* les arbitrages sont laissés au libre choix de l'usufruitier,
* les avances sont interdites par la convention de démembrement,
* l'usufruitier peut (voire est obligé) de procéder à des rachats. La convention doit définir les fruits rachetables par l'usufruitier. En principe, on accorde à l'usufruitier le droit de racheter à hauteur de la valeur, nette de frais, excédant le total des primes nettes versées. Il est également possible de prévoir la perception de revenus réguliers (par exemple : 2,5 % de la valeur acquise du contrat par an).  
  C'est l'usufruitier qui est redevable de la fiscalité en cas de rachat (bien que mécaniquement le rachat contienne une quote-part d'intérêt et une quote-part de capital).

**Avis FIdroit :**

Des difficultés peuvent naître de la détention en direct du contrat de capitalisation en démembrement, notamment liées aux rachats et à l'obligation pour l'usufruitier de procéder à des rachats (pour exercer son droit d'usufruit) mais dans certains limites : on peut alors recourir à la souscription d’un contrat de capitalisation dans une société et démembrer les titres de la société.

#### **8.3.3. Rachat total**

A défaut de précision, lorsque les parties mettent fin volontairement au contrat (rachat total), les capitaux sont remis à l’usufruitier qui se charge de les répartir au prorata des droits de chacun (en appliquant le barème économique ou barème fiscal). Il est cependant possible de prévoir que les fonds sont attribués à l’usufruitier en quasi-usufruit ou devront être remployés en démembrement.

Lorsque le contrat prend fin naturellement (au terme du remboursement), les capitaux sont remis à l’usufruitier en quasi-usufruit (s'il est encore en vie). Le nu-propriétaire devient titulaire d’une créance de restitution à percevoir au décès du quasi-usufruitier.

En cas de décès de l'usufruitier avant le terme du remboursement, les capitaux sont versés directement au nu-propriétaire devenu plein propriétaire du contrat (le nu-propriétaire devenu plein propriétaire conserve l'antériorité du contrat et sera taxé selon la durée de détention depuis la souscription initiale).

## **9. Arbitrages et avances**

### **9.1. Imposition des arbitrages**

Sur un contrat en unités de compte, l'épargnant a la possibilité de transférer librement, en cours de contrat, les sommes investies vers les différents supports proposés par le contrat.  
  
Sur le plan fiscal, ces opérations ne génèrent aucune imposition, ni à l’impôt sur le revenu ni aux prélèvements sociaux.  
  
En effet, le souscripteur d'un contrat en unités de compte ne détient qu'un droit de créance sur la société d'assurance et ne détient pas un droit de propriété sur les actifs constituant les unités de compte. Le souscripteur procède aux arbitrages souhaités grâce au mécanisme juridique de la stipulation pour autrui.  
  
Ainsi, toute opération de transfert de capitaux d'un support à l'autre ne modifie en rien la valeur de rachat du contrat et justifie donc l’absence d’imposition.

### **9.2. Imposition des avances**

En principe, l'avance n’est ni soumise à l’impôt sur le revenu ni aux prélèvements sociaux, sauf si l'administration fiscale apporte la preuve que l'assuré a demandé une avance dans le seul but de bénéficier d'une non imposition (procédure de l'abus de droit).

## **10. Régime de l'anonymat (supprimé)**

Le bon de capitalisation peut être :

* au porteur (anonyme) : le souscripteur ne souhaitait pas révéler à l’administration fiscale son identité et l’origine des fonds
* ou nominatif : le souscripteur relève son identité et son domicile fiscal à la compagnie d’assurance qui fournissait transmettait ces informations à l’administration fiscale ;

Jusqu'en 2017, cette distinction avait une incidence fiscale.

Le régime de l'anonymat a été supprimé depuis le 1er janvier 2018 afin de tenir compte des obligations des établissements financiers relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement des activités terroristes les obligeant à obtenir l’identité des bénéficiaires.  
[Loi de finances pour 2018](https://api.fidroit.fr/document/51255)

**Attention :**

En cas de non déclaration des bons anonymes (sur la période antérieure à 2018), le délai de prescription n'est pas automatiquement clos du fait de la suppression de l'anonymat. En effet, le point de départ du délai de prescription est la date à laquelle l'administration fiscale a connaissance du bon (c'est-à-dire vraisemblablement au moment du rachat lorsque la compagnie adressera un IFU, nominatif depuis 2018, à l'administration fiscale).  
Cass. crim. 11 sept. 2019, 18-83484 (relatif au point de départ du délai de prescription en matière de blanchiment)

### **10.1. Depuis le 1er janvier 2018**

#### **10.1.1. Rachat**

Les rachats sur les contrats et bons de capitalisation souscrits anonymement bénéficient désormais de la fiscalité nominative.  
Pour plus d'éléments, voir § 4.Imposition

#### **10.1.2. Cession à titre onéreux**

La mutation à titre onéreux (cession, échange apport en société, paiement en nature de la créance de restitution par attribution du contrat de capitalisation, distribution de dividendes ou réduction de capital en nature par attribution du contrat de capitalisation) permet de purger les intérêts latents pour l’acquéreur ou le bénéficiaire de l’apport, lequel conserve également l’antériorité du contrat  de capitalisation. Le cédant ou l'apporteur ne subit plus le régime confiscatoire de l’anonymat (depuis 2018).  
Pour plus d'éléments, voir § 7. Imposition - Transmission à titre onéreux

#### **10.1.3. Cession à titre gratuit**

En cas de transmission à titre gratuit du contrat de capitalisation (donation ou succession), les donataires, héritiers ou légataires conservent l’antériorité du contrat et les intérêts latents au jour de la transmission sont purgés.

Pour plus d'éléments, voir § 8. Imposition - Transmission à titre gratuit

### **10.2. Jusqu'au 31 décembre 2017**

#### **10.2.1. Cession à titre gratuit**

En cas de rachat avant le 1er janvier 2018, les donataires conservaient l’antériorité du contrat, mais les intérêts latents au jour de la donation ou du décès n'étaient pas purgés et devaient être acquittés au moment du rachat ou du remboursement à terme effectué aux donataires, héritiers ou légataires.  
[BOI-RPPM-RCM-30-10-20-20](http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/9312-PGP.html?identifiant=BOI-RPPM-RCM-30-10-20-20-20140630), § 70  
[BOI-RPPM-RCM-20-10-10](http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/820-PGP.html?identifiant=BOI-RPPM-RCM-20-10-10-20140211), 220  
[Doc. adm. 5 I 1226](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/autres/DB_5_I_1226.pdf) § 102  
[Doc. adm. 5 I 321](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/autres/DB_5_I_321.pdf) § 19  
[Doc. adm. 5 I 1226](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/autres/DB_5_I_1226.pdf) § 102  
  
Par ailleurs, le régime de l'anonymat s'appliquait comme suit en cas de demande de remboursement faite par les héritiers (transmission du bon de capitalisation au porteur  par décès) :

* bons souscrits avant le 1er janvier 1998 : choix entre un remboursement anonyme (60 % sur les intérêts et prélèvement annuel de 2 % du montant nominal de bon) ou un remboursement nominatif (c'est-à-dire autoriser l'établissement payeur à révéler leur identité à l'administration fiscale, auquel cas aucun impôt sur le revenu n'était dû car les versements ont été effectués avant le 1er janvier 1998 et sont donc exonérés d'IR mais des prélèvements sociaux pouvaient être dus).  
  En cas d'option pour le remboursement nominatif, cela peut avoir des conséquences en l'absence de déclarations des contrats dans la succession si le délai de reprise de l'administration fiscale n'est pas clos (31 décembre de la 6ème année suivant le décès).
* bons souscrits après le 1er janvier 1998 : régime fiscal de l'anonymat obligatoire (60 % sur les intérêts et prélèvement annuel de 2 % du montant nominal de bon) sans possibilité d'option pour le remboursement nominatif.

#### **10.2.2. Champ d'application**

##### **10.2.2.1. Principe**

Application du régime nominatif

Le régime nominatif s'appliquait si le souscripteur avait pris l'option pour ce régime.

L'option pour le caractère nominatif devait être prise :

* contrats ou bons souscrits avant le 1er janvier 1998 : au plus tard avant la mise en paiement des produits,
* contrats ou bons souscrits après le 1er janvier 1998 : à la souscription.

CGI. art. 990 A  
[BOI-ENR-TIM-40-10](http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/390-PGP.html?identifiant=BOI-ENR-TIM-40-10-20120912)  
[Inst. adm. 27 mai 1998, BOI 5 I-4-98](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/autres/instruction_5_juin_1998_BOI_5_I-4-98.pdf)

Par ailleurs, le régime nominatif s'appliquait, pour les seuls contrat souscrit après le 1er janvier 1998, lorsque le remboursement du bon ou contrat est demandé par une personne autre que le souscripteur ou le bénéficiaire, le bon doit avoir fait l’objet d’une mutation à titre gratuit (donation ou succession) déclarée à l'administration fiscale.  
[BOI-RPPM-RCM-30-10-20-80](http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/3743-PGP.html?identifiant=BOI-RPPM-RCM-30-10-20-80-20120912), § 630  
Instr. adm. 5 juin 1998, [BOI 5 I-4-98](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/instruction/BOI-5-I-4-98.pdf)

Application du régime de l'anonymat

Le caractère de l'anonymat s'appliquait :

* si le souscripteur n'avait pas choisi le régime nominatif (quelle que soit la date de souscription du bon ou du contrat),
* si, malgré le choix du souscripteur pour le régime nominatif, le remboursement du bon ou contrat était demandé par une autre personne que le souscripteur. Ainsi, bien qu'il était possible de transmettre le contrat de capitalisation, cette mutation à titre onéreux entre personnes physiques ou sociétés (cession, apport) entraînait l’application de l’anonymat lors du rachat futur. On évitait alors tout apport à une société, dation en paiement (remboursement d’une dette par remise d’un bien) et toute autre opération à titre onéreux.

Le régime de l'anonymat s'appliquait aux bons et contrats de capitalisation et bons du trésor et assimilés : les bons de causse et contrats d'assurance-vie étaient exclus.

**Remarques :**

L'obligation de paiement par chèque pour toute transaction supérieure à 1 000 € ne s'appliquait pas aux bons anonymes. Quel que soit le montant, le souscripteur était donc libre de payer, ou non, en espèces.

Toutefois et sans remettre en cause l'anonymat fiscal, dans le cadre de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (Tracfin), les établissements financiers étaient tenus d'identifier les clients occasionnels lorsque le montant de(s) opération(s) était supérieur à 15 000 €. Le fisc n'y avait pas accès dès lors que l'émetteur des bons n'était pas autorisé à lui communiquer les coordonnées du souscripteur.

##### **10.2.2.2. Cas particulier - Rachat par une entreprise passible en France de l'IS d'un contrat de capitalisation qu'elle avait acquis auprès d'une autre entreprise passible en France de l'IS**

Normalement, le régime de l'anonymat devait s’appliquer. Cependant, un tempérament avait été mis en place.

Le régime de l’anonymat ne s’appliquait pas lorsque les conditions suivantes sont cumulativement remplies :

* le contrat de capitalisation a été souscrit après le 1er janvier 1998
* lors du rachat, l'entreprise d'assurance est en possession d'éléments probants lui permettant de s'assurer que le contrat a bien été détenu, depuis sa souscription et de manière continue, par des entreprises établies en France et passibles, en France, de l'IS
* l'entreprise d'assurance respecte, lors du rachat, les obligations déclaratives applicables aux contrats de capitalisation qui bénéficient du régime du nominatif, […]. Ainsi, l'entreprise d'assurance doit, […], souscrire une déclaration récapitulative des opérations sur valeurs mobilières et revenus de capitaux mobiliers au nom de l'entreprise qui procède au rachat du contrat de capitalisation."

[Rescrit 16 déc. 2008, n°2008-33](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/autres/rescrit_16_dec_2008_bon_kapi.pdf" \t "_blank)  
[Inst. adm. 27 mai 1998, BOI 5 I-4-98](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/autres/instruction_5_juin_1998_BOI_5_I-4-98.pdf)  
CGI. art. 242 ter

#### **10.2.3. Régime de l'anonymat**

Le régime de l’anonymat, était particulièrement pénalisant au dénouement du contrat.

##### **10.2.3.1. PFL de 60 %**

Le total des produits générés par le contrat était soumis à un prélèvement forfaitaire libératoire (PFL) de 60 %, quelle que soit la durée du contrat et sans possibilité d'option pour l'imposition au barème progressif de l'IR et sans abattement.  
CGI. art. 125-0 A, II. 2°

##### **10.2.3.2. Prélèvements sociaux**

Le total des produits générés par le contrat était soumis aux prélèvements sociaux au taux en vigueur au jour du dénouement (à l'exception des produits ayant déjà supportés les prélèvements sociaux).

**Exemple :**

Mme R. souscrit un contrat de capitalisation le 6 juin 2000 et verse une prime unique de 100 000 € investie sur des unités de compte. Le terme, c’est-à-dire le remboursement, intervient le 15 août 2012 alors que le contrat dispose d’une valeur de rachat de 250 000 €. Ainsi, le montant des produits générés par le contrat est de 150 000 €.

Le coût fiscal était le suivant :

* ​​PFL : 150 000 € x 60 % = 90 000 €
* Prélèvement spécial : (100 000 € x 2%) x 12 = 24 000 €
* Prélèvements sociaux : 150 000 € x 15,5 % = 23 250 €

Le coût fiscal total était de 137 250 €. Ainsi, Mme R. disposait, après remboursement, d’un montant net de 112 750 €.

##### **10.2.3.3. Prélèvement annuel de 2 %**

Le nominal du contrat (c'est-à-dire les primes versées) était soumis à un prélèvement spécial de 2 % pour chaque 1er janvier passé entre la date de souscription et la date de remboursement. Ce prélèvement se substituait à la taxation à l'ISF.  
CGI. art. 990 A

**Cas particuliers**

* Si le contrat avait été souscrit avant le 1er janvier 1982 alors le prélèvement n'était dû qu’à partir de cette date.
* Entre le 1er janvier 1982 et le 1er janvier 1984, le taux était de 1,5 %. Une régularisation était effectuée pour que toutes les années soient au taux actuel de 2%.  
  Doc. adm. 7 Q 33  
  Exemple : M. Y a souscrit un contrat de capitalisation le 14 mai 1982. Le prélèvement était réalisé, en 2011, au taux de 2 % sur 28 ans. Le taux de 1,5 % n'était pas appliqué pour l’année 1983.
* Le contrat de capitalisation a une durée inférieure à 1 an et sans passage du 1er janvier. "*Si la période allant de l'émission au remboursement du bon est inférieure à un an, et si elle ne comprend pas un 1er janvier, le prélèvement est calculé en proportion de la durée du bon par rapport à une année entière*".  
  Doc. adm. 7 Q32​  
  Exemple : M. F. a souscrit un contrat de capitalisation, avec une prime unique de 100 000 €, le 14 mai 2012 pour 6 mois donc le remboursement aura lieu le 14 novembre 2012. Le prélèvement était réalisé au prorata du temps écoulé, soit 183 jours. Le prélèvement était de 100 000 € x (183/365) x 2%.

##### **10.2.3.4. Taxation d'office**

En principe, le contribuable mis en cause par l'administration fiscale dans le cadre d'un redressement fiscal ne pouvait justifier des revenus non déclarés, d'après l'article L. 16 du livre des procédures fiscales, par la vente ou le remboursement de bons anonymes ou de titres de même nature, quelle que soit leur date d'émission, lorsqu'il n'avait pas révélé à l'établissement payeur son identité et son domicile fiscal. En d'autres termes, ce type de preuve n'était pas accepté lorsque l'anonymat n'était pas levé et par conséquent la procédure d'imposition ou de "taxation d'office" pouvait être mise en oeuvre par l'administration fiscale.

Le Conseil d'Etatn dans un arrêt du 30 mars 2011, avait précisé la portée de l'article L. 16 du livre des procédures fiscales, en considérant que ce type de preuve était recevable en cas de contestation de la taxation d'office par les contribuables. En effet, à ce stade de la procédure, la charge de la preuve revenait aux contribuables et l'article L. 16, qui interdisait la justification de la présence de revenus d'origine indéterminée par la vente ou le remboursement de bons anonymes, ne faisait pas obstacle à ce que le contribuable l'utilise comme preuve du caractère exagéré de l'imposition.

Ainsi, la preuve de la vente ou du remboursement de bons anonymes s'avèrait inefficace pour échapper à l'engagement d'une procédure de "taxation d'office" par l'administration fiscale, mais était admise ensuite pour contester la taxation qui en découlerait.

## **11. Imposition sur la fortune (IFI / ISF)**

### **11.1. IFI (depuis le 1er janvier 2018)**

#### **11.1.1. Principe**

En principe, les bons et contrats de capitalisation sont exclus de l'assiette de l'IFI car ce sont des actifs financiers et non des actifs immobiliers.  
CGI art. 965

Cependant, les contrats rachetables et bons investis en unités de comptes sont imposables à l'IFI pour la fraction représentative des biens et droits réels immobiliers, qu'ils soient détenus par le redevable ou une société (dans ce cas, le contrat de capitalisation est pris en compte pour la valorisation des titres).  
CGI art. 972  
[BOI-PAT-IFI-20-20-30-30 § 60 à 210](http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/11314-PGP.html?identifiant=BOI-PAT-IFI-20-20-30-30-20180608)

Le tableau qui suit récapitule les conditions à remplir cumulativement pour l'imposition à IFI :

| **Conditions  à remplir cumulativement** | **Précisions** | **Exclusions** |
| --- | --- | --- |
| **Contrat rachetable** | Sont imposables à l'IFI les contrats rachetables par nature (même si ces contrats ne sont pas rachetable par l'effet d'une clause spécifique) tels que :   * les contrats nantis ou donnés en garanti  ​[BOI-PAT-IFI-20-20-30-30 § 90](http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/11314-PGP.html?identifiant=BOI-PAT-IFI-20-20-30-30-20180608) * les contrats euro-diversifiés (comportant une clause disponibilité de rachat temporaire - C. ass. art. R. 142-8) ​[BOI-PAT-IFI-20-20-30-30 § 100](http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/11314-PGP.html?identifiant=BOI-PAT-IFI-20-20-30-30-20180608) * les contrats ayant été accepté par le bénéficiaire  ([RM. Dolez JOAN 16 fév. 2010, n° 1864](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/reponse/RM-Dalez-16-fevrier-2010.pdf) au titre de l'ISF, (RM non reprise au BOFiP, mais *a priori*transposable à l'IFI) (\*) * les contrats d'assurance de groupe lorsqu'ils deviennent rachetables (assuré atteint d'une invalidité importante ou cessation d'activité à la suite d'un jugement de liquidation judiciaire) | Les contrats non rachetables ne sont pas imposables :   * les assurances temporaires en cas de décès, * les assurances de capitaux de survie et de rente de survie, * les assurances en cas de vie sans contre-assurance et rentes viagères différées sans contre-assurance. C.ass. art. L.132-23   **Exemple :**   * Perp * Madelin * contrats d'assurance de groupe   A l'échéance du contrat (après la phase d'épargne), le capital versé n'est pas imposable à l'IFI (puisqu'il ne s'agit pas d'un actif immobilier). Cependant, les actifs immobiliers remis à l'assuré à titre de versement du capital sont imposables. |
| **Contrat en unités de compte** | Le texte cible uniquement les unités de compte | Les fonds en euros ne sont pas imposables (même lorsqu'ils sont investis en immobilier) |
| **Contrat avec des supports représentatifs d'actifs immobiliers** | Unités de comptes investies en actifs immobiliers et notamment dans des SCI, SCPI et OPCI | Sauf exonérations (détention de moins de 10 % d'une société opérationnelle, d'un OPC - CGI. art. 972 bis - ou moins de 5 % d'une SIIC - CGI. art. 972 ter) |
| **Valeur incluse dans le patrimoine du souscripteur** | Sont concernés les contrats souscrits :   * par les personnes physiques * *a priori,* par les sociétés, * via un trust ou une fiducie. | - |

(\*) Le contrat a pu être qualifié de non rachetable lorsque les bénéficiaires ont accepté le contrat et que le souscripteur a renoncé expressément et irrévocablement à l'exercice de sa faculté de rachat ou à demander des avances.  
[Cass. com. 12 décembre 2018, n°17-20193](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/3040/download)

**Remarque :**

En cas de démembrement, voir notre doc. expert : IFI : [Principes, calcul](https://api.fidroit.fr/document/51242)§ Actifs taxables - Cas particuliers - Démembrement

#### **11.1.2. Evaluation**

La valeur des actifs imposables détenus par un bon ou un contrat de capitalisation est déterminée comme si le redevable détenait directement les actifs, c'est-à-dire en appliquant :

* l'exonération en cas de détention de moins de 10 % dans une société opérationnelle,
* l'exonération en cas de détention de moins de 10 % d'un OPC,
* l'exonération en cas de détention de moins de 5 % d'une SIIC
* etc.

En pratique, la valeur vénale est communiquée par la compagnie d'assurance, sur demande du redevable et dans des délais compatibles avant le dépôt des déclarations. Aucun rehaussement d’IFI n'est effectué si le redevable, de bonne foi, démontre qu'il n'était pas en mesure d’estimer ou de disposer des informations nécessaires à l'estimation de la fraction imposable. (renvoi du [BOI-PAT-IFI-20-20-30-30 § 200](http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/11314-PGP.html) au [BOI-PAT-IFI-20-20-20-10](http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/11305-PGP.html)).  
Ces mêmes informations sont également communiquées, sur demande et dans les 30 jours, à l’administration fiscale pour le compte des redevables.

Les informations à transmettre sont :

* la valeur vénale du contrat ou du bon,
* la fraction de la valeur représentative des biens ou droits réels immobiliers imposables.

Les organismes d’assurance peuvent obtenir des organismes de placement et de gestion, sur demande, la valeur représentative des biens imposables.  
[BOI-PAT-IFI-50-10-30](http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/11343-PGP.html) § 110 (renvoi aux § 60 et 80)  
[Décret du 25 mai 2018, n°2018-391](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/2511/download) - CGI. art. 313 BQ quater

**Avis Fidroit :**

Les compagnies d'assurance endossent donc de fait une partie la responsabilité de la valeur l’IFI. Ceci peut représenter un travail gigantesque et coûteux…

### **11.2. ISF (jusqu'en 2017)**

#### **11.2.1. Contrats détenus en direct**

##### **11.2.1.1. Contrats nominatifs**

Par analogie avec les contrats à terme, les contrats de capitalisation nominatifs étaient taxables à l’ISF pour leur valeur nominale (c’est-à-dire pour le montant des primes versées).  
CGI. art. 760  
[BOI-PAT-ISF-30-50-20 § 50](http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/4011-PGP.html?identifiant=BOI-PAT-ISF-30-50-20-20140121)  
[Doc. adm. 7 S 352](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/administrative/DB7S352.pdf) § 6  
La valeur nominale pouvait être diminuée des rachats opérés seulement si ces derniers avaient eu pour effet de rendre la valeur vénale inférieure au nominal.  
[RM. FRASSA, JO Sénat, du 7 juill. 2016, n°17495](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/reponse/RM-07-juillet-2016.pdf)  
Cette règle s'applique que le redevable de l'ISF soit le souscripteur ou un héritier (même si les droits de succession avaient été calculés sur la valeur vénale).

**Rappel :**

En principe, il n'était pas possible de retenir la valeur vénale pour l'imposition à l'ISF.   
*"Rien n'autorise le redevable à prendre en compte les moins-values latentes sur les unités de compte des contrats de capitalisation".*[CA Paris, du 25 nov. 2014](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/jurisprudence/CA-Paris-25-novembre-2014.pdf)

Cependant, la possible déclaration du contrat de capitalisation pour sa valeur vénale était parfois pratiquée lorsque la valeur vénale du contrat était inférieure à la valeur nominale. La [notice ISF](https://api.fidroit.fr/document/49189) (un document non opposable à l'administration au sens de l’article L.80 B du Livre des procédures fiscales) indiquait que le contribuable pouvait déclarer à l’ISF son contrat de capitalisation non pas pour sa valeur nominale mais pour sa valeur vénale au 1er janvier de l’année d’imposition :  
*"Liquidités  
Il s’agit des espèces, des comptes courants, livrets de caisse d’épargne, bons du Trésor et d’épargne, bons de caisse, bons de capitalisation et tous titres de même nature lorsqu’ils n’entrent pas dans le champ d’application du prélèvement de 1,5 % ou 2 % prévus aux articles 990 A à 990 C du CGI [bons anonymes] […]. Portez le solde ou la valeur au 1er janvier de l’année d’imposition."*[Déclaration n°2725](https://api.fidroit.fr/document/49189)  
[Notice n°2725](https://api.fidroit.fr/document/49189)  
[RM Deprez JOAN 21 oct. 2002, n°2020](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/autres/RM_DEPREZ.pdf)

##### **11.2.1.2. Contrats anonymes**

Les contrats de capitalisation anonymes n'étaient pas taxables à l’ISF.  
[BOI-PAT-ISF-30-20-10](http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/5773-PGP.html?identifiant=BOI-PAT-ISF-30-20-10-20120912/) n°90

**Remarque :**

Le prélèvement spécial de 2 % de la valeur nominale du contrat, dû lors du remboursement du contrat, constituait une manière de contourner la non-imposition à l’ISF des contrats de capitalisation anonymes.

#### **11.2.2. Contrats détenus par une société**

Lorsque le contrat était détenu par une société, c'est la valeur des parts de la société qui était taxable à l’ISF et non le contrat de capitalisation. La valorisation des parts incluait donc mécaniquement la valeur vénale du contrat (et non sa valeur nominale comme en cas de détention en direct).

## **12. Contrat de capitalisation et société à l’IR**

### **12.1. Condition de souscription**

Une société soumise à l’IR peut souscrire un contrat de capitalisation à prime unique sous certaines conditions.

**Attention :**

En 2003 et 2004, la FFSA (Fédération Française des Sociétés d'Assurance) et le GEMA (Groupement des Entreprises Mutuelles d'Assurances) se sont prononcés contre la souscription de contrat de capitalisation par des sociétés soumises à l’IS (en effet, le placement massif de trésorerie et les sorties éventuelles, puisqu'il s'agit de placement à court terme, pouvaient déstabiliser les fonds euros).

Le [1er juillet 2011, l'engagement déontologique de la FFSA et du GEMA](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/autres/engagement-deontologique-FFSA-01-07-2011.pdf) (obligatoire pour tous les membres de la FFSA sous peine de sanctions) assouplit l'interdiction de souscription de contrat de capitalisation (en fonds euros ou unités de compte) par des sociétés soumises à l’IS.  
Ces conditions ont été rappelées par la [Charte déontologique de la FFA de mars 2019](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/3697/download)

Concernant les personnes morales, peuvent souscrire des contrats de capitalisation à prime unique :

* les organismes de droit privé sans but lucratif (OSBL)
* OU les sociétés patrimoniales ou holdings passives qui ont pour activité principale la gestion de leur propre patrimoine mobilier et immobilier dont les associés sont soit des personnes physiques, soit des sociétés à l'IR, soit des sociétés à l'IS dont les associés seraient exclusivement des personnes physiques ou des sociétés à l'IR, ET dont le chiffre d'affaires lié essentiellement à leur activité de gestion de leur propre patrimoine : le ​chiffre d'affaires lié aux activités industrielles, commerciales, artisanales ou libérales ne doit pas dépasser 10 % de la somme du chiffre d'affaires et des produits financiers, y compris les plus-values. Les loyers et les honoraires de prestations de service et de conseil fournies aux filiales n'entrent pas en ligne de compte dans le chiffre d'affaires considéré.
* en cas d'investissement sur des fonds euros : la rémunération du fonds euros afférente à la 1ère année de souscription est versée au souscripteur à condition que le contrat de capitalisation soit conservé pendant 4 ans (et n'est versé qu'à l'issu de la 4ème année de détention). En cas de sortie avant la 4ème année, la rémunération afférente à la 1ère année de souscription est réduite en proportion du montant racheté par rapport à la valeur totale du contrat.

**Remarque :**

Les contrats d’assurance homme-clé, au titre de contrats collectifs de retraite, de prévoyance, ou d’indemnités de fin de carrière, ne sont pas concernés par ces restrictions.  
Voir notre Doc. Expert : [Homme-clé](https://api.fidroit.fr/document/51772)

### **12.2. Fiscalité**

#### **12.2.1. Taxation**

Les produits générés par des rachats sur des contrats de capitalisation, détenus par une société soumise à l’IR, sont imposables  au nom des associés personnes physiques comme s’ils détenaient le contrat en direct (cf § Régime fiscal / Impôt sur le revenu et prélèvements sociaux).

CGI. art. 41 duodecies G, annexe III

[BOI-RPPM-RCM-30-20-20](http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/3740-PGP) § 25

[Inst. adm. 16 oct. 2006, BOI 5 I-9-06](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/autres/BOI_5_i-9-06_16_octobre_2006_PFL.pdf)

* Concernant les produits des primes versées depuis le 27 septembre 2017 : un acompte de 12,8 % ou 7,5 % est prélevé par la société à l'IR (considérée comme un établissement payeur) l'année du rachat. En année N+1, les associés personnes physiques peuvent choisir le PFU (au taux de 12,8 % ou 7,5 %, selon les cas) ou le barème progressif de l'IR.
* ​Concernant les produits des primes versées avant le 27 septembre 2017, les associés personnes physiques peuvent opter pour le PFL  (au taux de 35 %, 15 % ou 7,5 %, selon les cas) et est retenue par la société à l'IR (considérée comme un établissement payeur) l'année du rachat. Si les associés personnes physiques n'ont pas opté pour le PLF, ils sont imposés en année N+1 au barème progressif de l'IR​
* Un abattement de 4 600 € et 9 200 € pour chaque foyer fiscal présent dans la société ;(ce qui permet de multiplier les abattements) ;
* Par ailleurs, les prélèvements sociaux sont dus annuellement sur les fond euros (prélevés par la société à l'IR ou par l'assureur s'il accepte cette délégation) ou en cas de rachat sur les unités de compte (prélevés par la société à l'IR).

**Remarque :**

Chaque associé de la société peut opter, selon les cas, pour le PFU ou le PFL pour sa quote-part dans la société. Afin de permettre à leurs membres d'exercer cette option, la société est réputée verser à chacun de ses associés la quote-part des produits correspondant à leurs droits, le jour même où elle a encaissé lesdits revenus ou ont été créditées de leur montant.

[BOI-RPPM-RCM-30-20-20](http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/3740-PGP) § 25

#### **12.2.2. Modalités pratiques**

La société à l'IR doit télé-déclarer et adresser les retenus à la source (PFL ou acompte de 12,8 % ou 7,5 %)  dans les 15 premiers jours du mois suivant le paiement des revenus (formulaire n° 2777 pour les produits issus de France ou n° 2778 pour les produits de source étrangère).

​CGI art. 1678 quater

[BOI-RPPM-RCM-30-20-60](http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/3777-PGP) § 10 et s.

La société adresse chaque année un IFU à ses associés personnes physiques indiquant :

* la part d’intérêts encaissés revenant à chaque associé et le montant de la CSG déductible correspondant ;
* ou le montant du PFL ou du PFU acquitté par la société pour le compte de l’associé.

[BOI-RPPM-PVBMI-40-30-10](http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/3694-PGP/version/12" \t "_blank), § 80

### **12.3. Traitement comptable**

Dans les sociétés tenant une comptabilité commerciale (sociétés commerciales telles que les EURL à l'IR ainsi que les sociétés civiles soumises à la TVA), le contrat de capitalisation doit être analysé comme un produit de placement unique (et non comme plusieurs placements en fonction des sous-jacents).

**Remarque :**

Les sociétés civiles à l'IR n'ont pas l'obligation de tenir une comptabilité commerciale.  
Voir notre doc. expert : [Société civile : Fiscalité à l'IR](https://api.fidroit.fr/document/38080)

#### **12.3.1. Unités de compte**

En l'absence de rachat :

* les plus-values latentes sur les unités de compte ne sont pas à prendre en compte comptablement à chaque exercice (en effet, les unités de compte ne bénéficient d’aucune garantie et ne disposent donc pas d'un rendement certain à chaque clôture d'exercice),
* les moins-values latentes (calculées globalement sur l'ensemble du contrat), sont prise en compte comptablement à chaque clôture d'exercice (sous la forme de provisions pour dépréciation).

En cas de rachat, les plus-values sont taxées sur la différence entre le coût historique de la quote-part rachetée à la valeur accumulée de l'actif général de la compagnie d'assurances ou à la valeur liquidative des unités de compte détenues en parts d'OPCVM.

#### **12.3.2. Fonds euros**

En l'absence de rachat : Un contrat de capitalisation en euros est assimilé à un bon de caisse : les produits sont comptabilisés comme produits à recevoir à la clôture de l'exercice (hors quote-part concernée par un rachat).

En cas de rachat, les plus-values sont taxées (hors quote-part déjà comptabilisée comme produit à recevoir).

### **12.4. Intérêt de la détention d'un contrat de capitalisation via une société à l'IR**

La détention d'un contrat de capitalisation au sein d'une société à l'IR est une stratégie intéressante sur plusieurs points

* elle permet d'éviter les difficultés liées à la détention en direct en démembrement (en cas de détention en direct d'un contrat de capitalisation démembré, la répartition des gains entre usufruitier et nu-propriétaire peut entraîner des difficultés puisqu'il convient de déterminer les fruits censés revenir à l'usufruitier, ) on substitue les dispositions statutaires à la convention de démembrement, ce qui permet d'être plus efficace, durable et personnalisable.
* elle permet de multiplier les abattements de 4 600 € et 9 200 € (en présence de plusieurs foyers fiscaux au sein de la société) ;
* elle offre une enveloppe de capitalisation peu contraignante et révocable contrairement à l'option à l'IS ;
* elle permet d'optimiser la transmission en cas de démembrement : tout ou partie du résultat peut être mis en réserve, en cas de distribution ultérieure, il fera l'objet d'un quasi-usufruit, ce qui permet de créer une créance de restitution au profit des nus-propriétaires (il est conseiller le préciser dans les statuts le sort des réserves mises en distributions, sur ce point, voir notre [Doc expert Démembrement de titres de société](https://fidnet.fidroit.fr/document/37822) § 3.4 Distribution de réserves).
* elle permet de maîtriser le remploi et de la gestion des capitaux au sein de la société, via les statuts à la gérance.

Le principal inconvénient est la perception des revenus : en effet, avec une comptabilité "classique" le résultat comptable et fiscal est très faible en cas de rachat partiel, puisque seuls les intérêts compris dans le rachat sont taxables et distribuable comptablement : il n’est donc pas possible de distribuer l’intégralité du rachat mais uniquement les intérêts.

Pour pallier à cet inconvénient, il convient :

* soit de faire un apport en compte courant d'associé à la constitution (afin de percevoir les revenus via le remboursement du compte courant d'associé)
* soit de prévoir, dans les statuts, que le résultat comptable est déterminé en tenant compte de la variation de l’actif net (comptabilité valeur acquise). Le résultat comptable tient alors compte des gains latents du contrat : ces derniers peuvent, comptablement, être distribués ou inscrits en compte courant d’associé (les rachats partiels ultérieurs permettront de dégager la trésorerie nécessaire pour rembourser les comptes courants d’associés).  
  Notez que, les gains sont pris en compte au niveau comptable uniquement : sans aucune taxation complémentaire : en effet, la réévaluation des actifs ne génère aucune conséquence fiscale lorsque la société ne tient pas une comptable commerciale en application de l’article L. 123-18 du code de commerce (comme c'est le cas des sociétés civiles à l’IR).  
  [CE, 14 avr. 2022, n° 454264](https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000045588673?init=true&page=1&query=454264&searchField=ALL&tab_selection=all)  
  [CE, 19 sept. 2018, n° 409864](https://fidnet.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/2825/download)  
  Attention, une option ultérieure pour l’IS pourrait avoir des conséquences dommageables, compte tenu de l’existence de revenus distribués mais qui n’ont pas fait l’objet de taxation.

Pour plus d'informations sur l'intérêt de la détention en société d'un contrat de capitalisation, la différence entre la détention en direct ou via une société, consultez notre Stratégie client [Souscrire un contrat de capitalisation](https://fidnet.fidroit.fr/document/38917) - Gérer votre Rdv - 3.4.2. et 3.4.3.

**Exemple :**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | Comptabilité "classique" | Comptabilité "valeur acquise" |
| Valeur comptable | 300 000 | |
| Valeur réelle en fin d'exercice année N | 330 000 | |
| Résultat comptable année N | 0 | + 30 000 |
| Résultat distribuable année N | 0 € | 30 000 € (\*) |

(\*) Les 30 000 € peuvent soit être distribués (si le montant du rachat permet de verser cette somme) soit inscrits en tout ou partie en compte courant d'associé (lorsqu'aucun rachat n'est réalisé ou que le rachat est inférieur à 30 000 €).

## **13. Contrat de capitalisation et société à l'IS ou entreprise relevant des BIC, BNC ou BA**

Sont concernées :

* les entreprises soumises à l’impôt sur le revenu générant des BIC, BA, BNC (entreprise individuelle ou société semi-transparente) c'est-à-dire exerçant au moins pour partie une activité non civile au sens fiscal
* les sociétés soumises à l’IS, quelle que soit leur forme sociale.

Voir également notre stratégie client : [Souscrire un contrat de capitalisation dans une société soumise à l’IS](https://api.fidroit.fr/document/51855)

### **13.1. Principe de souscription par une société à l'IS**

Une société soumise à l'IS ou une entreprise BIC, BNC ou BA peut souscrire un contrat de capitalisation à prime unique sous certaines conditions.

**Attention :**

En 2003 et 2004, la FFSA (Fédération Française des Sociétés d'Assurance) et le GEMA (Groupement des Entreprises Mutuelles d'Assurances) se sont prononcés contre la souscription de contrat de capitalisation par des sociétés soumises à l’IS (en effet, le placement massif de trésorerie et les sorties éventuelles, puisqu'il s'agit de placement à court terme, pouvaient déstabiliser les fonds euros).

Le [1er juillet 2011, l'engagement déontologique de la FFSA et du GEMA](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/autres/engagement-deontologique-FFSA-01-07-2011.pdf) (obligatoire pour tous les membres de la FFSA sous peine de sanctions) assouplit l'interdiction de souscription de contrat de capitalisation (en fonds euros ou unités de compte) par des sociétés soumises à l’IS.  
Ces conditions ont été rappelées par la [Charte déontologique de la FFA de mars 2019](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/3697/download)

Concernant les personnes morales, peuvent souscrire des contrats de capitalisation à prime unique :

* les organismes de droit privé sans but lucratif (OSBL)
* OU les sociétés patrimoniales ou holdings passives qui ont pour activité principale la gestion de leur propre patrimoine mobilier et immobilier dont les associés sont soit des personnes physiques, soit des sociétés à l'IR, soit des sociétés à l'IS dont les associés seraient exclusivement des personnes physiques ou des sociétés à l'IR, ET dont le chiffre d'affaires lié essentiellement à leur activité de gestion de leur propre patrimoine : le ​chiffre d'affaires lié aux activités industrielles, commerciales, artisanales ou libérales ne doit pas dépasser 10 % de la somme du chiffre d'affaires et des produits financiers, y compris les plus-values. Les loyers et les honoraires de prestations de service et de conseil fournies aux filiales n'entrent pas en ligne de compte dans le chiffre d'affaires considéré.  
  Cette limitation vise principalement à exclure la souscription de fonds euros par des sociétés commerciales ou opérationnelle.
* en cas d'investissement sur des fonds euros : la rémunération du fonds euros afférente à la 1ère année de souscription est versée au souscripteur à condition que le contrat de capitalisation soit conservé pendant 4 ans (et n'est versé qu'à l'issu de la 4ème année de détention). En cas de sortie avant la 4ème année, la rémunération afférente à la 1ère année de souscription est réduite en proportion du montant racheté par rapport à la valeur totale du contrat.

**Remarque :**

Les contrats d’assurance homme-clé, au titre de contrats collectifs de retraite, de prévoyance, ou d’indemnités de fin de carrière, ne sont pas concernés par ces restrictions.  
Voir notre Doc. Expert : [Homme-clé](https://api.fidroit.fr/document/51772)

**Attention : SEL et SPFPL**

Les placements patrimoniaux d’une somme importante à long terme peuvent poser des difficultés pour les SEL (société d’exercice libérale) ou les SPFPL (sociétés de participations financières de professions libérales).

En effet, ces sociétés ont théoriquement pour objet exclusif leur activité libérale et accessoirement la gestion de leur trésorerie ou d’actifs en relation avec cet objet. Un développement patrimonial semble donc contraire à l’objet exclusif de ces sociétés (on notera cependant que la Cour de cassation a validé cette *"diversification"* dans un cas particulier)

Article 1 de la loi du 31 décembre 1990 (SEL)  
Article 31-1 de la loi du 31 décembre 1990 (SPFPL)  
[Cass. civ. 1, 20 mars 2013, n°12-17113](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/3769/download)

### **13.2. Fiscalité**

Fiscalement, les intérêts générés sont traités comme des primes de remboursement (intérêts courus) selon l'article 238 septies E du CGI.

#### **13.2.1. Contrat contenant une prime de remboursement supérieure à 10 % du prix d'acquisition**

Pour les contrats de capitalisation conclus après le 1er janvier 1993 et contenant une prime de remboursement excédant 10 % de leur prix d’acquisition, les produits générés sont imposés à l'IS, en BIC, BNC ou BA au titre de chaque exercice.  
CGI. art. 238 septies E

#### **13.2.2. Contrat dont la valeur de remboursement est aléatoire**

##### **13.2.2.1. Contrats multi-supports (unités de comptes / fonds euros)**

Champ d'application de la taxation forfaitaire

La taxation forfaitaire concerne les contrats de capitalisation conclus après le 1er janvier 1993 et dont la valeur de remboursement est aléatoire (ce qui est le cas de la grande majorité des contrats).  
  
Sont concernés, tant les unités de comptes que les fonds euros des contrats multi-supports pour lesquels la rémunération n'est pas garantie et dont les produits ne peuvent être considérés comme définitivement acquis, y compris les produits générés par les fonds euros et inscrits en compte annuellement, dans la mesure où ils sont susceptibles d'être réinvestis sur des unités de comptes et en subir les fluctuations.  
[CE 13 janvier 2010, n°321416](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/3725/download) (rendue en matière de qualification de revenus réalisés au sens du plafonnement de l'impôt par les revenus).

Pendant la durée du contrat : application d'une taxation forfaitaire

Une taxation forfaitaire (indépendamment de l'évolution réelle du contrat) est dû annuellement, y compris en l'absence de rachat.  
CGI. art. 238 septies E, II, 3  
[BOI-BIC-PDSTK-10-20-60-10](http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/1510-PGP.html?identifiant=BOI-BIC-PDSTK-10-20-60-20120912/)   
[BOI-BIC-PDSTK-10-20-60-20](http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/2432-PGP.html?identifiant=BOI-BIC-PDSTK-10-20-60-20-20141020)  
[Inst. adm. 27 fév. 2008, BOI 4 A-3-08](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/2869/download)  
  
L'assiette de taxation à l'IS, en BIC, en BNC ou en BA est déterminée forfaitairement selon la formule suivante :

| **Montant nominal (\*) (hors frais) du contrat** | **x** | **105 % du dernier taux moyen d’emprunt d’Etat (TME) à long terme connu lors de la souscription ou de l’acquisition du contrat.(\*\*\*)** |
| --- | --- | --- |

(\*) En cas de rachat partiel, le montant nominal diminué du ou des rachats effectués  
(\*\*\*) Le TME est fixe pour toute la durée du contrat (ce qui suppose que le contrat soit à prime unique).  
TME à long terme décembre 2022 : 2,65 %   
Attention : il s'agit d'un taux actuariel

**Remarque**

Pour la plupart des contrats de capitalisation souscrits entre juillet 2019 et mars 2021  , aucune taxation annuelle n'est due (en l'absence de rachat) puisque le TME de référence est négatif (juillet 2019 : -0,01 /janv. 2021 : -0,26).

L'assiette est réduite, le cas échéant, des éventuelles moins-values latentes (via des provisions pour dépréciation) calculés globalement sur l'ensemble du contrat (et non titre par titre). En revanche, les plus-values latentes ne sont pas fiscalisées annuellement.

**Exemple :**

Exemple : Application du TME

Une SCI (IS) souscrit le 1er mai 2014 un contrat de capitalisation pour 1 010 000 €, soit 1 000 000 € net.  
Le dernier TME publié au jour de la souscription est de 1,89 %.  
Le taux actuariel à retenir pour déterminer la base taxable s’établit à 1,98 % (105 % x 1,89 %).  
La base imposable pour l’exercice 2014 est donc de 13 157 €. (*1 000 000 € x [(1+1,98 %) 8/12 – 1)]*.)  
[BOI-BIC-PDSTK-10-20-60-20](http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/2432-PGP.html?identifiant=BOI-BIC-PDSTK-10-20-60-20-20120912) § 160

Une SCI (IS) souscrit le 1er mai 2019 un contrat de capitalisation pour 1 005 000 €, soit 1 000 000 € net.  
Le dernier TME publié au jour de la souscription est de 0,95 %.  
Le taux actuariel à retenir pour déterminer la base taxable s’établit à 1 % (105 % x 0,95 %).  
La base imposable pour l’exercice 2019 est donc de 6 656 €. (1 000.000 x (1,01*8/12*  – 1)

Exemple : En cas de moins-values latentes

Une société souscrit un contrat de capitalisation en mai de l’année N pour 1 005 000 € bruts, soit 1 000 000 € net investi et 5 000 € de frais d’entrée.  
Le TME au jour de la souscription est de 0,95 %, soit un taux actuariel de 1 % (105 % x 0,95 %).

A la clôture de l’exercice N, le contrat a globalement baissé de 30 000 €.

* Assiette forfaitaire imposable au titre de l’exercice N : 6 656 € = 1 000 000 x (1,018/12  – 1)
* Déduction d’une provision suite à la baisse de la valeur du contrat (moins-value latente) :  - 30 000 €
* Déduction des frais de souscription l’année de la souscription :  - 5 000 €
* Résultat taxable à l’IS : – 28.344 € (6 656 - 30 000 – 5 000)
* NB : la provision pour dépréciation devra être reprise (et taxable) lorsque les unités de compte reprendront de la valeur.

Au moment du rachat ou au terme du contrat : régularisation de la taxation

La taxation selon une assiette déterminée forfaitairement n'est qu'une avance fiscale : elle est régularisée lors de la cession, de rachat partiel ou total ou au terme du remboursement du contrat en fonction des intérêts réellement générés :

* Assiette taxable : le résultat taxable est déterminé en faisant soustrayant les intérêts déjà imposés du montant total des intérêts générés.
* Impôt dû : un complément d'impôt est dû lorsque la performance réelle du contrat est supérieure au rendement forfaitaire qui a déjà été taxé annuellement,  
  à  l’inverse, lorsque la société a été taxée "au fil de l'eau" sur un montant supérieur au gain réel constaté lors du rachat, la société va pouvoir déduire, de son résultat fiscal de l'exercice, le montant soumis à tort à l'IS. Ainsi, la diminution du résultat fiscal de l'exercice (voire des exercices suivants en présence d'un déficit reportable) permettra à la société de récupérer l'imposition acquittée à tort.

[BOI-BIC-PDSTK-10-20-60-20](http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/2432-PGP.html?identifiant=BOI-BIC-PDSTK-10-20-60-20-20120912) § 310

**Exemple :**

* Année N : souscription du contrat pour 1 005 000 € bruts, soit 1 000 000 € net investi par une société à l'IS. Le TME connu au jour de la souscription est de 0,95 %, soit un taux actuariel de 1 % (105 % x 0,95 %).
* Année N à N+ 4 : A chaque clôture d’exercice, taxation forfaitaire (cf. tableau ci-après).
* Année  N+ 5 (2023) : Rachat total du contrat valorisé à 1 050 000 €, soit un gain réel de 50 000 €. Au titre de l’exercice 2023, un gain résiduel de 12 842 € reste taxable à l’IS. En effet, 6 656 + 10 067 + 10 167 + 10 269 soit 37 158 € en tout ont d'ores et déjà été taxés au fil de l'eau. Il reste donc 50 000 € – 37 158 € à taxer. Le cas échéant, les provisions constituées antérieurement, et non encore soldées, seraient à réintégrer et à taxer au titre de l’exercice 2023.

| **Année** | **2019** | **2020** | **2021** | **2022** |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Valeur initiale | 1 000 000 € | - | | |
| Coefficient | 1,01 8/12 | 1,01 20/12 | 1,01 32/12 | 1,01 44/12 |
| Base d'imposition théorique (238 septies E) | 6 656 € | 16 722 - 6 656 =  10 067 € | 26 889 - 16 722 =  10 167 € | 37 158 - 26 889 =  10 269 € |
| Évolution réelle du contrat | - 30 000 € | + 100 000 € | - 50 000 € | + 40 000 € |
| Valeur acquise du contrat | 970 000 € | 1 070 000 € | 1 020 000 € | 1 060 000 € |
| Provision pour dépréciations  Frais d'entrée | - 30 000 €  - 5 000 € | + 30 000 € | - | - |
| Base imposable à l'IS | 28 344 € | + 40 067 € | + 10 167 € | + 10 269 € |

Suite au rachat, il est possible de procéder à une distribution : le montant distribuable correspond aux seuls intérêts compris dans le rachat (et non au montant total du rachat).

##### **13.2.2.2. Contrats mono-supports (fonds euros)**

Pour les contrats mono-support (fonds euros), les intérêts sont acquis annuellement et donc taxés pour leur montant réel annuellement.

### **13.3. Traitement comptable**

Le contrat doit être analysé comme un produit de placement unique et non comme plusieurs placements en fonction des sous-jacents (y compris lorsque le contrat est investi pour partie, voir majoritairement en fonds euros et pour minoritairement en unités de compte).  
[CE 13 janvier 2010, n°321416](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/3725/download)  
Bulletin CNCC n°164 de décembre 2011  
  
Le contrat de capitalisation est en principe comptabilisé en ligne 272 (droit de créance immobilisée).Les frais d’entrée peuvent soit être inscrits en charges au titre de l'année de l'opération soit comptabilisés dans le coût d'acquisition du contrat.  
[BOI-BIC-CHG-20-20-10](http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/1846-PGP.html?identifiant=BOI-BIC-CHG-20-20-10-20120912/) § 140

**Attention :**

En cas de rachat ou remboursement, seuls les intérêts compris dans le rachat constituent un résultat distribuable (et non la valeur totale du rachat). A défaut de compte courant d'associé créditeur, la distribution de la totalité de la valeur du contrat peut entraîner la constitution d'un compte courant débiteur répréhensible :

* juridiquement : voire interdit dans les SARL, SAS notamment (C. com. art. L. 223-23) et sanctionnée pénalement (C. com. art. L. 242-6, 3°)
* fiscalement : le retrait est taxé comme une distribution occulte, soit au PFU, soit sur option globale au barème de l’IR mais sans application de l’abattement de 40 %
* socialement (cotisations sociales dues sur les comptes courants d'associés débiteur  - [Cass. civ. 2, 10 mai 2005, n°03-30657](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/3823/download))

#### **13.3.1. Contrats multi-supports (unités de comptes / fonds euros)**

En l'absence de rachat :

* les plus-values latentes sur les contrats multi-supports ne sont pas à prendre en compte comptablement à chaque exercice. Sont concernés, tant les unités de comptes que les fonds euros des contrats multi-supports pour lesquels la rémunération n'est pas garantie et dont les produits ne peuvent être considérés comme définitivement acquis, y compris les produits générés par les fonds euros et inscrits en compte annuellement, dans la mesure où ils sont susceptibles d'être réinvestis sur des unités de comptes et en subir les fluctuations.  
  [CE 13 janvier 2010, n°321416](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/3725/download) (rendue en matière de qualification de revenus réalisés au sens du plafonnement de l'impôt par les revenus)
* les moins-values latentes (calculées globalement sur l'ensemble du contrat), sont prise en compte comptablement à chaque clôture d'exercice (sous la forme de provisions pour dépréciation).

Exemple :

| **Montant nominal de souscription( année N)** | **Valeur au 31 décembre N+1** | **Provision** | **Résultat comptable** | **Résultat fiscal** |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| 500 000 € | 520 000 € | - | - | 105 % x TME x 500 000 |
| 500 000 € | 480 000 € | - 20 000 € | - 20 000 € | (105 % x TME x 500 000) - 20 000 |

En cas de rachat, les plus-values sont comptabilisées par la différence entre le coût historique de la quote-part rachetée et la valeur accumulée de l'actif général de la compagnie d'assurances ou à la valeur liquidative des unités de compte détenues en parts d'OPCVM.

#### **13.3.2. Contrats mono-supports (fonds euros)**

En l'absence de rachat : Un contrat mono-support en euros est assimilé à un bon de caisse : les produits sont comptabilisés comme produits à recevoir à la clôture de l'exercice.

En cas de rachat, les plus-values sont comptabilisées (hors quote-part déjà comptabilisée comme produit à recevoir).

## **14. Contrat de capitalisation et organisme sans but lucratif (OSBL)**

Les intérêts ou produits attachés aux bons de capitalisation détenus par des organismes à but non lucratifs sont soumis à l'impôt sur les sociétés :

* pour les contrats mono-supports : au taux de 24 % annuellement sur le montant des intérêts réellement acquis,
* pour les contrats souscrits depuis le 1er janvier 1993 (au sens de l'article 238 septies E du CGI) :
  + annuellement : au taux de 10 %.
  + à la date du rachat ou au terme du remboursement, une régularisation s'opère : seuls les intérêts non encore taxés (intérêts totaux - intérêts déjà imposés) sont taxés au taux de 24 %.

CGI. art. 219 bis  
[Doc. adm. 4 H-6112](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/administrative/4H6112.pdf) n° 12 et 40

**Remarque :**

Le fait, pour un organisme, de réaliser des placements et générer des profits ne remet pas en cause son caractère non lucratif. Cependant, les profits générés sont taxés à l'IS et, dans certains cas, les supports d'investissement devront être *"religion compatible"* pour être conforme à l'objet et aux croyances de l'organisme et de ses membres.  
Voir notre doc. expert : [Association et organisme sans but lucratif](https://api.fidroit.fr/document/38135)

## **15. Obligations déclaratives**

Pour plus d'éléments concernant les obligations déclaratives, voir notre documentation sur l'[Assurance-vie et assimilés](https://fidnet.fidroit.fr/document/53584#4.).

## **16. Textes de référence**

* [Loi de finances pour 2018 du 30 décembre 2017](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/1980/download)
* [Loi de finances 2018 : focus sur le régime fiscal de l'assurance-vie et des contrats de capitalisation](https://api.fidroit.fr/document/51255)
* [BOI-RPPM-RCM-20-10-20-50](http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/3951-PGP.html), détermination du revenu imposable
* [BOI-RPPM-RCM-30-10-20-20](http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/9312-PGP.html?identifiant=BOI-RPPM-RCM-30-10-20-20-20171004), relatif au prélèvement forfaitaire libératoire
* [Inst. adm. 28 déc. 2007, BOI 5 I-4-07](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/instruction/BOI-5I407.pdf)
* [Inst. adm. 1er août 2011, BOI 5 I-3-11](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/instruction/5i311.pdf)
* [Doc. adm. 5 I-1226](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/administrative/DB5I1226.pdf)
* [Rescrit 20 mars 2012](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/rescrit/Rescrit-20-mars-2012---contrats-d%27assurance-vie-so.pdf) relatif aux modalités de déclaration et de paiement des prélèvements sociaux sur les contrats d'assurance-vie souscrits hors de France
* [Rescrit du 10 avril 2012](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/rescrit/Rescrit-10042012-assurance-vie.pdf) relatif aux modalités d'entrée en vigueur de la hausse des prélèvements sociaux
* CGI art. 125-0 A
* CSS art. 136-7
* CGI art. 972

Bonjour Patrimoine est la marque commerciale des sociétés CGP ONE et PYRÉNÉES FINANCE CONSEIL. Société CGP ONE, S.A.R.L. à associé unique à capital variable (capital minimum de 800 €uros) enregistrée au RCS de Toulouse sous le n° 450 434 535 - Code APE 7022Z – TVA INTRACOMMUNAUTAIRE FR12450434535 - Siège social : 14-16 place Laganne 31300 Toulouse – Téléphone : 05 61 52 17 01 Etablissement secondaire : 31 rue Saint Hilaire 94210 Saint Maur des Fossés – Téléphone : 01 45 14 80 34 Société PYRENEES FINANCE CONSEIL, SASU au capital de 44000 € enregistrée au RCS de Tarbes sous le n° 433 881 760 - Code APE 6619B – TVA INTRACOMMUNAUTAIRE FR61433881760 - Siège social : 8 rue Latil 65000 Tarbes – Téléphone : 05 62 56 31 56 CGP ONE et PYRÉNÉES FINANCE CONSEIL détiennent en propre l’intégralité des habilitations nécessaires pour l’exercice de la profession de Conseil en Gestion de Patrimoine - Enregistrées respectivement à l’ORIAS sous le n° 07 002 919 et sous le n° 07 008 066 (https://www.orias.fr) en qualité de Courtier en Assurance positionné dans la catégorie « b », de Courtier en opérations de banque et en services de paiement et de Conseiller en Investissements Financiers adhérents à la Chambre Nationale des Conseillers en Gestion de Patrimoine (CNCGP), association agréée par l'AMF (Autorité des Marchés Financiers) – Activité de transaction sur immeuble et fonds de commerce carte professionnelle n° CPI 3101 2018 000 035 300 délivrée par la CCI de Toulouse pour CGP ONE et n°CPI 6501 2021 000 000 001 délivrée par la CCI de Tarbes et des Hautes-Pyrénées pour PYRENEES FINANCE CONSEIL - RCP et garantie financière n°112.786.342 (adhérent n°224545 pour CGP ONE et n°232188 pour PYRENEES FINANCE CONSEIL) auprès de la Compagnie MMA IARD Assurances Mutuelles / MMA IARD, 14 Bd Marie et Alexandre Oyon 72030 LE MANS CEDEX 9. Ne peut recevoir aucun fonds, effet ou valeur.